



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 5 AOUT 1922.

QUEBEC, SATURDAY, 5th AUGUST, 1922.

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES :

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction, 50c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication,

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES:

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication,

qui sera annulée, si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
Ls-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

2611

which will be cancelled, if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number; the second number, the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Ls-A. PROULX,
King's Printer.

Government House.

2612

Lettres patentes

Letters patent

"Tom Duggan Amusement Enterprises, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de juillet 1922, constituant en corporation: Charles MacKay Cotton, avocat, de la cité de Westmount; Thomas Frederick Gibson, commis, Isabella Stewart MacFarlane, sténographe, fille majeure, les deux de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Gérer, conduire, tenir, outiller, louer, exploiter et organiser des parties de hockey, le patinage, le patinage à roulettes, des masquerades, sports d'été et d'hiver et amusements, des exhibitions hippiques, de bestiaux, volailles, fleurs, d'autos, de voitures, des cirques et d'autres exhibitions, des concerts de fanfare, des opéras, du vaudeville, du jardin estival, des conventions, bazars, expositions, représentations théâtrales, conférences, réunions publiques, concours de boxe et de luttes, ainsi que tous les autres amusements publics d'une manière générale qu'on croira avantageux, offrir aussi, accorder ou contribuer au paiement de prix et enjeux, pour aucun des objets susdits;

Construire, ériger et autrement acquérir, posséder, exploiter, maintenir et administrer des théâtres, théâtres de vues animées, arenas, jardins d'été et d'hiver, des bâtisses;

Louer ou céder à bail ces bâtisses à aucune personne, firme ou corporation, pour aucune des fins précitées, outiller et exploiter des garages dans lesdites bâtisses;

Faire et exercer généralement le commerce de pourvoyeurs et propriétaires de restaurants, et particulièrement le faire et l'exercer au bénéfice des personnes qui fréquentent les établissements de la compagnie ou s'en servent;

Payer aucune propriété foncière ou personnelle, les droits, permis, privilèges, l'achalandage et les franchises nécessaires au commerce de la compagnie en actions entièrement libérés et non sujettes à appel, en obligations ou avec d'autres valeurs de la compagnie;

"Tom Duggan Amusement Enterprises, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, 1920 letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July 1922, incorporating: Charles MacKay Cotton, advocate of the city of Westmount, Thomas Frederick Gibson, clerk, Isabella Stewart MacFarlane, stenographer, spinster both of the city and district of Montreal;

To carry on, conduct, hold, equip, lease, operate and promote hockey matches skating, roller-skating, masquerades and summer and winter sports and amusements, and all horse and live stock, poultry, flower, automobile carriage, circus and other shows, and all band concerts, opera vaudeville summer garden, conventions, bazars, exhibitions, theatrical, performances, lectures public meeting, boxing and wrestling matches and competitions, and all other entertainments for the public generally as may be deemed advisable and to offer, grant or contribute towards the payment of prizes and awards for any of the purposes aforesaid;

To construct, erect and otherwise acquire, own, operate, equip, maintain, and manage theatres, moving picture theatres, arenas and summer and winter gardens, building or buildings;

To lease or rent the building or buildings to any person, firm or corporation for any of the above purposes and to equip and operate garages in said buildings;

To conduct and carry on generally the business of caterers and restaurants proprietors and in particular to conduct and carry on the same for the benefit of all persons frequenting or using the company's premises;

To pay for any property, real or personal, rights, permits, privileges, goodwill or franchises necessary for the business of the company in fully paid up and non-assessable shares, bonds or other securities of the company;

Acheter et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont semblables en tout ou en partie aux objets de la présente compagnie;

Exercer aucun autre commerce, que la compagnie estimera susceptible d'être exercé avec le sien ou de nature directement ou indirectement, à accroître la valeur des biens et droits de la compagnie ou à les rendre productifs;

Acquérir la totalité ou aucune partie de l'achalandage, des droits, de la propriété et de l'actif, y compris aucune option, concession ou chose semblable d'aucune personne, firme, association ou corporation, les payer totalement ou partiellement en argent ou en obligations, ou en paiement intégral ou partiel repartir et émettre comme entièrement libérées et non sujettes à appel, des actions du capital de la compagnie, souscrits ou non;

Vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, des droits, de l'actif, de l'achalandage, de l'entreprise de la compagnie, accepter en paiement intégral ou partiel de l'argent, des obligations, des parts ou d'autres valeurs d'aucune corporation ou compagnie;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, compagnie exerçant, se livrant à, aucun commerce, genre d'affaires, prêter de l'argent, garantir les contrats, ou autrement aider aucune telle personne firme, compagnie, ou les clients en relations d'affaires avec la compagnie, souscrire ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie ou personne, aussi les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Accepter en paiement d'aucunes dettes de la compagnie ou envers icelle le capital, les actions, obligations, débetures ou autres, valeurs, ou les deniers de la compagnie, acheter ou autrement acquérir, souscrire, détenir, transférer ou vendre les actions obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie ou corporation, exercer tous droits et pouvoirs de propriété afférent y compris le droit de vote, par l'entremise d'un ou plusieurs procureurs que les directeurs nommeront, distribuer ces actions, obligations, débetures ou autres valeurs, d'aucuns titres de cette autre compagnie en espèce, lors d'un partage des bénéfices ou d'une distribution du capital entre les actionnaires;

Conclure avec aucune autorité municipale, locale ou autres, aucun arrangement qui paraîtra approprié à la réalisation des objets de la compagnie ou de partie d'iceux, et obtenir de ces gouvernements ou autorités, tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, aussi exécuté, exercer, et se conformer à ses arrangements, droits et privilèges et concessions;

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la présente compagnie, ou pour aucuns autres objets qui sembleront directement ou indirectement propres à profiter à la compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, les droits ou privilèges,

To purchase and hold shares in any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire all or any part of the goodwill, rights, property and assets, including any option, concession or the like of any individual, firm association or corporation and to pay for the same wholly or in part in cash or in bonds, or in payment or part payment to allot and issue as fully paid up and non-assessable shares of the capital of the company whether subscribed for or not;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, rights assets, undertaking or goodwill of the company and to accept payment of the same wholly or in part, in cash, bonds stocks or other securities in any corporation or company;

To enter into partnership or into any arrangement for the sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure or reciprocal concession, or otherwise, with any person, firm or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company and to lend or advance money to guarantee the contracts of, or otherwise assist such person, firm or company or customers and others having dealings with the company, and to take or otherwise acquire shares, bonds or securities of any such, company, and to pledge, sell, hold, issue or re issue, with or without guarantee, or otherwise deal with or dispose of the same;

To accept in payment of any debts due or owing to the company the stock, shares, bonds debentures of any other company or companies and to use any of the shares, bonds, debentures or other securities or funds of the company to purchase or otherwise acquire, and to take, hold, transfer or sell the shares, bonds, debentures and other securities of any other company or corporation to exercise all the rights and powers of ownership thereof, including the right to vote thereon through such agent or agents as the directors may appoint, and to distribute such shares, bonds, debentures or other securities, or any assets of such other company in specie upon a division of profits or distribution of capital among the shareholders;

To enter into any arrangement with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with such arrangements, rights, privileges and concessions;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of this company or for any other purposes which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may

que la compagnie croira nécessaires aux objets de son industrie, et particulièrement la machinerie, l'outillage, le fonds de commerce;

Vendre, transférer et disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle en faveur d'aucune personne, firme ou compagnie, et pour le prix à être déterminé par un vote des deux tiers en valeurs des actionnaires ordinaires présents en personne ou par procureur à une assemblée dûment convoquée pour étudier cela, et, particulièrement, soit pour de l'argent ou des actions, obligations, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie (pourvu ou non par la présente compagnie) dont les objets sont totalement ou partiellement semblable à ceux de la compagnie, ou partie pour de l'argent comptant, partie pour ces actions, obligations, débetures ou valeurs;

Louer, acheter, construire, posséder, maintenir et altérer des bâtisses ou structures nécessaires ou avantageuses aux fins de la compagnie, prendre des options sur terrains et bâtiments appartenant à d'autres, exercer ces options ou non comme on le jugera à propos;

Adopter, pour faire connaître les produits de la compagnie, tels moyens qui seront jugés opportuns et en particulier par des annonces dans les journaux, par des circulaires, l'achat et l'exposition de travaux artistiques ou intéressants, par la publication de livres, de magazines, de revues, de journaux, et par la distribution de prix, récompenses et dons;

Placer et disposer des deniers disponibles de la compagnie de la manière déterminée de temps à autre par une majorité des actionnaires;

Rémunérer aucune personne firme ou compagnie pour services rendus en faisant souscrire, aidant à faire, en assumant ou en garantissant la souscription des actions du fonds social de la compagnie, ou dans ou à l'occasion de la formation de l'organisation de la compagnie, de la gestion de ses affaires;

Employer des courtiers, facteurs et souscripteurs à chaque émission d'actions, obligations, débetures ou autres titres de la compagnie, pourvoir à la rémunération de cette personne ou d'aucune autres personnes qui rendront à la compagnie des services d'aucune sorte;

Faire toutes les choses qu'autorisent les présentes ou aucune d'icelles soit seuls soit conjointement avec d'autres, comme facteurs ou agents;

Faire toutes les autres choses qui sont nécessaires ou appropriées à la réalisation des objets précités ou d'aucun d'iceux, sous le nom de "Tom Duggan Amusement Enterprises, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onze juillet 1922.

3303 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

"Forest Products & Construction Company, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du en date du vingt-deuxième jour de juin 1922, constituant en corporation : Zéphire Caron, marchand, Louis-J. Tardif, cultivateur, de Saint-Eleuthère, Kamouraska, et Joseph-C. Fournier,

think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant or stock-in-trade;

To sell, transfer and dispose of the undertaking of the company or any part thereof to any person, firm, or company and for such consideration as may be determined by a vote of two-thirds in value of the ordinary shareholders present in person or by proxy at a meeting duly called for considering the same, and, in particular either for cash or shares, bonds, debentures or securities of any other company) whether provided by this company or not) having objects wholly or in part similar to those of the company or partly for cash or partly for such shares bonds, debentures or securities;

To lease, purchase, construct, own, maintain, and alter any buildings of works necessary or convenient for the purposes of the company and to take options on lands and buildings belonging to others and to exercise such options or not as may be deemed expedient;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and, in particular, by advertising in the press by circulars, by catalogues, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals, and by granting prizes, awards and donations;

To invest and deal with the money of the company not immediately required as a majority in fact of the directors may from time to time determine;

To remunerate any person or firm or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting in placing, or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital stock or any bonds or other securities of the company or in or about the formation, promotion, organization or incorporation of the company or the conduct of its business;

To employ brokers, commission agents and underwriters upon any issue of shares, bonds, debentures or other securities of the company, and to provide for the remuneration of such person or any other persons rendering service of any kind to the company;

To do all or any of the matters hereby authorized either alone or in conjunction with others, or as factors or agents;

To do all such other things as may be necessary or conducive to the due carrying out of the above objects or any of them under the name of "Tom Duggan Amusement Enterprises, Limited" with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of July, 1922.

3304 C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"Forest Products & Construction Company, Limited"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of June, 1922, incorporating: Zéphire Caron, merchant, Louis-J. Tardif, farmer, of Saint Eleuthère Kamouraska and Joseph-C. Fournier, lumber merchant, Glendyne, county of

marchand de bois, Glendyne, comté de Témiscouata, dans les buts suivants:

Faire le commerce de bois en général, acheter et vendre du bois de commerce, du bois de construction, des dormants, du bois de pulpe, et toutes autres espèces de bois;

Acheter ou autrement acquérir, vendre ou autrement, aliéner, des terres et limites à bois, et autres immeubles, tels que moulins à scie pour manufacturer le bois;

Construire des bâtisses et faire toutes autres constructions en bois;

Acquérir toutes entreprises semblables à celle de la compagnie y compris la clientèle, le matériel et les privilèges de telles entreprises, et le capital-action de semblables entreprises;

Payer, en actions acquittées de la compagnie, les immeubles, droits ou privilèges quelconque acquis par la compagnie pour atteindre ses fins;

Payer, en actions acquittées de la compagnie, les services à elle rendus ou pour elle requis, sous le nom de Forest Products & Construction Company, Limited", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Saint-Eléuthère, comté et district de Kamouraska.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de juin 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

3313

C.-J. SIMARD.

"The Bell River Pulp Co., Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de juin 1922, constituant en corporation: Georges-Michel Giroux, Antonio Benoit, notaires, Gérard Morisset, étudiant en loi tous de la cité de Québec, dans les buts suivants

Faire le commerce de bois en général, manufacturer, importer et trafiquer les bois de toutes espèces et descriptions, leurs produits et sous-produits, et aussi la pulpe chimique et mécanique ainsi que leurs produits et sous-produits et dérivés sous toutes leurs formes, et cela depuis la matière première jusqu'au produit fini;

Construire, acquérir, posséder et aliéner des moulins de tous les genres, usines, entrepôts, chantiers forestiers, chaussées, digues, jetées, quais, estacades, barrages et autres dépendances, machinerie et outillage nécessaire à son entreprise;

Acquérir, louer, posséder, exploiter, trafiquer et aliéner des concessions forestières, forêts, droits de flottage, coupes de bois, estacades, droits miniers ou de pêche, tous lacs, rivières, chutes et pouvoirs d'eau et tous autres immeubles nécessaires à l'entreprise de la compagnie;

Acquérir, louer, aliéner, exploiter, trafiquer et posséder toutes forces hydrauliques et électriques et vendre et distribuer l'énergie électrique sous toutes ses formes dans les comtés de Pontiac, Champlain, Témiscamingue et Portneuf, Berthier et Maskinongé et établir tous réseaux nécessaires à ces fins;

Acquérir, posséder, établir, exploiter et aliéner tous chemins, routes terrestres et maritimes, lignes de chemin de fer et de navigation nécessaires à l'entreprise de la compagnie et aussi tout le roulant nécessaire; mais les pouvoirs d'exploiter les chemins de fer ne pourront être

Temiscouata, for the following purposes:

To deal in lumber generally, buy and sell timber, lumber, railway ties, pulp wood and all kinds of wood;

To buy or otherwise acquire, sell and otherwise alienate, lands and timber limits and other immovables such as saw mills for the manufacture of wood;

To construct buildings and to erect all other wooden structures;

To acquire any business similar to that of the company including the goodwill, plant and privileges of such business and the capital stock of similar undertakings;

To pay in paid up shares of the company for immovables, rights or any privileges whatever acquired by the company for the attainment of its purposes;

To pay in paid up shares of the company, for services rendered to or required by the company, under the name of "Forest Products & Construction Company, Limited", with a total capital of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Saint-Eléuthère, county and district of Kamouraska.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of June, 1922.

C. J. SIMARD,

3314

Assistant Provincial Secretary.

"The Bell River Pulp Co., Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1922, incorporating: Georges Michel Giroux, Antonio Benoit, notaries, Gerard Morisset, law student, all of the city of Quebec, for the following purposes:

To carry on a general lumber business, to manufacture, import and deal in lumber of all specie and kind, the products and by-products thereof and also chemical and mechanical pulp and the products, by-products and derivatives thereof in all their forms, from the raw to the finished product;

To construct, acquire, possess and alienate mills of all kinds, plants, warehouses, lumber camps, embankments, dams, piers, wharves, booms, barrages and other dependencies, machinery and equipment necessary for its business;

To acquire, lease, possess, exploit, deal in and alienate timber concessions, forests, floating rights, licences to cut timber, booms, mining or fishing rights, any lakes, rivers, falls and water powers or any other immovables necessary for the business of the company;

To acquire, lease, alienate, exploit, deal in and possess any hydraulic or electric power and sell and distribute electric power in all its forms in the counties of Pontiac, Champlain, Témiscamingue, Portneuf, Berthier and Maskinongé and to establish all systems necessary for these purposes;

To acquire, possess, establish, exploit and alienate all roads, land and water routes, railways and steamship lines, necessary for the enterprise of the company and also all the necessary rolling stock; but the rights to operate railways shall be exercised beyond the lands belonging to the

exercés que sur les terrains appartenant à la compagnie ou sous son contrôle;

Acquérir, construire, posséder, louer et aliéner toutes constructions et maisons de résidence, magasins de provisions de toutes natures et espèces, faire le commerce d'épicerie et de provisions et acquérir tout le stock nécessaire, spécialement pour les employés de la compagnie;

Employer en tout ou en parties les fonds ou les propriétés de la compagnie pour l'achat d'actions ou autres valeurs d'autres corporations et aussi pour la formation d'autres compagnies; acquérir toutes compagnies, entreprises, firmes, en tout ou en partie, exerçant une entreprise similaire à celle de la compagnie pour considération, y compris l'échange, la livraison d'actions libérées, de débentures ou autrement;

Se fusionner avec d'autres compagnies ou vendre ou aliéner, en tout ou en partie, l'actif de la compagnie à d'autres compagnies ou particuliers pour considération y compris l'échange, la livraison et la réception d'actions libérées en tout ou en partie ou autrement; faire avec d'autres compagnies ayant un objet similaire, des conventions, arrangements, concordats, concessions réciproques, convention de profits, concessions de territoires exclusifs d'opération et autres conventions;

Prêter de l'argent aux clients ou à d'autres personnes et garantir l'exécution des contrats;

Employer des courtiers pour la vente de débentures et d'actions, solliciter et obtenir des bills du parlement, lettres patentes, licences, concessions et autres choses semblables pour tous objets qu'elle croira utiles; faire des conventions avec tous gouvernements et autres autorités et payer tous honoraires et commissions pour l'exercice de ces pouvoirs ainsi que les frais d'incorporation, des deniers de la compagnie;

Etablir et administrer des fonds de pension pour les employés; fonder et maintenir toutes institutions pour le bénéfice des employés;

Employer les fonds de la compagnie pour les fins de publicité;

Faire tout ce qui est nécessaire, convenable, approprié et avantageux à l'accomplissement ou à la réalisation d'aucuns ou de plusieurs des objets de la compagnie ou qui en aucun temps semblera nécessaire pour protéger, développer la compagnie et ses propriétés; sous le nom de "The Bell River Pulp Co., Ltd", le capital de la compagnie sera de cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents piastres (\$199,900.00), divisé en trois mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit actions ordinaires d'une valeur au pair de vingt-cinq piastres chacune et en mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (1999) actions privilégiées, avec participation cumulative au taux de sept pour cent (7%) l'an, d'une valeur au pair de cinquante piastres (\$50.00).

Lesdites mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (1999) actions privilégiées seront sujettes aux termes et conditions suivantes:

1. Les porteurs des dites actions privilégiées auront droit chaque année à un dividende fixe, privilégié et cumulatif au taux de sept pour cent (7%) l'an; ces dividendes ainsi que tous les dividendes des années antérieures que la compagnie n'aura pu payer faute de profits ou pour toute autre cause seront payables de préférence aux dividendes à être payés aux actions ordinaires, sur les profits de chaque année, ou s'il n'y a pas de profits à une année, sur les premiers profits que la compagnie fera ultérieurement, les dividendes non payés formeront accumulation et devront être payés de préférence à ceux que doivent

company or under its control;

To acquire, construct, possess, lease and lienate all constructions and dwelling houses, provision stores of all manner and kind, to carry on a grocery and provision business of all manner and kind and acquire all the necessary stock, especially for the employees of the company;

To apply the whole or any part of the funds or property of the company to the purchase of shares or other securities of other corporations and also for the formation of other companies; to acquire any company, enterprise, firms, carrying on in whole or in part a business similar to that of the company for a consideration, including the exchange, delivery of paid up shares, debentures or otherwise;

To amalgamate with other companies or sell or alienate, in whole or in part, the assets of the company to other companies or individuals for a consideration including the exchange, delivery and receipt of wholly or partly paid up shares, or otherwise; to enter with other companies having a similar object, into any agreements, arrangements compositions, exclusive operative territorial concessions and other agreements;

To loan money to clients or other persons and guarantee the execution of contracts;

To employ brokers for the sale of debentures and shares, to apply for and obtain parliamentary acts, letters patent, licences, concessions and other similar things for all purposes which the company may think useful; to enter into agreements with any government or other authorities and pay all fees and commissions for the exercise of these powers as well as the costs of incorporation, with the moneys of the company;

To establish and administer pension funds for employees; to establish and maintain any institutions for the benefit of employees;

To employ the funds of the company for advertising purposes;

To do all that is necessary, suitable, proper and conducive to the accomplishment or attainment of one or more of the objects of the company or which may at any time seem necessary to protect, develop the company and its property; under the name of "The Bell River Pulp Co. Ltd." the capital of the company will be one hundred and ninety-nine thousand nine hundred (\$199,900.00) dollars divided into three thousand nine hundred and ninety-eight (3,998) common shares of a par value of twenty (\$20.00) dollars each and one thousand nine hundred and ninety-nine (1,999) 7% participating cumulative preference shares of a par value of fifty (\$50.00) dollars;

The said one thousand nine hundred and ninety nine (1,999) preference shares will be subject to the following terms and conditions;

1. The bearers of the said preference shares will be entitled to an annual fixed cumulative preferred dividend of seven per cent (7%) per annum; these dividends as well as all the dividends of previous years unpaid by the company either because of lack of profits or for any other reason will be payable before the dividends payable to common shareholders on the annual profits or if there are no profits in any one year, on the first profits which the company may earn subsequently, the unpaid dividends shall be cumulative and shall be paid before those to be paid to common shareholders and must be paid in any year during

retirer les actions ordinaires et devront être payés en n'importe quelle année durant laquelle la compagnie fera des profits si elle n'a pu s'en acquitter antérieurement. Ces actions préférentielles auront primauté de rang relativement au capital et aux dividendes garantis et échus, sur les actions ordinaires;

2. Ce dividende de sept pour cent fixe, privilégié et cumulatif, sera payable le premier septembre de chaque année;

3. Survenant la liquidation ou la dissolution volontaire ou forcée de la compagnie, les porteurs d'actions préférentielles ou privilégiées devront être payés en entier et au pair de leurs actions et des dividendes déclarés ou échus avant qu'aucun montant soit payé aux porteurs d'actions ordinaires;

4. Les porteurs des dites actions préférentielles avec participation cumulative auront droit de voter à toutes les assemblées, spéciales ou générales de la compagnie et jouiront alors d'un double vote pour chaque action privilégiée mais ce droit ne sera mis à profit par les porteurs des dites actions préférentielles et ne sera exercé que dans le cas où la compagnie négligerait de payer quelque dividende sur lesdites actions préférentielles pendant trois ans à compter de la date à laquelle tel dividende aurait pu être payé tel que ci-haut établi;

5. La compagnie se réserve le droit à partir du premier septembre mil neuf cent vingt-cinq de racheter en aucun temps l'une, quelconque, plusieurs ou toutes lesdites actions préférentielles en remboursant au ou aux détenteurs enregistrés dans ces livres la valeur au pair desdites actions, tous les dividendes échus, déclarés et accumulés et une prime de dix pour cent. Le remboursement de cesdites actions ne constituera pas une diminution de capital exigeant des lettres patentes supplémentaires.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité de Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de juin 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
3301 C.-J. SIMARD.

"Faucher & Fils, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de juin 1922, constituant en corporation: Virginie Chartrand, veuve Olivier Faucher, Albert Bergevin, commis, Edmond Porcheron, comptable, E.-Henri Laframboise, notaire, Horace Pérodeau, commis, et Jules-Edouard Gravel, comptable, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir et prendre à son nom le commerce aujourd'hui exercé en la cité de Montréal, sous la raison sociale "Faucher & Fils", toutes industries semblables et son achalandage et de le payer en actions de la compagnie ou autrement et acquérir des actions de toute autre compagnie que ladite maison peut avoir ou posséder;

Faire un commerce général de quincaillerie, articles en fer, acier et bois, manufacturés et non manufacturés, voitures, automobiles, garnitures et parties d'icelles, charbon, machines agricoles, machines et outillages à confectionner les routes et parties, peintures et huiles de manufacturier, avec la faculté de faire toute opération de cette nature;

Faire toutes choses nécessaires, propices et convenables pour l'achat, vente, importation et

which the company may earn profits if not previously paid. These preferred shares shall rank in priority regarding the capital and guaranteed dividends due, over and above the common shares.

2. This seven per cent fixed-cumulative preferred dividend will be payable the first of September of each year;

3. In case voluntary or forced liquidation or dissolution of the company the holders of preference or privileged stock must be paid in full and at par for their shares and declared dividends due, before any amount is paid to holders of common stock;

4. The bearers of the said participating cumulative preference shares shall have the right to vote at all general or special meetings of the company and will then enjoy a double vote for each preference share, but this right shall only be exercised in the case when the company may neglects to pay any dividend on the said preference shares during three years, counting from the date when such dividend was payable as heretofore established;

5. The company reserve the right from the first of September nineteen twenty five, to redeem at any time, one, several or many or all of the said preference shares by returning to the holder or holders recorded in its books the par value of the said shares all dividends due, declared and accumulated and a bonus of ten per cent. The redemption of the said shares will not constitute a diminution of capital requiring supplementary letters patent.

The head office of the company, will be in the city of Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of June, 1922.

C.-J. SIMARD,
3302 Deputy Provincial Secretary.

"Faucher & Fils, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of June, 1922, incorporating: Virginie Chartrand, widow of Olivier Faucher, Albert Bergevin, clerk, Edmond Porcheron, accountant, E. Henri Laframboise, notary, Horace Pérodeau, clerk and Jules Edouard Gravel, accountant, all of the city of Montreal, or the following purposes:

To acquire and take over the business presently carried on in the city of Montreal under the firm name and style of "Faucher & Fils", all similar industries and its goodwill and to pay for the same in shares of the company or otherwise and acquire shares of any other company which the said firm may have or possess;

To deal generally in hardware, iron, steel and wood articles, manufactured or otherwise, carriages, automobiles, accessories and parts thereof, coal, farm implements, machinery and equipment for the making of roads and parts thereof, paints, oils for manufacturers and carry on all operations of a similar nature;

To do all things necessary, incidental and convenient for the purchase, sale, importation

manufacture d'effets identiques à ceux vendus par les marchands-quincailliers, et généralement faire le commerce de quincailliers et de manufacturiers;

Manufacturer, produire, adapter, préparer, acheter et vendre et autrement céder toutes sortes d'accessoires et fournitures de plomberie et de tuyaux forgés et en fonte;

Manufacturer, acheter et vendre et céder des des produits céréales et végétaux, produits chimiques, dynamite, poudre à canon, celluloïde et ses dérivés et composés, extraits, matières brutes et manufacturées et autres produits de cette nature;

Manufacturer et acheter et vendre des moteurs électriques, dynamos et autres machineries, appareils et outillages électriques, et acheter, vendre, manufacturer, réparer, convertir, louer et disposer d'appareils électriques et d'effets de toutes sortes et de machines de tous genres;

Manufacturer, acheter et vendre toutes sortes de peintures et d'huiles;

Acheter, vendre, manufacturer, réparer et échanger, louer, exporter et faire le commerce de toutes sortes d'articles et choses qui seront nécessaires pour les fins desdites affaires ou communément et ordinairement employés, ou vendus par des personnes engagées dans une semblable industrie ou qui paraîtraient capables d'être avantageusement employées en rapport avec ladite industrie;

Généralement acheter, prendre à bail ou en échange ou autrement acquérir tous biens meubles et immeubles, tous droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou utiles aux fins de son commerce;

Acquérir l'achalandage, droits, propriétés et actif de toutes sortes et entreprendre toutes ou partie des obligations de toute personne, maison, association de corporation engagée dans toute industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer ou entreprendre, et la payer en deniers, actions, obligations ou autres valeurs de cette corporation ou autrement;

Acquérir toute marque de commerce, dessins de fabrique, brevets, droits de brevet, licences, privilèges ou autorités concernant toutes inventions qui sembleront utiles à la compagnie;

Hypothéquer, engager, vendre, louer ou disposer de tous les terrains, travaux, marques de commerce, dessins, de fabrique, brevets, droits de brevet ou autres propriétés de la compagnie;

Prendre et acquérir et détenir des garanties de toute nature, mobilières et immobilières, pour les dettes, obligations ou engagements envers la compagnie encourus ou qui seront encourus aux fins de ladite compagnie;

Tirer, souscrire, escompter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables;

Émettre des actions libérées et non imposables, débetures ou autres valeurs de la compagnie en paiement partiel ou final de tous meubles ou immeubles, droits ou autres propriétés acquis par la compagnie sous quelque titre que ce soit;

Faire tous actes et choses nécessaires et utiles à l'exercice de tous et chacun les pouvoirs de la compagnie ou qui seront jugés propres à les atteindre; sous le nom de "Faucher & Fils, Limitée", avec un capital total de cent quatre-vingt-sept mille cinq cents piastres (\$187,500.00), divisé en douze cent cinquante (1250) actions privilégiées de cent piastres chacune et en douze cent cinquante (1250) actions communes de cinquante piastres chacune.

and manufacture of articles similar to those sold by hardware merchants, and generally to carry on the business of hardware merchants and manufacturers;

To manufacture, produce, adapt, prepare, buy, sell and otherwise assign all kinds of accessories and plumbing supplies and wrought and cast iron pipes;

To manufacture, buy, sell and assign cereal and vegetable products, chemical products, dynamite, powder, celluloid and its derivatives and compositions, extracts, raw and manufactured and other products of this nature;

To manufacture, buy and sell electric motors, dynamos and other machinery, apparatus and electrical equipment and buy, sell, manufacture, repair, convert, lease and dispose of electrical apparatus and goods and machinery of all kinds;

To manufacture, buy and sell all kinds of paints and oils;

To buy, sell, manufacture, repair and exchange, lease, export and deal in all kinds of goods and wares which will be necessary for the purposes of the said business or commonly and usually used or sold by persons engaged in a similar business or which may appear capable of being used beneficially in connection with the said industry;

Generally to buy, take on lease or exchange or otherwise acquire all the moveable and immovable property, all rights and privileges which the company may deem necessary or useful for the purposes of its business;

To acquire the goodwill, rights, properties and assets of all kinds and take over all or part of the liabilities of any person, firm, corporation, partnership engaged in any industry which the present company is authorised to carry on or undertake, and to pay for the same in cash, stock, bonds or other securities of this corporation or otherwise;

To acquire any trade marks, industrial designs, patents, patent rights, licences, privileges and rights concerning any inventions which may seem useful to the company;

To hypothecate, pledge, sell, lease or dispose of all the lands, works, trade marks, patents, patent rights or other property of the company;

To take over, acquire and hold securities of any nature, moveable and immovable, for the debts liabilities or obligations against the company, incurred or which may be incurred for the purposes of the said company;

To draw, underwrite, discount, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants or negotiable instruments;

To issue paid up and non assessable shares, debentures or other securities of the company in full or part payment for all moveables and immoveables, rights or other property acquired by the company under any title whatever;

To do all such acts and things as may seem necessary and useful for the exercise of all or any of the powers of the company or which may be deemed conducive to their attainment, under the name of "Faucher & Fils, Limitée", with a total capital stock of one hundred and eighty-seven thousand, five hundred dollars, (\$187,500.00), divided into twelve hundred and fifty (1250) preferred shares of fifty dollars (\$50.00) each and twelve hundred and fifty (1250) common shares of fifty dollars (\$50.00) each.

Lesdites actions privilégiées conféreront les privilèges suivants:

a. Elles conféreront à leurs détenteurs le droit à un dividende préférentiel et cumulatif, au taux de sept pour cent (7%) par année payable semi-annuellement, sur le montant payé sur ces actions et pas davantage.

b. Au cas de dissolution ou de liquidation de la compagnie, les porteurs d'actions privilégiées auront le droit d'être remboursés du capital par eux déboursé et au paiement de tous dividendes ou arrérages de dividendes déclarés ou non jusqu'au commencement des procédures de liquidation ou de dissolution, et ce, par préférence sur les détenteurs des autres actions de la compagnie, mais une fois remboursés, tel que ci-dessus mentionné, les porteurs d'actions privilégiées n'auront pas le droit de participer dans la distribution de la balance de l'actif de la compagnie.

c. Les porteurs d'actions privilégiées, à tous autres égards, auront les mêmes droits que les porteurs d'actions communes, sauf que les détenteurs d'actions communes n'auront qu'un droit de vote pour chaque deux actions qu'ils détiendront dans le capital-actions de la compagnie.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de juin 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

3317

C.-J. SIMARD.

The said preferred shares shall carry the following privileges:

They will confer on the holders the right to an annual seven (7%) per cent preferred cumulative dividend, payable semi-annually on the amount paid on these shares and no more;

b. In case of the dissolution or winding up of the company the holders of preferred shares shall have the right to be reimbursed the capital invested by them and to the payment of all dividends and arrears of dividends declared or not, up to the commencement of the winding up or dissolution proceedings, and this, in priority to the holders of other shares of the company, but once reimbursed, as mentioned above, the holders of preferred shall not participate in the distribution of the balance of the assets of the company;

c. The holders of the preferred shares, in every other respect, shall have the same rights as the holders of common stock, excepting that the holders of common stock will have the right of one vote for every two shares which they may hold in the capital stock of the company.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of June, 1922.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

3318

"La Compagnie Baril d'Immeubles, Limitée".

Avais été donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huitième jour de juin 1922, constituant en corporation: Louis-Siméon Baril, voyageur de commerce, Démétrius Baril, avocat, Léon Baril, marchand, Florida Baril, Antoinette Baril, filles majeures, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, échanger, transporter, négocier et aliéner tous biens immobiliers quelconques, y compris terres, bâtisses, terrains avec bâtisses, terrains sans bâtisses et lots vagues; et créances hypothécaires ou privilégiées;

De faire le commerce d'immeuble en général;

D'accepter en paiement ou en échange d'un ou plusieurs immeubles que la compagnie possèdera, de l'argent, des marchandises et toutes autres valeurs mobilières quelconques et de vendre, échanger ou autrement aliéner sous un délai qui ne devra dans aucun cas dépasser six mois, les valeurs, marchandises et effets mobiliers que la compagnie aura ainsi reçue en paiement ou en échange d'un ou de plusieurs de ses immeubles, sous le nom de "La Compagnie Baril d'Immeubles, Limitée, avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents piastres (\$49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent piastres chacune

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de juin 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

3319

C.-J. SIMARD.

"La Compagnie Baril d'Immeubles, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eight day of June, 1922, incorporating: Louis Siméon Baril, traveller, Demetrius Baril, advocate, Léon Baril, merchant, Florida Baril, Antoinette Baril, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, exchange, transport, negotiate and alienate all immoveable property whatever, including, lands, buildings, lots with buildings, lots without buildings and vacant lots; and hypothecary or privileges claims;

To deal in immoveables generally;

To accept in payment or in exchange of one or several immoveables which the company may possess, cash, merchandise and all other moveable securities whatever and to sell, exchange or otherwise alienate within a period which must not exceed in any case six months, the moveable securities, merchandise and effects which the company may have thus received in payment or exchange of one or several of these immoveables, under the name of "La Compagnie Baril d'Immeubles, Limitée", with a total capital stock of forty nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00) divided into four hundred and ninety-nine (499) shares of one hundred dollars each.

The head office of the company, will be at Montreal in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eight day of June, 1922.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

3320

"Dominion Iron Foundry, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huitième jour de juin 1922, constituant en corporation: Eudore Tousignant, marchand, Valère Rhéaume, mouleur, et Joseph Blain, avocat, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exploiter l'industrie du fer, de la fonte, de l'acier et de tous les autres métaux à tous états; manufacturer et faire le commerce de tous produits, marchandises, objets et articles dans la fabrication desquels le fer, le cuivre, l'acier ou tous autres métaux ou matières peuvent être utilisés;

Faire le commerce et manufacturer poêles, fournaies, réchauds, bouilloire, lavabos, tuyaux de toute nature, pesées, targettes et tous autres appareils, ustensils et accessoires ou articles dans la fabrication desquels pourraient entrer le zinc, le cuivre, l'étain, la fonte ou toutes autres matières quelconques, ainsi que fabriquer, vendre, échanger et faire toutes choses qu'il pourra paraître opportun ou à propos de faire dans l'intérêt de la compagnie;

Manufacturer, importer ou exporter, acheter, vendre, réparer tous ce que ci-dessus mentionné, et faire le commerce de fournisseurs de fonderies, d'ateliers de mécanique, d'usines de métallurgie et d'entreprises de toutes sortes, ainsi que agir comme agents, agents manufacturiers, marchands commissionnaires pour d'autres personnes ou compagnies pour l'achat, vente ou échange ou location de tous articles, matières et produits se rapportant ou pouvant se rattacher aux fins de la poursuite desquels la compagnie est formée;

Acquérir tous privilèges, droits, permis, procédés, brevets, concessions, marque de commerce ou de fabrique et tous autres avantages et privilèges pour les utiliser, céder, vendre ou en disposer de toute autre façon, rémunérer soit en action acquittées, parts, débentures ou obligations de la compagnie soit en argent ou autrement, tout travail fait, ou à faire, services rendus ou à rendre pour l'avantage et le bénéfice de la compagnie;

Accepter, prendre, recevoir des valeurs, parts, bons, actions, obligations d'autres compagnies ou corporations, selon les intérêts de la compagnie, ainsi qu'émettre des actions libérées, bons, débentures ou obligations en paiement total ou partiel d'aucune propriété mobilière ou immobilière, actif, roulant, fonds de commerce, créances, privilèges, ou tous autres avantages et intérêts, et particulièrement acquérir, prendre possession et exercer l'industrie actuellement exploitée à Montréal sous la raison sociale de "Dominion Iron Foundry", le prix de tel achat à être payé en parts acquittées;

Vendre, louer, échanger ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou de partie d'icelle pour telle considération ou compensation jugée suffisante; se fusionner avec une ou d'autres compagnies ou les absorber;

Faire toutes choses et accomplir tous actes propres à développer la présente entreprise et tendant à la réalisation d'un des objets visés par la présente demande de constitution en corporation, les pouvoirs énumérés dans chacun des paragraphes ci-dessus ne devant être limités ou restreints par induction ou déduction des termes d'aucun autre paragraphe, sous le nom de "Dominion Iron Foundry Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents piastres

"Dominion Iron Foundry, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of June, 1922, incorporating: Eudore Tousignant, merchant, Valère Rhéaume, moulder and Joseph Blain, advocate, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of iron, cast iron, steel and all other metal in all stages, to manufacture and deal in all products goods, wares and merchandise into the manufacture of which iron, brass, steel or any other metals or materials can be utilised;

To deal in and manufacture stoves, furnaces, heaters, boilers, washstands, pipes of all kinds, weights, bolts, and all other apparatus, utensils and accessories or articles in the manufacture of which zinc, brass, tin, lead or all other materials whatever may enter, as well as to manufacture, sell, exchange and do all things which may appear conducive or incidental to the interests of the company;

To manufacture, import or export, buy, sell, repair all the aforementioned articles, and to deal in foundry equipments, machine shops, metal works and all kinds of enterprises, as well as to act as agents, manufacturers, agents; commission merchants for other persons or companies for the purchase, sale or exchange or lease of all articles materials and products connected with or capable of being connected with the purposes for which the present company is formed;

To acquire all privileges, rights, permits, processes, patents, concessions, trade marks, industrial designs and all other advantages and privileges to utilise assign or dispose of the same in any other manner; to remunerate with paid up shares, stock, debentures or bonds of the company, cash or otherwise, for all work done and services rendered or to be rendered for the advantage or benefit of the company;

To accept, take, receive securities, shares, bonds, stock, debentures of any other company or corporation according to the interests of the company as well as to issue paid up shares, bonds, debentures or obligations in full or part payment for any moveable or immoveable property, assets, rolling stock, stock in trade, credits, privileges or any other advantages and interests, and especially to acquire, take possession of and carry on the business now carried at Montreal, under the firm and style of "Dominion Iron Foundry", the price of such purchase to be paid in paid up shares;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of the business of the company or part thereof for such consideration or compensation as may be deemed sufficient; to amalgamate with one or more companies or absorb them;

To do all things and accomplish all acts proper for the development of the present business and conducive to the attainment of the objects for which the present company is incorporated; the powers enumerated in each of the above paragraphs shall not be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Dominion Iron Foundry Limited", with a total capital stock of forty nine thousand nine hundred

(\$49 900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de juin 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

3321

C.-J. SIMARD.

(\$49,900.00), dollars, divided into four hundred and ninety-nine (499) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eight day of June, 1922.

C. J. SIMARD,

3322

Assistant Provincial Secretary.

Département de l'instruction publique

Department of Public Instruction

NOMINATIONS DE COMMISSAIRES D'ÉCOLES.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur par un arrêté en Conseil en date du 27 juillet 1922, de nommer M. Ernest Chicoine, commissaire d'écoles pour la municipalité de Verchères, dans le comté de Verchères.

MM. Oscar Paradis et Pierre-Cyril'e Lemoine, commissaires d'écoles pour la municipalité de Sorel, dans le comté de Richelieu.

M. Apollinaire Archambault, commissaire d'écoles pour la municipalité de village du Bic, dans le comté de Rimouski.

M. Elie de Bellefeuille, commissaire d'écoles pour la municipalité de Présentation-de-la-Sainte-Vierge-Marie, dans le comté de Jacques-Cartier.

M. Pacifique Huot, commissaire d'écoles pour la municipalité de Saint-Lin, dans le comté de l'Assomption.

MM. Louis-Aldéric Desjardins et Henri Paquin, commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Geneviève No 1, village, dans le comté de Jacques-Cartier.

MM. Louis Tourville et Janvier Bélisle, commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-François-de-Sales, dans le comté de Laval.

MM. Eustache Lavallée et Albert Tellier, commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Elisabeth, dans le comté de Joliette.

M. Simon Desrochers, commissaire d'écoles pour la municipalité de Saint-Charles-Borromée, dans le comté de Joliette.

MM. Hector Thibodeau et Hector Begnoche, commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Blaise, dans le comté de Saint-Jean.

MM. Joseph Fortier et Jos.-A. Filion, commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Antoine-de-Pontbriand, dans le comté de Mégantic.

MM. Edgar Hébert et Léon Pinsonneault, commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Jean, dans le comté de Saint-Jean.

MM. Ludovic-Laurier et Aldéric Charbonneau, commissaires d'écoles pour la municipalité de Lachenaie, dans le comté de l'Assomption. 3315

APPOINTMENTS OF SCHOOL COMMISSIONERS.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the twenty-seventh day of July, 1922, to appoint Ernest Chicoine, school commissioner for the municipality of Verchères, in the county of Verchères.

Oscar Paradis and Pierre Cyrille Lemoine, school commissioners for the municipality of Sorel, in the county of Richelieu.

Apollinaire Archambault, school commissioner for the municipality of the village of Bic, in the county of Rimouski.

Elie de Bellefeuille, school commissioner for the municipality of Présentation-de-la-Sainte-Vierge-Marie, in the county of Jacques-Cartier.

Pacifique Huot, school commissioner for the municipality of Saint-Lin, in the county of L'Assomption.

Louis Aldéric Desjardins and Henri Paquin, school commissioners for the municipality of Sainte-Geneviève No. 1, village, in the county of Jacques-Cartier.

Louis Tourville and Janvier Belisle, school commissioners for the municipality of Saint-François-de-Sales, in the county of Laval.

Eustache Lavallée and Albert Tellier, school commissioners for the municipality of Sainte-Elizabeth, in the county of Joliette.

Simon Desrochers, school commissioner of the municipality of Saint-Charles-Borromée, in the county of Joliette.

Hector Thibodeau and Hector Begnoche, school commissioners for the municipality of Saint-Blaise, in the county of Saint-Jean.

Joseph Fortier and Jos. A. Filion, school commissioners for the municipality of Saint-Antoine-de-Pontbriand, in the county of Mégantic.

Edgar Hébert and Léon Pinsonneault, school commissioners for the municipality of the parish of Saint-Jean, in the county of Saint-John's.

Ludovic Laurier and Aldéric Charbonneau, school commissioners for the municipality of Lachenaie, in the county of L'Assomption. 3316

564-22

Québec, 26 juillet 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Thomas-de-Pierreville, paroisse, comté d'Yamaska, le territoire suivant, borné comme suit, savoir: vers le nord-est par le résidu des lots Nos 905, 904 et 903, à prendre à six arpents de la ligne du village de Pierreville pour les Nos 905 et 904 et pour le No 903 à neuf arpents du côté nord-est de la rue Georges ou Chemin de la Côte, autrefois appelé "Chemin neuf du village des Gill" qui, maintenant, est la continuation de la rue Georges; vers le sud-est par la partie du lot No 902 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Thomas-de-Pierreville; vers le sud-ouest par la rivière Saint-François; vers le nord-ouest, partie par le village de Pierreville sur une longueur de onze arpents et trois perches et partie par le domaine des Sauvages sur une longueur de six arpents désigné au plan et livre de renvoi officiels pour la ligne séparative entre les lots Nos 905 et 1217 de la paroisse de Saint-Thomas-de-Pierreville, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Saint-Thomas-de-Pierreville, village, même comté.

3265—30-2

564-22

Quebec, 26th July, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Thomas-de-Pierreville, parish, county of Yamaska, the following territory; bounded as follows, to wit: to the northeast by the residue of the lots Nos. 905, 904 and 903, at a distance of six arpents from the line of the village of Napierville, for the lots Nos. 905 and 904 and for the lot No. 903 at nine arpents to the northeast side of Georges street or Chemin de la Côte, formerly called "New road of Gill village", which is presently a continuation of Georges street; to the southeast by the part of lot No. 902 of the official cadastre of the parish of Saint-Thomas-de-Pierreville; to the southwest by the Saint Francis river; to the northwest, partly by the village of Pierreville for a distance of eleven arpents and three perches and partly by the Indian Reserve for a distance of six arpents designated on the official plan and book of reference as being the line of division between the lots Nos. 905 and 1217 of the parish of Saint-Thomas-de-Pierreville, and to annex all the above, territory to the school municipality of Saint-Thomas-de-Pierreville, village, same county

3266—30-2

Département du trésor

Avis est par le présent donné que "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Michel-Archange" ayant été établie aux termes des articles 6886 et suivants, paragraphe VI, section XXII, chapitre III, titre XI des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et s'étant conformée aux exigences de la loi, ladite compagnie a obtenu un permis et a le droit de recevoir des demandes d'assurance mutuelle contre le feu formée en vertu desdits articles dudit paragraphe, peut légalement faire, relativement au genre d'affaires mentionné dans la déclaration faite à l'inspecteur, savoir: assurance mutuelle contre le feu sur les bâtiments de ferme et des risques isolés (tels risques n'étant ni des risques de commerce, ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés) dans les limites du comté de Napierville, dans la province de Québec.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingtième jour de juillet 1922.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,

F. L. MONCK.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec. 3193—30-2

Avis est par le présent donné que "l'Union St-Pierre, société de secours mutuels, incorporée en vertu de la loi 25 Victoria chap. 94, refondu par la loi 53 Victoria chap. 89, et la loi 2 Edouard VII, chap. 101, s'étant affiliée avec la société des Artisans Canadiens-Français, société de secours mutuels, incorporée et enregistrée et ayant son siège principal d'affaires dans la cité de Montréal, et telle affiliation ayant, par un acte authentique reçu devant M^{re} René Farribeault, notaire, à Montréal, le deuxième jour de mai 1922, le permis et l'enregistrement accordés à ladite "Union St-Pierre" n'ont pas été renouvelés au 1er juillet courant.

Donné conformément aux dispositions de l'ar-

Treasury Department

Notice is hereby given that "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Michel-Archange" has been established in conformity with articles 6886 and following, paragraph VI, sub-section VI, section XXII, chapter III, title XI of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies; to transact any business that a mutual fire insurance company, formed under the said articles of the said sub-section, may lawfully do, in respect of the kind of business mentioned in the declaration to the Inspector, namely: mutual insurance against fire, lightning and wind on farm buildings and isolated risks, (such hazards being other than commercial, or extra-hazardous) within the limits of the county of Napierville, in the Province of Quebec.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this twentieth day of July, 1922.

For the Treasurer of the Province of Québec.

F. L. MONCK,

Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department, Québec. 9394—30-2

Notice is hereby given that the "Union St-Pierre", a mutual benefit association, incorporated in virtue of act 25 Victoria chap. 94 and revised by act 53 Victoria chap. 89 and act 2 Edouard VII chap. 101, having been affiliated with the Société des Artisans-Canadiens-Français, another mutual benefit association, having its head office in the city of Montreal, and such affiliation having been made in virtue of an authentic act before Mr. René Farribeault, notary, in Montreal, on the second of May, 1922, the license and registration granted to the said "Union St-Pierre" have not been renewed for the first of July, 1922.

Given pursuant to the provisions of article

tielle 6950 des Statuts refondus, ce vingt-quatrième jour de juillet 1922.

Le surintendant des assurances,
F. L. MONCK.

Pour le trésorier de la province.
Branch des assurances,
Département du trésor, Québec.

3241—30-2

Avis est par le présent donné que le permis et l'enregistrement de la "Order of Scottish Clans", société de secours mutuels extra-provinciale, ayant son principal siège d'affaires dans la ville de Boston, dans l'état de Massachusetts, l'un des Etats-Unis d'Amérique, ont été renouvelés à l'effet d'autoriser ladite société à pourvoir à la perception des primes limitées aux membres en règle et admis dans ladite société avant le premier janvier 1920.

Le nom et l'adresse du principal agent de ladite société, dans la province, sont comme suit: Will. Cromb, 23 avenue Prudhomme, Notre-Dame-de-Grâce, Montréal.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 S. R.P.Q., 1909, ce septième jour de juillet 1922.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances,
F. L. MONCK.

Branch des assurances,
Département du trésor, Québec.

3243—30-2

6950 of the Revised Statutes, this twenty fourth day of July, 1922.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
F. L. MONCK,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec.

3242—30-2

Notice is hereby given that the license and registration of the "Order of Scottish Clans" an extra provincial mutual benefit association, having its head office in the city of Boston, in the state of Massachusetts, in the United States of America, have been renewed with a view to authorize the said association to provide for the collection of premiums limited to the members admitted and in good standing before 1st January, 1920.

The name and address of the chief agent of the said association, in this Province, are as follows: William Cromb, 23 Prudhomme Avenue, Notre-Dame-de-Grâce, Montreal.

Given pursuant to the provisions of article 6950 R. S. P. Q., 1909, this seventh day of July, 1922.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
F. L. MONCK,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec.

3244—30-2

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 2844. Dame Marie-Angéline Roy, épouse de Joseph-Albert Dudemaine, industriel, d'Amos, demanderesse; vs ledit Joseph-Albert Dudemaine, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 27 mars 1922.

Québec, 7 juin 1922.

Le procureur de la demanderesse,
3309—31-5 ALBERT GRENIER.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 838. Dame Irène Savaria, de la cité et du district de Montréal, épouse de Andrew Newton, entrepreneur général en construction, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Andrew Newton, du même lieu et du même district, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 28ième jour de juillet 1922.

Montréal, 29 juillet 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
3311—31-5 BERARD & PICHE.

Province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 0000. Dame Emerina Savard, épouse commune en biens de Joseph-Roméo Bouchard alias Roméo-E. Bouchard, de la ville de Coaticook, district de Saint-François, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Bouchard, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 20 juin 1922.

L'avocat de la demanderesse,
3327—31-5 W. L. SHURTLEFF.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 2844. Dame Marie Angeline Roy, wife of Joseph Albert Dudemaine, industrial, of Amos, plaintiff; vs the said Joseph Albert Dudemaine, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the 27th March, 1922.

Quebec, 7th June, 1922.

ALBERT GRENIER,
3310—31-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 838. Dame Irène Savaria, of the city and district of Montreal, wife of Andrew Newton, general building contractor, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Andrew Newton, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the 28th day of July, 1922.

Montreal, 29th July, 1922.

BERARD & PICHE,
3312—31-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 0000. Dame Emerina Savard, wife common as to property of Joseph Roméo Bouchard alias Roméo E. Bouchard, of the town of Coaticook, district of Saint Francis, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Bouchard, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 20th of June, 1922.

W. L. SHURTLEFF,
3328—31-5 Attorney for plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 3003.

Dame Brenadette Thomas, de Amos, épouse de Joseph-Arthur Turcotte, de Amos, dans le comté de Pontiac, commerçant, dûment autorisée aux présentes, demanderesse; vs ledit Joseph-Arthur Turcotte, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 21 juillet 1922.

Québec, 21 juillet 1922.

Le procureur de la demanderesse,
3209—30-5 L. EMILE PARENT.

Province de Québec, district de Montcalm, Cour supérieure, No 956.

Reine-Aimée Lafantaisie, de la ville de Mont-Laurier, district de Montcalm, épouse commune en biens de Samuel Ouellette, commerçant, du même lieu a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

Mont-Laurier, 22 juillet 1922.

Les avocats de la demanderesse,
MONTY, DURANLEAU, ROSS & ANGERS,
Mont-Laurier, 22 juillet 1922. 3237—30-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 467.

Dame Exilia Thibeault, épouse de Joseph Aubé, des cité et district de Montréal, restaurateur, demanderesse; vs ledit Joseph Aubé, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 21 juin 1922.

Montréal, 17 juillet 1922.

L'avocat de la demanderesse,
3111—29-5 J.-A. DAVID.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 5365.

Dame Ernestine Poupert, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Arthur Marcille, journalier, du même lieu, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre ce dernier.

Montréal, 13 juillet 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
3183—29-5 LAMARRE & BOURDON.

Cour supérieure, province de Québec, district de Montréal, No 1275. Rose-Anna Parisien, des cité et district de Montréal, épouse de Emile Fournier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes.

Une action en séparation de biens a été instituée dans la présente cause le sixième jour de juillet 1922.

Montréal, 6 juillet 1922.

Les avocats de la demanderesse,
2963—28-5 LANCOTOT & HAMELIN.

Canada, province de Québec, district de Beauce, Cour supérieure, No 6488.

Camille Fortin, épouse commune en biens de Philéas Poirier, cultivateur, de Saint-François, demanderesse; vs ledit Philéas Poirier, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

Saint-Joseph-de-Beauce, 11 juillet 1922.

Le procureur de la demanderesse,
3001—28-5 ROSAIRE BEAUDOIN.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2868.

Dame Adèle Briand, de Napierville, dans le district de Montréal, épouse de Alban Archambault, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 3003.

Dame Bernadette Thomas, of Amos, wife of Joseph Arthur Turcotte, of Amos, in the county of Pontiac, trader, duly authorized for the purposes hereof, plaintiff; vs the said Joseph Arthur Turcotte, defendant.

An action in separation as to property has been instituted, this day, in this cause.

Quebec, July 21st, 1922.

L. EMILE PARENT,
3210—30-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montcalm, Superior Court, No. 956.

Reine Aimée Lafantaisie, of the town of Mont-Laurier, district of Montcalm, wife common as to property of Samuel Ouellette, trader, of the same place has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

MONTY, DURANLEAU,

ROSS & ANGERS,
Attorneys for plaintiff.

Mont Laurier, 22nd July, 1922. 3238—30-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 467.

Dame Exilia Thibeault, wife of Joseph Aubé, of the city and district of Montreal, restaurant-keeper, plaintiff; vs the said Joseph Aubé, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, the 21st June, 1922.

Montreal, 17th July, 1922.

J. A. DAVID,
3112—29-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 5365.

Dame Ernestine Poupert, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Arthur Marcille, laborer, of the same place, has, this day, instituted an action for separation as to property against the latter.

Montreal, 13th July, 1922.

LAMARRE & BOURDON,
3184—29-5 Attorneys for plaintiff.

Superior Court, Province of Quebec, district of Montreal, No. 1275. Rose-Anna Parisien, of the city and district of Montreal, wife of Emile Fournier, of the same place, duly authorized for the purposes hereof.

An action for separation as to property was instituted in the present cause on the sixth day of July, 1922.

Montreal, 6th July, 1922.

LANCOTOT & HAMELIN,
2964—28-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, No. 6488.

Camille Fortin wife of Philéas Poirier, farmer, of Saint-François, district of Beauce, plaintiff; vs the said Philéas Poirier, defendant.

An action in separation as to property has been instituted, this day, in the cause.

Saint-Joseph-de-Beauce, July 11th, 1922.

ROSAIRE BEAUDOIN,
3002—28-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2868.

Dame Adèle Briand, of Napierville, in the district of Montreal, wife of Alban Archambault, of the same place, duly authorized to ester en justice,

demanderesse; vs ledit Alban Archambault, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 30 juin 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
2927—27-5 GODIN, DUSSAULT &
CADOTTE.

plaintiff; vs the said Alban Archambault, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the 30th of June, 1922.

GODIN, DUSSAULT & CADOTTE,
2928—27-5 Attorneys for plaintiff.

Dans la Cour supérieure de la province de Québec, district de Montréal, No 4283.

Dame Celia Magid, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Hyman Kreatchman, marchand, du même lieu, demanderesse; contre Hyman Kreatchman, du même lieu, défendeur.

La demanderesse a prise contre le défendeur une action en séparation de biens.

Montréal, le 29 juin 1922.

Les avocats de la demanderesse,
2859—27-5 SHULMAN & SHULMAN.

In the Superior Court for the Province of Quebec, district of Montreal, No 4283.

Dame Celia Magid, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Hyman Kreatchman, merchant, of the same place, plaintiff; against Hyman Kreatchman, of the same place, defendant.

The plaintiff has taken against the defendant an action for separation as to property.

Montreal, June 29th, 1922.

SHULMAN & SHULMAN,
2860—27-5 Attorneys for plaintiff.

Avis divers

Province de Québec, Chambre des Notaires, Secrétariat de Québec.

Avis public est par le présent donné, par moi soussigné, Henri Delage, notaire, l'un des secrétaires de la Chambre des Notaires que, par ordonnance de ladite Chambre des Notaires, en date du vingt-trois novembre mil neuf cent vingt-un, M. Charles Morin, notaire, résidant et pratiquant à Bagotville, district de Chicoutimi, a été suspendu pour une période de six mois, pour acte dérogatoire à l'honneur professionnel.

Cette suspension prendra effet le 5 août mil neuf cent vingt-deux et se terminera le 5 février mil neuf cent vingt-trois.

En foi de Quoi, j'ai signé le présent avis ce vingt-deuxième jour du mois de juillet mil neuf cent vingt-deux.

Le secrétaire, C.N., Québec,
3263—30-2 HENRI DELAGE.

Avis est donné au public, conformément à l'article 7295a des Statuts refondus, 1909, que "La Compagnie Electrique de Rockland, ltée", de Rockland, Ont., comté de Russell, se propose de demander l'autorisation de faire faire un barrage pour fin de développement hydro électrique sur la rivière Blanche, lot No 16, 4ième rang, canton de Lochaber, comté de Labelle.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée de plans et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces travaux et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au ministre des terres et forêts et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau d'enregistrement de Papineauville, Qué.

La demande, contenue dans la requête, sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

LA COMPAGNIE ELECTRIQUE DE
ROCKLAND, LTEE,
3267—30-5 Requerante.

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, Board of Notaries, Office of the Secretary of Quebec.

Public notice is hereby given, by the undersigned Henri Delage, notary, one of the secretaries of the Board of Notaries that, by decree of the said Board of Notaries, dated the twenty third of November, one thousand nine hundred and twenty one, Mr. Charles Morin, notary, residing and practising at Bagotville, district of Chicoutimi, has been suspended for a period of six months, for an act derogatory to the honour of the profession.

This suspension will take effect on the 5th of August, one thousand nine hundred and twenty two and will cease on the 5th of February, one thousand nine hundred and twenty three.

In witness whereof, I have signed the present notice this twenty second day of the month of July, one thousand nine hundred and twenty two.

HENRI DELAGE,
3264—30-2 Secretary B. of N., Quebec.

Notice is hereby given, in conformity with article 7295a of the Revised Statutes, 1909, that "La Compagnie Electrique de Rockland, ltée", of Rockland, Ont., county of Russell, intends to apply for authorization to erect a dam for the purpose of developing Hydro Electric development on rivière Blanche, lot No. 16, 4th range, township of Lochaber, county of Labelle.

Notice is moreover given that a petition to that effect, accompanied by the plans and specifications showing the emplacement chosen for the construction of these works and the lands which will be affected by the damming of the waters has been transmitted to the Minister of Lands and Forests and that a duplicate of these plans and specifications has been deposited at the registry office of Papineauville, Que.

The application, contained in the petition, will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

LA COMPAGNIE ELECTRIQUE DE
ROCKLAND LTEE,
3268—30-5 Petitioners.

Liquidation—Avis de

Winding up Notice

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure.

"International Specialties Co., Ltd", en liquidation.

Avis est par les présentes donné que par jugement de cette Cour, j'ai été, ce jour, nommé liquidateur aux biens de la susdite compagnie.

Les réclamations attestées sous serment devront être produites entre mes mains dans les trente jours de cette date.

Montréal, 1er août 1922.

Le liquidateur,

ALEXANDRE DESMARTEAU.

No 92, rue Notre-Dame-Est, Montréal. 3345

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court.

International Specialties Co., Ltd., in liquidation.

Notice is hereby given that by judgment of this Court I have, this day, been appointed liquidator of the property of the above company.

Sworn claims, be filed at my office within thirty days from this date.

Montreal, 1st August, 1922.

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Liquidator.

92 Notre Dame East street, Montreal. 3346

Minutes de notaire

Notarial Minutes

Québec, 31 juillet 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil en date du 27 juillet 1922, d'accorder à M. Louis-Auguste Sirois, notaire, de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, comté de Kamouraska, le transfert des minutes, répertoire et index de feu le notaire L.-J. Bérubé, en son vivant du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,

3341 C.-J. SIMARD.

Quebec, 31st July, 1922.

Notice is hereby given, in pursuance of the provisions of the Notarial Code, that His Honour, the Lieutenant Governor, by Order-in-Council, dated 27th July, 1922, has been pleased to grant to Louis-Auguste Sirois, notary, of Sainte-Anne-de-la-Pocatière, county of Kamouraska, the transfer of the minutes, repertory and index of the late notary L. J. Bérubé, in his lifetime of the same place.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

Québec, 14 juillet 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en Conseil, par M. Ludger Bergeron, notaire, demeurant et pratiquant à Champlain, comté de Champlain, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Joseph-Gustave Marchand, en son vivant notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,

3093—29-5 C.-J. SIMARD.

Quebec, 14th July, 1922.

Notice is hereby given, in conformity with the provisions of the Notarial Code, that a petition has been transmitted to the Lieutenant Governor in Council, by Mr. Ludger Bergeron, notary, residing and practicing at Champlain, county of Champlain, whereby he applies for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Joseph Gustave Marchand, in his lifetime notary, of the same place.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

Québec, 14 juillet 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en Conseil, par M. Zacharie Rivard, notaire, demeurant et pratiquant à Ville-Marie, comté de Témiscamingue, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu J.-D. Pellerin, en son vivant notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,

3095—29-5 C.-J. SIMARD.

Quebec, 14th July, 1922.

Notice is hereby given, in conformity with the provisions of the Notarial Code, that a petition has been transmitted to the Lieutenant Governor in Council, by Mr. Zacharie Rivard, notary, residing and practicing at Ville-Marie, county of Témiscamingue, whereby he applies for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late J. D. Pellerin, in his lifetime notary, of the same place.

C. J. SIMARD,

3096—29-5 Assistant Provincial Secretary.

Ordre de Cour

Rules of Court

Province de Québec, district de Saint-François, dans la Cour supérieure, No 808. Le vingt-sixième jour de juillet 1922. Présent: Sa seigneurie M. le juge White. Ames Holden McCready, demandeur; vs Roméo-E. Bouchard, faisant affaires à Coaticook, sous le nom de Garage Bouchard, défendeur; et La Banque Nationale, opposante.

Province of Quebec, district of Saint Francis, in the Superior Court, No. 808. The twenty sixth day of July, 1922. Present: His Lordship Mr. Justice White. Ames Holden McCready, plaintiff; vs Romeo E. Bouchard, doing business at Coaticook as Bouchard's Garage, defendant; and "La Banque Nationale", opposant.

Vu l'allégation d'insolvabilité alléguée par l'opposant dans son opposition produite dans la présente cause, insolvabilité qu'admet le demandeur.

J'accorde ladite motion et ordonne que les créanciers du défendeur produisent leurs réclamations au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district de Saint-François, dans les quinze jours de la date de la première insertion de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle du Québec* pour qu'elle y soit publiée deux fois dans les langues française et anglaise, avec dépens.

Le juge, Cour supérieure,
3329—31-2 CHAS D. WHITE.

Inasmuch as the insolvency of the defendant is alleged by opposant in his opposition filed herein and that such insolvency is admitted by plaintiff.

Doth grant said motion and doth order that the creditors of the defendant do file their claims at the office of the protonotary of the Superior Court, in the district of Saint Francis, within fifteen days from the date of the first insertion of the present order in the *Quebec Official Gazette* to be published twice in the French and English languages. The whole with costs.

CHAS D. WHITE,
Judge, Superior Court

3330—31-2

Soumissions

PROVINCE DE QUÉBEC.

CITE DES TROIS-RIVIERES

Avis public est par les présentes donné que le Conseil de la cité des Trois-Rivières recevra jusqu'à lundi, le 21 août 1922, à 4 heures P.M., cachetées et endossées "Soumissions pour débetures de la cité des Trois-Rivières", pour l'achat de débetures de ladite cité des Trois-Rivières, au montant de huit cent cinquante mille piastres (\$850,000.00), émises en vertu du règlement No 352, dûment approuvé, suivant la loi, datées du 1er novembre 1922, et échéant dans vingt-cinq ans de leur date, portant intérêt au taux de 5½% par année, payable semi-annuellement le premier jour de mai et novembre de chaque année.

Le capital des susdites débetures et les intérêts sur icelles seront payables à l'option du porteur, au bureau-chef de la Banque d'Hoche-laga, en la cité de Montréal, province de Québec, ou à aucune des succursales de ladite Banque d'Hoche-laga, en la cité des Trois-Rivières, ou en la cité de Montréal, ou en la cité de Québec.

Toute soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à un pour cent de la valeur au pair de l'émission, et spécifier si l'offre est faite avec remboursement d'intérêts à courir au 1er novembre 1922. Après examen des soumissions, les chèques déposés par ceux des soumissionnaires dont l'offre n'aura pas été acceptée, leur seront remis sans délai; celui du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat.

Ledit conseil sera en mesure de livrer les susdites obligations pour le ou vers le 1er septembre 1922. L'acquéreur devra avoir pris possession et avoir payé l'émission totale pour le 31 octobre 1922. Lesdites soumissions seront prises en considération à la séance du conseil de la cité des Trois-Rivières, le vingt-un août 1922, à huit heures du soir, ou aussitôt après que le Conseil ou l'un de ses comités pourront le faire.

La cité des Trois-Rivières ne s'engage à accepter aucune des soumissions.

Trois-Rivières, ce premier jour d'août 1922.

Le trésorier de la cité des Trois-Rivières,
3335—31-2 ARTHUR NOBERT.

Tenders

PROVINCE DE QUÉBEC.

CITY OF THREE RIVERS.

Public notice is hereby given that the Council of the city of Three Rivers will receive until Monday, the 21st of August, 1922, at four o'clock P.M., at the office of the undersigned, written sealed tenders, endorsed "Tenders for city of Three Rivers' bonds, for the purchase of said city of Three Rivers' bonds, amounting to eight hundred and fifty thousand dollars, (\$850,000.00), issued under by-law No. 352, duly approved, according to law, dated 1st November, 1922, maturing in twenty five years from their date, bearing interest at the rate of 5½% per annum payable semi-annually on the first day of May and of November in each year.

The principal of the above said debentures and interest thereon are payable at the holders' option, at the chief office of the Bank of Hoche-laga, in the city of Montreal, Province of Quebec, or at any of the branches of the said Bank of Hoche-laga, in the city of Three Rivers, or in the city of Montreal, or in the city of Quebec.

Every tender must be accompanied by a certified cheque equal to one per cent of the per value of the issue, and shall specify whether the price offered does or does not include the reimbursement of interest from date of delivery to 1st November, 1922. After the opening of the tenders the cheque deposited by the tenderers whose offers are not accepted, shall be handed back to them without delay, that of the tenderer whose offer is accepted shall be handed back to him after the execution of his contract.

The city corporation will be in position to deliver the above said bonds for or about September 1st, 1922. The purchaser must take possession and pay the whole issue for 31st October, 1922. The said tenders will be considered at the meeting of the council of the city of Three Rivers, the twenty first day of August, 1922, at eight o'clock P.M., or so soon thereafter as the council or one of its committees can do so.

The city of Three Rivers does not bind itself to accept any of the tenders.

Three Rivers, this first day of August, 1922.

ARTHUR NOBERT,
Treasurer of the city of Three Rivers.

3336—31-2

Ventes—Loi de faillite

Sales—Bankruptcy Act

Dans l'affaire de "La Cie Manufacturière de Lévis, limitée", Lévis, Qué., faillie.

Avis est par les présentes donné que "La Cie Manufacturière de Lévis, limitée, Qué.", a été déclarée en faillite et qu'une ordonnance de sequestrer a été rendue le 25ième jour de juillet 1922.

Avis est aussi donné que la première assemblée des créanciers de l'actif susdit sera tenue à Québec, aux bureaux des soussignés, le 10ième jour d'août 1922, à 11 heures de l'avant-midi.

Pour vous donner droit de voter à ladite assemblée, il faut que la preuve de votre créance soit produite entre les mains des soussignés, avant l'assemblée.

Les procurations qui doivent servir à l'assemblée doivent être déposées entre les mains des soussignés avant l'assemblée.

Soyez aussi notifié que si vous avez une réclamation quelconque vous donnant droit de figurer à titre de créancier, la preuve de la réclamation doit être produite entre les mains des soussignés dans les trente jours à compter du présent avis, parce que à compter de et après l'expiration de la période fixée par le paragraphe 8 de l'article 37 de ladite loi, nous distribuerons le produit de l'actif du débiteur entre les ayants-droit n'ayant égard qu'aux réclamations dont nous aurons alors reçu avis.

In the matter of "La Cie Manufacturière de Lévis, Limitée", Lévis, Qué.

Notice is hereby given that "La Cie Manufacturière de Lévis, Limitée", Qué., has been declared insolvent and that a sequestration order has been rendered the 25th day of July, 1922.

Notice is further given that the first meeting of creditors in the above estate will be held at Quebec, at the office of the undersigned, on the 10th day of August, 1922, at 11 o'clock in the forenoon.

To entitle you to vote thereat, proof of your claim must be lodged with the undersigned before the meeting is held.

Proxies, to be used at the meeting must be lodged with us prior thereto.

And further tak notice that if you have any claim against the debtor for which you are entitled to rank, proof of such claim must be filed with the undersigned within thirty days of the date of this notice for, from and after the expiration of the time fixed by subsection 8 of section 37 of the said Act, the undersigned shall distribute the proceeds of the debtor's estate among the parties entitled thereto, having regard only to the claims of which we have them notice.

BILAN APPROXIMATIF

APPROXIMATE BILAN.

ACTIF:

ASSETS:

Comptes recevables....	\$ 5,000.00	
Fonds de commerce...	15,000.00	
Roulant.....	800.00	
Ameublement.....	1,000.00	
Terrain et bâtisses....	\$45,000.00	
Machineries et outillage	25,000.00	70,000.00
		\$ 91,800.00

Accounts receivable.....	\$5,000.00	
Stock in trade.....	15,000.00	
Rolling stock.....	800.00	
Furnishings.....	1,000.00	
Land & buildings.....	\$45,000.00	
Machinery & plant.....	25,000.00	70,000.00
		\$ 91,800.00

PASSIF:

LIABILITIES:

Créanciers privilégiés:—		
Salaires et commissions, liste A....	\$ 5,491.00	
Taxes munic. cité de Lévis.....	2,000.00	
Privilège d'ouvrier, David Turgeon, Lévis.....	1,800.00	
Taxes de ventes.....	550.00	
Frais de saisie.....	50.00	
	\$ 9,891.00	
Créanciers ordinaires, liste B.....	\$ 12,500.00	
La banque Nationale, garantie par hypothèque et billets (Montant non établi).....		

Privileged creditors:		
Salaries & commissions, list A.....	\$ 5,491.00	
Municipal taxes, city of Lévis.....	2,000.00	
Workman's Privilege, David Turgeon, Lévis.....	1,800.00	
Sales tax.....	550.00	
Cost of seizures.....	50.00	
	\$ 9,891.00	
Ordinary creditors, list B.....	\$ 12,500.00	
La Banque Nationale, guaranteed by mortgage and notes (amount not ascertained).....		

CRÉANCIERS PRIVILÉGIÉS—PRIVILEGED CREDITORS.

LISTE "A"

No	Nom — Name	Adresse — Address	Montant — Amount
1	Blanchette, Omer, Salaires-wages.	N.-Dame-de-Lévis.....	\$ 71.00
2	Bolduc, Jean, "	" "	288.75
3	Brisson, Frs, "	" "	31.25
4	Cloutier, Joseph, "	149 Amherst, Montréal.....	1,300.00
5	Coulombe, Wilfrid, "	N.-Dame de Lévis	225.00
6	Couture, Théophile, "	" "	295.00
7	Deslauriers, Georges, "	" "	108.45
8	Drapeau, Joseph, "	" "	14.50
9	Forgues, Georgine, "	" "	41.92
10	Fortier, Albert, "	" "	66.67
11	Guay, Adélard, "	" "	21.54
12	Guérin, Eugène, "	" "	332.60
13	Houde, Roland, "	" "	12.00
14	Lajeunesse, Adélard, "	" "	149.20
15	Lamâre, Arthur, "	" "	51.60
16	Lemieux, Clovis, "	" "	329.79
17	Morin, Albert, "	" "	31.45
18	Paquet, Alice, "	" "	56.00
19	Renaud, Eugène, "	" "	337.87
20	Samson, Joseph, "	" "	239.00
21	Shaienks, Albert, "	Rue St-Georges, Lévis.....	725.00
22	Tremblay, Joseph, "	N.-Dame de Lévis	209.00
23	Vermette, Pierre, "	" "	466.75
24	Vermette, Victor, "	" "	87.50
			\$ 5,491.84

CRÉANCIERS NON GARANTIS—UNSECURED CREDITORS.

LISTE "B"

No	Nom — Name	Adresse — Address	Montant — Amount
1	Audet & Audet.....	Côte du Passage, Lévis.....	\$ 172.78
2	Arsenault, Théo. Enrg.....	" "	79.69
3	Art Décoratif, enrg.....	Rue St-Georges, Lévis.....	184.15
4	Asbestos Materials.....	3 Burnside Place, Montréal.....	123.45
5	Bergoné Ritchie.....	St-Joseph-de-Lévis.....	7.62
6	Barras, Dr J.-D.-Ed.....	Avenue Bégin, Lévis.....	459.85
7	Beauchamp, Wilbrod.....	Edifice Quebec Ry., Québec.....	122.49
8	Bell Telephone Co.....	Rue Wolfe, Lévis.....	8.41
9	P.-A. Boutin.....	Québec.....	
10	Canac Marquis, F.....	"	43.07
11	Caverhill Learmont Co.....	89 rue St-Pierre, Montréal.....	70.00
12	Cie des Nouveautés Universel enrg....	Québec.....	95.24
13	Cloutier, Joseph.....	149 Amherst, Montréal.....	1,200.32
14	Clatworthy & Son, Ltd.....	161 King street West, Toronto.....	7.19
15	Compagnie Chapman Dart, Ltée.....	155 Craig-Ouest, Montréal.....	22.66
16	Couture, Geo. & Ed.....	Côte du Passage, Lévis.....	44.00
17	Crevier & Fils.....	499 Clarke, Montréal.....	11.97
18	Dumont, Jos. & Fils.....	Rue Saint-Louis, Lévis.....	165.27
19	Fonderie de Lévis, Ltée.....	Rue Commerciale, Lévis.....	19.40
20	Fortin, Dr Emile.....	Côte du Passage, Lévis.....	1,009.00
21	Franke, Levasseur & Co., Ltd.....	Rue Craig, Montréal.....	178.04
22	Garneau, Limitée.....	Rue Dalhousie, Québec.....	14.21
23	Gauthier Cie & Frères.....	292 rue Saint-Joseph, Québec.....	26.75
24	Gauvreau, Beaudry Ltée.....	Rue Saint-Pierre, Québec.....	312.78

CREANCIERS NON GARANTIS—(Suite)—UNSECURED CREDITORS—(Continueud).

No	Nom — Name	Adresse — Address	Montant — Amount
25	Georgia Turpentine Co.	2742 rue Clarke, Montréal.	75.00
26	Germain, P.	Victoriaville.	25.00
27	Glidden Company, Ltd.	Toronto.	428.98
28	Gosselin, Joseph, Ltée.	Rue Saint-Georges, Lévis.	12.73
29	Gravel Lumber Co.	Étchemin, Lévis.	351.66
30	Hand, J.-H.	Westmount, Montréal.	500.00
31	Holloway Randell & Co.	179 Lower Water street, Halifax.	20.00
32	Jenkins, Joseph.	Rue Guenette, Lévis.	10.95
33	Kennedy Car Liner & Bay Co.	Woodstock, Ontario.	55.83
34	Lachance, J.-B.-A.	Avenue Mont-Marie, Lévis.	163.69
35	Laflamme, J.-A.-K.	34 rue Garneau, Québec.	8.36
36	Langennu Mfg Co.	Cleveland, Ohio.	7.92
37	Lemieux, A.-M.	Rue St-Georges, Lévis.	4.48
38	Levis Tools Factory.	" " "	275.00
39	L'Imprimeur du Roi.	Hôtel du Gouv. Parl. Bldg, Québec.	3.73
40	Machineries Mercier.	Rue Commerciale, Lévis.	8.50
41	Manufacture de Scies de Lévis.	Rue Shaw, Lévis.	14.83
42	Martin, Wilbrod.	Rue Samson, Lévis.	10.06
43	Matthews Bros, Ltd.	1906 Dundas street, West, Toronto.	80.00
44	Michaud, J.-B. & Fils.	Côte du Passage, Lévis.	40.90
45	Miller Paint & Ocmi Paint.	1 Rose de Lima, Montréal.	125.00
46	Muirhead & Co., Ltd.	Toronto.	85.45
47	Municipalité Scolaire.	Rue Saint-Joseph, Lévis.	150.76
48	National Mattress Felt and Batting Co.	Toronto.	15.21
49	Pratt & Lambert Inc.	Bridgeburg, Ontario.	4.64
50	Quebec Ry Light, Heat & Power Co, Lt.	Côte du Passage, Lévis.	841.67
51	Shaienks, Albert.	Rue St-Georges, Lévis.	997.47
52	Singer, La Cie.	Côte du Passage, Lévis.	82.00
53	Slater & Co., Limited, N.	Hamilton, Ont.	106.92
54	Société de Quincaillerie.	Lévis.	.50
55	Starke-Seybold & Co., Ltd.	14 St-Pierre, Montréal.	450.00
56	Syndicat de Lévis.	Côte du Passage, Lévis.	356.43
57	Union Lumber Co.	New-York.	1,361.56
58	Vézina, V. G.	10 rue Victoria, Québec.	20.00
59	Walter & Sons, Limited.	Kitchener, Ont.	6.89
60	Wisintainer & Fils, La Cie.	58 Boulevard St-Laurent, Montréal.	63.71
61	Blais, Joseph.	Avenue Mont-Marie, Lévis.	280.40
62	Gagnon, Eugène.	Lévis.	977.55
			\$ 12,452.06

Les syndics autorisés,
J.-ARTHUR LARUE, EUGENE
TRUDEL & EDOUARD PICHER.
Daté à Québec, ce 11ième jour de juillet 1922.
3351—31-2

J. ARTHUR LARUE, EUGENE
TRUDEL & EDOUARD PICHER,
Authorized trustees.
Dated at Quebec, this 11th day of July, 1922.
3352—31-2

Dans l'affaire de Hector Rivard, marchand,
Saint-Boniface-de-Shawinigan, cédant autorisé.

In the matter of Hector Rivard, merchant,
of Saint-Boniface-de-Shawinigan, authorized assignee.

Vente à l'encan public, MERCREDI, le
NEUVIEME jour d'AOUT 1922, à DIX heures
de l'avant-midi (heure solaire), à mon bureau,
Edifice Banque d'Hochelaga, Trois-Rivières,
des biens suivants:

Sale at public auction, WEDNESDAY,
NINTH AUGUST, 1922, at TEN o'clock in the
forenoon (standard time), at my office Hochelaga
Bank building, Three Rivers, of the following
property:

a. Fonds de commerce suivant inventaire:
Marchandises sèches, etc. \$593.97
b. Roulant, cheval, voitures, etc. 105.75
c. Un emplacement situé en la paroisse de
Saint-Boniface, sur le sixième rang, de la conte-
nance de cinquante-pieds de largeur sur cent
trente pieds de profondeur plus ou moins, connu
et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du
cadastre de ladite paroisse de Saint-Boniface,
comme étant le lot de subdivision numéro sept

A. Stock in trade according to inventory:
Dry goods, &c. \$593.97
B. Rolling stock, horse, carriages, &c. 105.75
C. An emplacement situated in the parish of
Saint-Boniface, in the sixth range, containing fifty
feet in width by one hundred and thirty feet in
depth, more or less, known and designated in
the official cadastral plan and book of reference
of the said parish of Saint Boniface, as being the
subdivision lot number seven of the original lot

du lot originaire deux cent soixante-sept (267-7)—avec bâtiment dessus érigé, circonstances et dépendances;

d. Un terrain ou emplacement situé en la même paroisse, sur le sixième rang, de la contenance de cinquante pieds de front sur cent trente pieds de profondeur, mesure anglaise, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de ladite paroisse comme étant une partie du lot numéro deux cent soixante-sept (ptie 367).

Conditions de vente: Argent comptant. La vente se fera pour chaque item séparément. L'item A en bloc à tant dans la piastre, l'item B en détail au gré des acheteurs et les items C. et D au plus haut et dernier enchérisseur. Le magasin sera ouvert à l'inspection du stock, mardi le 8 août 1922. L'inventaire peut être examiné à mon bureau en aucun temps. Pour plus amples informations s'adresser au soussigné.

Le syndic autorisé,

HENRI BISSON.

Bureau: Edifice Banque d'Hochelaga.

Trois-Rivières, 25 juillet 1922. 3331—31-2

two hundred and sixty-seven (267-7)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

d. A lot of land or emplacement situated in the same parish, in the sixth range, containing fifty feet in front by one hundred and thirty feet in depth, English measure, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the said parish as being part of lot number two hundred and sixty seven (pt. 267).

Terms of sale: Cash. Each item to be sold separately. Item A en bloc at so much in the dollar, item B, in separate lots at the desire of purchasers and items C and D to the highest and last bidder. The store will be open for inspection of stock, Tuesday, 8th August, 1922. The inventory may be examined at my office at any time. For further particulars apply to the undersigned.

HENRI BISSON,

Authorised trustee.

Office: Hochelaga Bank Building.

Three Rivers, 25th July, 1922. 3332—31-2

Dans l'affaire de: Adolphe Pérusse, hôtelier, Trois-Rivières, Qué., cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que JEUDI, le SEPTIEME jour de SEPTEMBRE 1922, à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire), sera vendu par encan public à mon bureau, Edifice Banque d'Hochelaga, Trois-Rivières, l'actif de cette succession, comme suit:

A. Ameublement de l'hôtel.

B. Piano "Williams".

C. Caisse enregistreuse nationale.

D. Un morceau de terre ou emplacement ayant front sur la rue Saint-Paul, en la cité des Trois-Rivières, et étant le lot de terre connu et désigné sous le numéro deux mille trente-cinq (2035) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, mesurant vingt-six pieds de largeur à son front et vingt-quatre pieds de largeur à sa profondeur qui est de quatre-vingt-seize pieds, le tout à mesure anglaise et sans garantie de mesure; borné en front par la rue Saint-Paul, en profondeur par le lot No 2072 du même cadastre, joignant au nord-ouest à la rue Saint-Charles et au sud-est au lot No 2036 du dit cadastre—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances;

E. Un terrain situé à l'encoignure nord-ouest des rues Saint-Charles et Saint-Paul, en ladite cité des Trois-Rivières, connu et désigné sous le numéro dix-neuf cent quatre-vingt-huit (1988) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, contenant soixante pieds de largeur sur quatre-vingt-quatre pieds de profondeur, à mesure anglaise, le tout plus ou moins, et enfermé dans les bornes suivantes: En front par la rue Saint-Paul, en profondeur par un petit ruisseau séparant le terrain présentement décrit du lot No 1976 du dit cadastre appartenant maintenant à W.-E. Roy ou représentant, du côté sud-est par la rue Saint-Charles et du côté nord-ouest au lot No 1987 dudit cadastre—avec les deux maisons et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

La vente se fera pour chaque item séparément au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite 9-10 George V, chapitre 36 et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

In the matter of Adolphe Perusse, hotel-keeper, Three Rivers, Que., authorised assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the SEVENTH day of SEPTEMBER, 1922, at TEN o'clock in the forenoon (standard time), there will be sold by public auction, at my office, Hochelaga Bank Building, Three Rivers, the assets of this estate, as follows:

A. Hotel equipment;

B. "Williams" Piano;

C. National Cash register;

D. A lot of land or emplacement fronting on Saint Paul street, in the city of Three Rivers, and being the lot of land known and designated under number two thousand and thirty five (2035) of the official cadastre of the city of Three Rivers, measuring twenty six feet in width in front and twenty four feet in width in the rear by a depth of ninety six feet the whole English measure and without guarantee of measurements bounded in front by Saint Paul street, in depth by the lot No. 2072 of the same cadastre, to the north-west Saint Charles street and to the south-east lot No. 2036 of the said cadastre—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

E. A lot of land situated at the north west corner of Saint Charles and Saint Paul streets in the said city of Three Rivers, known and designated under number nineteen hundred and eighty eight (1988) of the official cadastre of the city of Three Rivers, containing sixty feet in width by eighty four feet in depth, English measure, the whole more or less, and enclosed within the following boundaries: In front by Saint Paul street, in depth by a small brook separating the land presently described from lot No. 1976 of the said cadastre, belonging to W. E. Roy or representative, on the south east side by Saint Charles street and on the northwest side by lot No. 1987 of the said cadastre—with the two houses and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Each item to be sold separately to the highest and last bidder.

The titles and certificates may be examined at my office at any time.

This sale is made in conformity with article 20, paragraph 3-B of the Bankruptcy Act, 9-10, Georges V, chapter 26 and has the same effect as a sheriff's sale.

Ces propriétés peuvent être visitées en tout temps en s'adressant au soussigné.

Conditions de vente: Argent comptant. Pour plus amples renseignements s'adresser à

HENRI BISSON,

Syndic autorisé.

Bureau: Edifice Banque d'Hochelaga,
Trois-Rivières, 30 juin 1922. 3333—31-2

Dans l'affaire de Arthur Chicoine, cultivateur, Granby, Qué.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le DIXIEME jour d'AOUT 1922, à DIX heures a.m., sera vendu par encan public à la porte de l'église paroissiale du village de Saint-Paul-d'Abbotsford, Qué., la propriété suivante:

Un terrain de trois arpents de largeur sur vingt arpents de profondeur, plus ou moins—avec les constructions y érigées, connu comme étant le lot numéro deux cent douze (212) du cadastre de la paroisse de Saint-Paul-d'Abbotsford.

La propriété plus haut mentionnée sera vendue au plus haut enchérisseur.

Cette propriété peut être visitée en tout temps en s'adressant au soussigné.

Les titres et certificats peuvent être examinés au bureau du soussigné, à 37 rue Principale.

Cette propriété est vendue suivant l'article 20, paragraphe B-2 de la Loi de faillite qui lui donne les mêmes effets que la vente de shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndic autorisé,

3259—30-2

L.-P. BERNARD.

Dans l'affaire de Miousse & Frères, de Saint-Juste, comté de Montmagny, Québec, cédants autorisés.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le SIXIEME jour de SEPTEMBRE 1922, à DEUX heures P.M., sera vendu par encan public aux bureaux des soussignés, 147 Côte de la Montagne, Québec, l'actif de cette faillite, comme suit:

a. Machineries pour moulin à scie, \$2,950.00.

b. 1. Un terrain d'un arpent et demi de largeur sur un arpent et demi de profondeur, plus ou moins; borné au sud et à l'ouest à Louis Roy, tel que clôturé le long d'un ruisseau, au nord au chemin public, au nord-est au milieu de la rivière dite Skid Hill, et faisant partie du lot numéro trente (30) du cadastre pour le septième rang du canton Panet;

2. Un terrain de cent pieds de largeur par un arpent et demi de profondeur, plus ou moins; borné au sud par le chemin et des trois autres côtés par Louis Roy, savoir: au nord à une clôture à l'est à vingt-cinq pieds d'eau dans l'écluse fermée, à l'ouest à une maison de Louis Roy occupée par le vendeur, et faisant partie du lot numéro trente (30) du cadastre pour le sixième rang du canton Panet.

Ces deux terrains seront vendus en un seul item comme formant une seule propriété.

Cette vente sera faite conformément à l'article 20, paragraphe 3-b de la Loi de faillite qui lui donne les mêmes effets que la vente au shérif.

L'inventaire et les titres concernant les propriétés peuvent être examinés aux bureaux des soussignés.

Les items plus haut mentionnés peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux soussignés.

Conditions de paiement: Comptant.

Les syndics autorisés,

LEFAIVRE & GAGNON.

Bureaux: 147 Côte de la Montagne,
(Edifice Bossé), Québec. 3261—30-2

These properties may be visited at any time on applying to the undersigned.

Terms of sale: Cash. For further particulars apply to

HENRI BISSON,

Authorized trustee.

Office: Hochelaga Bank Building.

Three Rivers, 30th June, 1922. 3334—31-2

In the matter of Arthur Chicoine, farmer, Granby, Que.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the TENTH day of AUGUST, 1922, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold at the parochial church door of the village of Saint-Paul-d'Abbotsford, Que., the following property:

A piece of land of three arpents in width by twenty arpents in depth, more or less—with the buildings thereon erected, known as being the lot number two hundred and twelve (212) of the cadastre of the parish of Saint-Paul-d'Abbotsford.

The above property will be sold to the highest bidder.

This property can be visited at any time on applying to the undersigned.

The titles and certificates can be examined at the office of the undersigned, 37 Main street.

This property is sold pursuant to article 20, paragraph B-2 of The Bankruptcy Act and has the same effects as a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

L. P. BERNARD,

Authorized trustee.

3260—30-2

In the matter of Miousse & Frères, of Saint-Juste, county of Montmagny, Que., authorized assignors.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the SIXTH day of SEPTEMBER, 1922, at TWO o'clock in the afternoon, there will be sold at public auction at the offices of the undersigned, 147 Mountain Hill street, Quebec, the assets of this estate being as follows:

a. Saw-mill machinery, \$2,950.00;

b. A piece of land of one arpent and a half in width by one arpent and a half in depth, more or less; bounded on the south and west by Louis Roy, as fenced in along the brook, on the north by the public road, on the northeast by the middle of the river called Skid Hill, and forming part of the lot number thirty (30) of the cadastre for the seventh range of the township of Panet;

2. A piece of land of one hundred feet in width by one arpent and a half in depth, more or less; bounded on the south by the road and on the three other sides by Louis Roy, namely: on the north by a fence, on the east by twenty five feet of water in the closed dam, on the west by a house occupied by the vendor, and forming part of the lot number thirty (30) of the cadastre for the sixth range of the township of Panet.

The above two pieces of land will be sold in one single item as forming one single plot of land.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 3-b of The Bankruptcy Act which gives it the effects of a sheriff's sale.

The inventory and the titles to the said properties can be examined at the offices of the undersigned.

The above mentioned items can be examined at any time on applying to the undersigned.

Terms of payment: Cash.

LEFAIVRE & GAGNON,

Authorized trustees.

Offices: 147 Mountain Hill street,

(Bossé building), Quebec. 3262—30-2

Dans l'affaire de Albert De Grandmaison, charron et forgeron, Péribonka, Lac Saint-Jean, P.Q., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que VENDREDI, le ONZIEME jour d'AOUT 1922, à QUATRE heures de l'après-midi, heure avancée, sera vendu sur les lieux, à Péribonka, l'immeuble suivant:

Tous les droits sur le lot numéro trente (30) au cadastre officiel du septième rang du canton Dolbeau—circonstances et dépendances.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B.3 de la Loi de faillite, 9-10 Georges V, chapitre 36 et a les mêmes effets que la vente du shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Le syndic autorisé,

J.-P.-E. GAGNON,

Bureau: 44 rue Dalhousie,

Bâtisse Canada Steamship Lines, Ltd.,

Québec, 7 juillet 1922.

2879—27-2

In the matter of Albert De Grandmaison, wheelwright and blacksmith, Peribonka, Lake Saint John, authorized assignee.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the ELEVENTH day of AUGUST, 1922, at FOUR o'clock P.M., advance time, will be sold at Péribonka, the immoveable property belonging to above estate as follows:

All the rights on a certain piece of land being lot number thirty (30) of the cadastral plan for the 7th range of Dolbeau township—circumstances and dependencies.

The sale is made in conformity with article No. 20, paragraph B.3 of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36 and has the same effect as a sheriff's sale.

Terms: cash.

J. P. E. GAGNON,

Authorized trustee.

Office: 44 Dalhousie street.

Canada Steamship Lines, Ltd.,

Quebec, 7th July, 1922.

2880—27-2

Vente par licitation

Province de Québec, district de Terrebonne, No 2099, Cour supérieure.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant à Sainte-Scholastique, dans le district de Terrebonne, le 12 juin 1922, dans une cause dans laquelle Joseph Poulin, rentier, du village de Grenville, district de Terrebonne, est demandeur; et Dame Aimée Robillard, du village de Grenville, district de Terrebonne, veuve de feu Joseph Champagne, en son vivant journalier, du même lieu, en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs, est défenderesse, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

Un certain morceau de terre situé audit village de Grenville, de forme irrégulière, formant une espèce de triangle composant la partie est du lot numéro cent douze (ptie E. 112), ainsi connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels dudit village de Grenville, contenant dans la ligne sud, en front, soixante-dix pieds, dans la ligne nord-est, en arrière, deux cent-dix pieds et dans la ligne ouest cent trente-sept pieds, mesure anglaise, plus ou moins—avec une maison et autres bâtisses dessus érigées; borné en front par la North street, derrière, au nord et à l'est par le terrain de la compagnie du chemin de fer Carillon et Grenville, à l'ouest par le reste dudit lot.

L'immeuble ci-dessus désigné, dont la vente et la mise à l'enchère ont été annoncées comme devant avoir lieu le 27 juillet 1922, mais lesquelles vente et mise à l'enchère n'ont pas eu lieu, sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le QUINZIEME jour de SEPTEMBRE 1922, à DIX heures de l'avant-midi (heure officielle), cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de justice du village de Sainte-Scholastique, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition à fin de conserver devra être

Sale by Licitiation

Province of Quebec, district of Terrebonne, No. 2099. Superior Court.

Public notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Sainte Scholastique, in the district of Terrebonne, June 12th, 1922, in a cause wherein Joseph Poulin, annuitant, of the village of Grenville, district of Terrebonne, is plaintiff; and Dame Aimée Robillard, of the village of Grenville, district of Terrebonne, widow of the late Joseph Champagne, in his lifetime laborer, of the same place, in her quality of tutrix to her minor children, is defendant, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit:

A certain piece of land situated in the said village of Grenville, of irregular figure, forming a species of triangle composing the east part of lot number one hundred and twelve (E. pt. of 112), also known and designated on the official plan and in the book of reference of the said village of Grenville, containing in the south line, in front, seventy feet, in the north east line, at the rear, two hundred and ten feet and in the west line one hundred and thirty feet, English measure, more or less—with a house and other buildings thereon erected; bounded in front by North street, to the rear, to the north and east by the land of the Carillon and Grenville Railroad Company, to the west by the residue of the said lot.

The above immoveable, whose sale and auction have been advertised as taking place July 27th, 1922, but which sale and auction did not take place, will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder the FIFTEENTH day of SEPTEMBER, 1922, at TEN o'clock in the forenoon (standard time), the auction taking place in the court room of the Court House of the village of Sainte Scholastique, subject to charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six

déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forecloses du droit de le faire.

Sainte-Scholastique, 29 juillet 1922.

Le procureur du demandeur,

3307—30-2

L. L. LEGAULT.

days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delay hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Sainte Scholastique, July 29th, 1922.

L. L. LEGAULT,

3308—30-2

Attorney for plaintiff.

VENTE PAR LE SHÉRIF ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } NARCISSE DROUIN,
No 272. } demandeur; vs
JOSEPH ROY, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une terre connue et désignée au cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Hélène-de-Chester, sous les Nos 37, 38, 39 et 40—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Hélène-de-Chester, le SEIZIEME jour d'AOUT prochain 1922, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif.

J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 14 juillet 1922.

[Première publication, 15 juillet 1922]

3077—28-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District d'Arthabaska

Arthabaska, à savoir: } WILFRID LAU-
No 266. } RENDEAU, de-
mandeur; vs JOSEPH ROY, défendeur

Comme appartenant au défendeur:

1. Un terrain ou emplacement de forme irrégulière, connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Hélène-de-Chester, comme faisant partie du numéro quarante-cinq (p 45), contenant environ soixante-dix pieds de largeur sur le chemin des pointes sur environ cent pieds de largeur et allant et devenant une profondeur de soixante-dix pieds et ayant ensuite plus étroit pour se terminer presque en pointe sur une profondeur totale d'environ cent quarante pieds à partir du chemin des pointes; ledit terrain étant borné en front au chemin des pointes et de tous les autres côtés à Achille Fortier, du côté sud-est étant borné à quatre pieds de la boutique dudit Achille Fortier, tel que ledit emplacement est actuellement enclos;

2. Une terre faisant partie du lot numéro onze du troisième rang du canton de Chester, contenant deux arpents et demi de largeur, plus ou moins, sur la profondeur du lot connue et désignée au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Hélène-de-Chester sous les numéros deux cent quinze (215) et deux cent seize (216); prenant des deux bouts aux cordons des rangs, du côté sud-est à Ernest Baril et au terrain ci-après désigné et du côté nord-ouest à David Binette—avec maison, grange et autres bâtisses dessus construites; à distraire dudit numéro deux cent seize le terrain vendu à Philippe Lafrance par acte passé devant L. Lavergne, notaire, le 2 sep-

SHERIFF'S SALES ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } NARCISSE DROUIN,
No. 272. } plaintiff; vs JO-
SEPH ROY, defendant.

As belonging to said defendant:

A certain piece of land known and designated upon the official plan and book of reference for the parish of Sainte-Hélène-de-Chester, under Nos. 37, 38, 39 and 40—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Hélène-de-Chester, on the SIXTEENTH day of AUGUST next, 1922, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

J. E. GIROUARD,

Sheriff.

Arthabaska, 14th of July, 1922.

[First publication, 15th July, 1922;

3078—28-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } WILFRID LAUREN-
No. 266. } DEAU, plaintiff;
vs JOSEPH ROY, defendant.

As belonging to said defendant:

1. A certain piece of land of irregular farm, known and designated upon the official plan and book of reference for the parish of Sainte-Hélène-de-Chester as forming part of lot No. 45, containing about 70 feet in width on the "Chemin des pointes" by a depth of 70 feet and containing afterwards about 100 feet in width, and then narrowing to terminate as a point, *en pointe*, upon a total depth of about 140 feet from the "Chemin des pointes"; the said piece of land being bounded in front by the said "Chemin des pointes" and on all the other sides by Achille Fortier, the south east side being bounded at 4 feet from Achille Fortier's shop, as the said piece of land is actually fenced;

2. A piece of land forming part of lot No. 11 of the 3rd range of the township of Chester, containing $2\frac{1}{2}$ arpents in width, more or less, upon the depth of the lot known and designated upon the said official plan and book of reference of the parish of Sainte-Hélène-de-Chester, under the Nos. 215 and 216; bounded at both ends by the concession lines, on the south east side by Ernest Baril and the piece of land hereafter described and on the north west side by David Binette—with the buildings thereon erected; to take off from said lot No. 216 the piece of land sold to Philippe Lafrance, according to a deed passed before L. Lavergne, notary, on the

tembre 1910, lequel terrain de Philippe Lafrance est renfermé entre le chemin nouveau du troisième rang et le cordon du quatrième rang, comprenant deux arpents ou plus de profondeur;

3. Un terrain faisant partie du lot numéro dix, du troisième rang du canton de Chester, contenant huit acres en superficie, plus ou moins, sans aucune garantie de mesure, renfermé dans les bornes suivantes: au nord-est au deuxième rang, au sud-ouest au chemin du troisième rang, du côté nord-ouest au terrain ci-dessus décrit et au sud-est à Mathias Filion, connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Hélène-de-Chester, comme faisant partie des numéros deux cent quatorze (p. 214), deux cent treize (p. 213) et deux cent onze (p. 211);

4. Une terre faisant partie du lot numéro onze, dans le deuxième rang du canton de Chester, contenant sept arpents et demi de front, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, sur environ cinq arpents de profondeur, connue et désignée au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Hélène-de-Chester, comme faisant partie des numéros cent trente-un (p. 131) et cent trente-trois (p. 133); prenant au sud-ouest au cordon du troisième rang, au nord-est partie à Napoléon Lambert et partie à Alphonse Racine, au sud-est au terrain ci-après désigné et au nord-ouest à Joseph Racine ou représentants;

5. Un terrain faisant partie du lot numéro dix, du deuxième rang du canton de Chester, connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Hélène-de-Chester comme faisant partie du numéro cent trente (p. 130), contenant trois arpents de front sur cinq arpents de profondeur; prenant au sud-est à la route, au nord-ouest au terrain ci-dessus en troisième lieu décrit, au sud-ouest au cordon du troisième rang et au nord-est à Alphonse Racine; à distraire le terrain occupé comme cimetière pour la paroisse de Sainte-Hélène-de-Chester

Pour être vendus le premier immeuble seul et les quatre autres en un seul lot, à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Hélène-de-Chester, le SEIZIÈME jour d'AOUT prochain 1922, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,
J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 14 juillet 1922.

[Première publication, 15 juillet 1922]

3079—28-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir:) DAME ERNESTINE
No 6157.) BOLDUC, demandeur;

contre FORTUNAT POULIN, défendeur.
Les lots numéros vingt A et vingt C (20a et 20c) du cadastre pour le rang du chemin de Kénébec, section A, canton Jersey, comté de Beauce—avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Côme, le QUINZIÈME jour d'AOUT prochain 1922, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,
GUSTAVE GARANT.

Saint-Joseph, Beauce, 10 juillet 1922.

[Première publication, 15 juillet 1922]

3005—28-2

2nd of September, 1910, which piece of land belonging to Ph. Lafrance is situated between the new road of the 3rd range and the 4th range and contains two acres or more in depth;

3. A piece of land forming part of lot No. 10, in the 3rd range of the township of Chester, containing 8 acres in superficies, more or less, without guarantee of measurement included in the following boundaries: on the northeast by the 2nd range, on the southwest by the 3rd range road, on the northwest side by the above described piece of land and on the southeast by Mathias Filion, known and designated upon the aforesaid official plan and book of reference, of the parish of Sainte-Hélène-de-Chester as forming part of the lots Nos. 214, 213 and 211;

4. A piece of land forming part of lot No. 11, in the 2nd range of the township of Chester, containing 7½ arpent in front, more or less, by about 5 arpents in depth, known and designated upon the official plan and book of reference for the parish of Sainte-Hélène-de-Chester as forming part of lots Nos. 131 and 133; bounded on the southwest by the 3rd range, on the northeast, part by Napoléon Lambert and part by Alphonse Racine, on the southeast by the piece of land hereafter described and on the northwest by Joseph Racine on representatives;

5. A piece of land forming part of lot No. 10, in the 2nd range of the township of Chester, known and designated upon the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Hélène-de-Chester as forming part of the lot No. 130, containing 3 arpents in front by 5 arpents in depth; bounded on the southeast by the by-road, on the northwest by the piece of land above described at No. 3, on the south west by the 3rd range and on the northeast by Alphonse Racine; to take off the piece of land occupied as Cemetery for the parish of Sainte-Hélène-de-Chester.

To be sold the first immovable separately and the other four in one lot, at the parochial church door of Sainte-Hélène-de-Chester, on the SIXTEENTH day of AUGUST next, 1922, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

J. E. GIROUARD,
Sheriff.

Arthabaska, 14th July, 1922.

[First publication, 15th July, 1922]

3080—28-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit:) DAME ERNESTINE
No. 6157.) BOLDUC, plaintiff;

against FORTUNAT POULIN, defendant.
The lots numbers twenty A and twenty C (20a and 20c) of the cadastre for the range of Kenebec road, section A, township of Jersey, county of Beauce—with the buildings thereon and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Côme, the FIFTEENTH day of AUGUST next, 1922, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff.

Saint Joseph, Beauce, 10th July, 1922.

[First publication, 15th July, 1922]

3006—28-2

BEAUHARNOIS

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } JAMES HOLDEN
 District de Beauharnois, } PULLING ET AL,
 No 4202, à savoir: demandeurs; contre
 FRED. A. WOOD, de Burke, dans l'état de
 New-York, un des états-unis d'Amérique, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur:

Un terrain sis et situé dans le canton d'Hinchinbrooke, étant la partie sud du lot No 31-A du premier rang d'Hinchinbrooke, contenant 75 arpents en superficie plus ou moins, et borné, ledit terrain, comme suit: au nord par le résidu dudit No 31-A, au sud par la ligne provinciale, à l'est par les lots Nos 31-C et 31-B et à l'ouest par le No 30-B.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Patrice-d'Hinchinbrooke, MERCREDI, le SEIZIEME jour d'AOUT prochain 1922, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

L.-O. THISDALE.

Salaberry-de-Valleyfield, 11 juillet 1922.

3055-28-2

[Première publication, 15 juillet 1922]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } JAMES HOLDEN
 District of Beauharnois, } PULLING ET AL,
 To wit: No. 4202. plaintiffs; against
 FRED. A. WOOD, of Burke, in the state of
 New York, one of the United States of America,
 defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

A piece of land lying and situate in the township of Hinchinbrooke, being the south part of lot No. 31-A of the first range of Hinchinbrooke containing 75 arpents in superficies, more or less and the said land bounded as follows: To the north by the residue of the said lot No. 31-A, to the south by the provincial line, to the east by the lots Nos. 31-C and 31-B and to the west by No. 30-B.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Patrice d'Hinchinbrooke, WEDNESDAY, the SIXTEENTH day of AUGUST next, 1922, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

L. O. THISDALE,

Sheriff.

Salaberry-de-Valleyfield, 11th July, 1922.

3056-28-2

[First publication, 15th July, 1922]

CHICOUTIMI

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.—Québec.

Québec, à savoir: } LE PRÉT HYPOTHE-
 No 1555. } CAIRE, corporation
 légale ayant son principal bureau d'affaires en
 la ville de Québec, demandeur; contre LUDGER
 LAVOIE, FILS DE PHILIAS, de Sainte-Anne-de-
 Chicoutimi, défendeur.

Une ferme étant et comprenant suivant le cadastre officiel du canton Tremblay, comté de Chicoutimi, savoir:

1. La juste moitié sud-est du lot de terre numéro vingt-neuf (No 29) du quatrième rang au cadastre officiel du canton Tremblay, d'une superficie d'environ cinquante acres et borné par un bout au sud-ouest par les terres du troisième rang, par l'autre bout au nord-est par les terres du 5ième rang, joignant du côté nord-ouest partie au terrain de François Tremblay et partie au terrain ci-après décrit en second lieu et du côté sud-est par le terrain de Théophile Tremblay ou représentants;

2. Toute cette partie de la moitié nord-ouest du lot numéro vingt-neuf (No 29) du quatrième rang et de toute cette partie de la moitié sud-est du lot numéro trente (No 30) du même quatrième rang au cadastre officiel susdit, ces deux parties de lots étant contigües et bornées vers le nord-est aux terres du cinquième rang, vers le sud-est au terrain décrit en premier lieu, vers le sud-ouest par un ruisseau divisant ces deux parties de lots du terrain de François Tremblay, et vers le nord-ouest par le terrain de ce dernier ou représentants—avec toutes les bâtisses construites sur ces deux terrains et leurs dépendances;

Sous réserve quant à l'immeuble ci-dessus décrit en premier lieu des droits et privilèges concédés par Monsieur Philias Lavoie, cultivateur, de la dite paroisse de Sainte-Anne à la corporation du village de Sainte-Anne-de-Chi-

FIERI FACIAS.

Superior Court.—Québec.

Québec, to wit: } LE PRÉT HYPOTHE-
 No. 1555. } CAIRE, legal corpora-
 tion, having its principal office in the city of
 Quebec, plaintiff; vs LUDGER LAVOIE, son
 of PHILIAS, of Sainte-Anne-de-Chicoutimi, defend-
 ant.

A farm being and comprising according to the official cadastre of the township of Tremblay, county of Chicoutimi, to wit:

1. The exact southeast half of the lot of land No. twenty nine (29) of the fourth range of the official cadastre of the township of Tremblay, of a superficies of about fifty acres and bounded at one end to the southwest by the lands of the third range, at the other end to the northeast by the lands of the fifth range, on the northwest side partly by the land of François Tremblay and partly by the land secondly hereunder described and on the southeast side by the land of Theophile Tremblay or representatives;

2. All that part of the northwest half of lot number twenty nine (29) of the fourth range and of all that part of the southeast half of lot number thirty (30) of the same fourth range of the above official cadastre, these two parts of the lots being contiguous and bounded towards the northeast by the lands of the fifth range, to the southeast by the land firstly above described, towards the southwest by a brook dividing these two parts of the lots from the land of François Tremblay, and to the northwest by the land of the latter or representatives—with all the buildings erected on these two lands, and their dependencies.

With the reserve as to the immovable firstly above described of the rights and privileges granted by Philias Lavoie, farmer, of the said parish of Sainte Anne to the corporation of the village of Sainte-Anne-de-Chicoutimi, by deed

coutimi, par acte devant le notaire George St-Pierre, le 2 mars 1915, enregistré le 9 mars 1915, sous le numéro 25,694, relativement à la pose, au maintien et à l'entretien d'une ou plusieurs conduites d'aqueduc, aux fins de fournir l'eau aux habitants du village de Sainte-Anne-de-Chicoutimi, tels que ces droits et privilèges sont stipulés dans cet acte.

Pour être vendues à la porte de l'église de Sainte-Anne-de-Chicoutimi, LUNDI, le ONZIÈME jour d'AOUT prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif.

Le shérif,
ELZ. BOIVIN.

Chicoutimi, 27 juillet 1922.

[Première publication, 5 août 1922]

3305—30-2

before notary George St. Pierre, 2nd March, 1915, registered 9th March, 1915, under number 25694, respecting to the placing, maintenance and upkeep of one or more aqueducts, for the purpose of furnishing water to the inhabitants of the village of Sainte-Anne-de-Chicoutimi, in accordance with the rights and privileges stipulated in this deed.

To be sold at the church door of Sainte-Anne-de-Chicoutimi, MONDAY, the ELEVENTH day of AUGUST next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office

ELZ. BOIVIN.

Sheriff

Chicoutimi, 27th July, 1922.

[First publication, 5th August, 1922]

3306—30-2

GASPÉ

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Dans la Cour supérieure du district de Gaspé, à New-Carlisle.

Province de Québec, } **ALPHONSE GAU-**
District de Gaspé, } **DREAU**, jour-
Comté de Bonaventure, } nalier, de Pointe-à-la-
No 3653. } Garde, comté de Bona-
venture, district de Gaspé, demandeur; contre
les meubles et effets, les terres et tenements de
JOHN RIOUX, du même lieu, défendeur.

Tous les droits du défendeur consistant dans la moitié indivise des immeubles et rentes suivants:

a. Le lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent soixante-neuf (269) du cadastre officiel de la seigneurie de Shoolbred, canton Nouvelle;

b. Les rentes constituées grevant les lots de terre ci-après décrits, savoir: les lots connus et désignés sous les numéros deux cent quarante-quatre (244), deux cent quarante-cinq (245), deux cent quarante-six (246), deux cent quarante-huit (248), deux cent cinquante-trois (253), deux cent cinquante-six (256), deux cent cinquante-sept (257), deux cent cinquante-huit (258), deux cent cinquante-neuf (259), deux cent soixante-deux (262), deux cent soixante-trois (263), deux cent soixante-quatre (264), deux cent soixante-cinq (265) et deux cent soixante-six (266) du cadastre officiel de la seigneurie de Shoolbred; et les lots connus et désignés sous les numéros trente-un-B (31b), trente-un-C (31c), trente-deux (32), trente-six (36), trente-neuf-A (39a), trente-neuf-B (39b), trente-neuf-C (39c), trente-neuf-D (39d), quarante (40), quarante-deux-B (42b), quarante-trois-A (43a), quarante-trois-B (43b) et quarante-trois-C (43c) du cadastre officiel du rang ouest de Shoolbred, du canton Nouvelle—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne-de-Restigouche, canton de Nouvelle, MERCREDI, le TREIZIÈME jour de SEPTEMBRE prochain 1922, à ONZE heures d'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

W. M. SHEPPARD,

New-Carlisle, 29 juillet 1922.

[Première publication, 5 août 1922]

3357—31-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
In the Superior Court in and for the district of Gaspé, at New Carlisle.

Province of Quebec, } **ALPHONSE GAU-**
District of Gaspé, } **DREAU**, labo-
County of Bonaventure, } rer, of Pointe-à-la-
No. 3653. } Garde, county of Bo-
naventure, district of Gaspé, plaintiff; against
the goods and chattels and the lands and tene-
ments of JOHN RIOUX, of the same place,
defendant.

All the rights of the defendant consisting in the undivided half of the following immoveables and rents:

a. The lot of land known and designated under the number two hundred and sixty nine (269) of the official cadastre of the Shoolbred, township of Nouvelle;

b. The constituted rents charging the lots of land hereunder described, namely: the lots known and designated under the numbers two hundred and forty four (244), two hundred and forty five (245), two hundred and forty six (246), two hundred and forty eight (248), two hundred and fifty three (253), two hundred and fifty six (256), two hundred and fifty seven (257), two hundred and fifty eight (258), two hundred and fifty nine (259), two hundred and sixty two (262), two hundred and sixty three (263), two hundred and sixty four (264), two hundred and sixty five (265) and two hundred and sixty six (266) of the official cadastre of the Shoolbred seignior; and the lots of land known and designated under the number thirty one B (31b), thirty one C (31c), thirty two (32), thirty six (36), thirty nine A (39a), thirty nine B (39b), thirty nine C (39c), forty three A (43a), forty three B (43b) and forty three C (43c) of the official cadastre of the west range of Shoolbred, of the township of Nouvelle—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Anne-de-Restigouche, township of Nouvelle, on WEDNESDAY, the THIRTEENTH day of SEPTEMBER next, 1922, at the hour of ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff.

New Carlisle, 29th July, 1922

[First publication, 5th August, 1922]

3358—31-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la Cour supérieure du district de Gaspé.

Canada,
Province de Québec,
District de Gaspé;
Comté de Bonaventure.
No 3757.
LA BANQUE DE
LA NOUVELLE-
ECOSSE, demande-
resse; contre les ter-
res et tenements de
ELIAS D. ROSS ET J. W. THOMPSON, les
deux de Hopetown, dans le comté de Bonaven-
ture, dans le district de Gaspé, défendeurs.

1. Partie du lot primitif No 14, dans le premier rang du canton de Hope, connue comme étant des parties des lots cadastraux Nos 136 et 129; obrnée en front par le chemin du Roi, au nord par la rivière Nouvelle, à l'ouest par Sarah Drucilla Ross et à l'est par Peter Tennier et Hugh A. Ross, contient cinquante-six acres d'étendue plus ou moins—avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

2. Partie du lot primitif No 18, située dans le deuxième rang du canton de Hope susdit et plus connu comme étant le lot cadastral No 445; borné en front par le premier rang, en arrière par le troisième rang, à l'ouest par Philippe Huard et à l'est par Frank E. Ross, contient trente-huit acres d'étendue, plus ou moins, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Godefroi, JEUDI, le TRENTE-UNIEME jour d'AOUT mil neuf cent vingt-deux, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif, B.C.,
W. M. SHEPPARD.
New-Carlisle, 11 juillet, 1922. 3021—28-2
[Première publication, 15 juillet 1922]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Superior Court for the district of Gaspé.

Canada,
Province de Québec,
District de Gaspé,
County of Bonaventure.
No 3757.
THE BANK OF
NOVA SCOTIA,
plaintiff; against the
lands and tenements
of ELIAS D. ROSS,
AND J. W. THOMPSON, both of Hopetown,
in the county of Bonaventure, in the district of
Gaspé, defendants.

1. Part of the primitive lot No. 14, in the first range of the township of Hope, known as parts of the cadastral lots Nos 136 and 129; bounded in front by the King's highway, on the north by the river Nouvelle, on the west by Sarah Drucilla Ross and on the east by Peter Tennier and Hugh A. Ross, containing fifty six acres in superficies, more or less—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

2. Part of the primitive lot No. 18, situated in the second range of the township of Hope aforesaid and now better known as the cadastral lot No 445; bounded in front by the first range, in rear by the third range, on the west by Philip Hyard and on the east by Frank E. Ross, containing thirty eight acres in superficies, more or less, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Godefroi, on THURSDAY, the THIRTY FIRST day of AUGUST, one thousand nine hundred and twenty two, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. W. M. SHEPPARD,
Sheriff, C.B.
New Carlisle, 11th July, 1922. 3022—28-2
[First publication, 15th July, 1922]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir: } ALPHONSE
No 7904. } DIONNE, JR,
cultivateur, de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, de-
mandeur; contre NAPOLEON DESGAGNE,
autrefois de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, et
actuellement d'Edmundston, N.-B., défendeur,
à savoir:

Un terrain ou emplacement situé sur le premier rang de la paroisse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, sur le côté nord-est de la route de l'église, contenant soixante pieds de front du nord-ouest au sud-est sur cent vingt pieds de profondeur du sud-ouest au nord-est de toute mesure anglaise, et fait partie ledit emplacement du lot de terre connu et désigné au cadastre officiel du comté de Kamouraska, pour la paroisse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, sous le lot numéro deux cent quarante-deux (ptie 242); borné au sud-ouest à la route de l'église et de tous les autres côtés à la corporation du collège de Sainte-Anne à l'autre partie du même numéro au nord-ouest; cet emplacement tient à un chemin privé de communication de la corporation du collège de Sainte-Anne—avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse Sainte-Anne-de-la-Pocatière, le SIXIE-

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Rivière-du-Loup, to wit: } ALPHONSE
No. 7904. } DIONNE, JR,
farmer, of Sainte-Anne-de-la-Pocatière, plaintiff;
vs NAPOLEON DESGAGNE, formerly of
Sainte-Anne-de-la-Pocatière, and now of Ed-
mundston, N. B., defendant, to wit:

A piece of land or emplacement situated in the first range of the parish of Sainte-Anne-de-la-Pocatière, on the northeast side of the church road, containing sixty feet in front from north-west to the southeast by one hundred and twenty feet in depth from southwest to northeast, the whole English measure, and the said emplacement being part of the lot of land known and designated in the official cadastre of the county of Kamouraska, for the parish of Sainte-Anne-de-la-Pocatière, under the lot number two hundred and forty two (pt. 242); bounded to the south-west by the church road and on all the other sides by the corporation of the Sainte Anne College to the other part of the same number to northwest; this emplacement held to communication private road of the Sainte Anne College—with the house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Anne-de-la-Pocatière, the SIXTH day

ME jour de SEPTIEMBRE prochain 1922, à
UNE heure et DEMIE de l'après-midi.
Bureau du shérif.

Le shérif,
J.-O. GIRARD.

Rivière-du-Loup, 31 juillet 1922.

[Première publication, 5 août 1922]

3325—31-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir: } HILAIRE DU-
No 7986 } BE, rentier,

de la ville de Trois-Pistoles, demandeur; contre
WELLIE RIOUX, autrefois de Saint-Jean-de-
Dieu et maintenant de Saint-Joseph-de-Rivière-
Bleue, défendeur, à savoir:

Un lot de terre situé au troisième rang du can-
ton Bégon, connu et désigné au cadastre officiel
dudit canton Bigon sous le numéro trente (No 30)
—avec bâtisses dessus construites, circonstances
et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la pa-
roisse de Saint-Jean-de-Dieu, le QUATORZIE-
ME jour de SEPTIEMBRE prochain 1922, à
TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,

Rivière-du-Loup, 2 août 1922. J.-O. GIRARD.

[Première publication, 5 août 1922]

3365—31-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir: } CHESTER W.
No 7711. } ALDEN, com.

merçant de bois, de Saint-Mathias-de-Cabano,
mis en cause, saisissant; contre JOSEPH ALIAS
PIRE ALIAS PETER DUBE, journalier, de Saint-
Dominique-du-Lac, demandeur, à savoir:

Un terrain ou emplacement de soixante-sept
sur quatre-vingt-cinq pieds (67 sur 85 pds) situé
sur le premier rang de l'ancienne seigneurie Mur-
chie à l'est du lac Temiscouata, en la paroisse
de Saint-Dominique-du-Lac, faisant partie du lot
indiqué au plan Fafard, sous le numéro vingt-
trois (ptie No 23)—avec bâtisses dessus con-
struites, circonstances et dépendances, avec droit
de puiser de l'eau à la fontaine se trouvant sur le
terrain voisin No 23.

Pour être vendu à la porte de l'église de Notre-
Dame-du-Lac, Temiscouata, le ONZIEME jour
de SEPTIEMBRE prochain 1922, à-ONZE heu-
res et 15 minutes de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,

Rivière-du-Loup, 2 août 1922. J.-O. GIRARD,

[Première publication, 5 août 1922]

3367—31-2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—Montmagny.

Montmagny, à savoir: } NAPOLEON BOU-
No 1183. } CHER, cultiva-

teur, de Saint-Paul-de-Montmini, demandeur;
contre JOSEPH BOUCHER, cultivateur, du
même lieu, défendeur.

Une terre—avec bâtisses dessus construites,
circonstances et dépendances, contenant en
superficie, plus ou moins, cent cinquante-un
acres (151), connue et désignée aux plan et livre
de renvoi officiels du cadastre du canton Mont-
mini comme étant le numéro vingt (20) dans le
quatrième rang nord-est, et comprenant aussi

of SEPTEMBER next, 1922, at HALF past
ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

J. O. GIRARD,
Sheriff.

Rivière-du-Loup, 31st July, 1922.

[First publication, 5th August, 1922]

3326—31-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Rivière-du-Loup, to wit: } HILAIRE DU-
No. 7986. } BE, annuit-

ant, of the city of Trois Pistoles, plaintiff; vs WIL-
LIE RIOUX, heretofore of Saint-Jean-de-Dieu
and now of Saint-Joseph-de-Rivière-Bleue, de-
fendant, to wit:

A lot of land situated in the third range of the
township of Bigon, known and designated in the
official cadastre of the said township of Bigon
under number thirty (No. 30)—with the build-
ings thereon erected, circumstances and depend-
encies.

To be sold at the church door of the parish of
Saint-Jean-de-Dieu, the FOURTEENTH day of
SEPTEMBER next, 1922, at THREE o'clock
in the afternoon.

Sheriff's office.

J. O. GIRARD,

Rivière-du-Loup, August 2nd, 1922. Sheriff.

[First publication, 5th August, 1922]

3366—31-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Rivière du Loup, to wit: } CHESTER W.
No. 7711. } ALDEN

ber merchant—of Saint-Mathias-de-Cabano, n ise
en-cause, seizing, vs JOSEPH ALIAS PIRE,
ALIAS PETER DUBE, laborer, of Saint Domi-
nique du Lac, defendant, to wit:

A lot of land or emplacement of sixty seven
feet by eighty-five feet (67 x 85) situated in the
first range of the old Murchie seigniorie to the
east of lake Temiscouata, in the parish of Saint-
Dominique-du-Lac, being part of the lot shown
on the Fafard plan, under number 23 (23)—with
the buildings thereon erected, circumstances and
dependencies, with right to draw water from the
spring on the neighboring lot No. 23.

To be sold at the church door of Notre-Dame-
du-Lac, Temiscouata, the ELEVENTH day of
SEPTEMBER next, 1922, at FLEVEN o'clock
and fifteen minutes in the forenoon.

Sheriff's office.

J. O. GIRARD,

Rivière-du-Loup, August 2, 1922 Sheriff.

[First publication, 5th August, 1922]

3368—31-2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit: } NAPOLEON BOU-
No. 1183. } CHER, farmer, of

Saint-Paul-de-Montmini, plaintiff; vs JOSEPH
BOUCHER, farmer, of the same place, defend-
ant.

A lot of land—with the buildings thereon
erected, circumstances and dependencies, con-
taining in superficies, one hundred and fifty one
acres (151), more or less, known and designated
on the official cadastral plan and book of reference
of the township of Montmini as being number
twenty (20) of the fourth northeast range and

partie du lot numéro vingt-un-A (21a), troisième et quatrième rangs nord-est; bornée au nord-est à Amédée Boucher, au sud-ouest à Noël Gagné, au sud, partie au cinquième rang et partie à Nazaire Boucher, et au nord partie au troisième rang et partie à Delphis Gaudreau, avec la récolte sur pieds.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Paul-de-Montmini, MERCREDI, le SIXIEME jour du mois de SEPTEMBRE prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi. Bureau du shérif.

Le shérif,
J.-C. LISLOIS.

Montmagny, 2 août 1922.

[Première publication, 5 août 1922]

3339—31-2

comprising also part of lot number twenty one A (21a) third and fourth northeast ranges; bounded to the northeast by Amédée Boucher, to the southwest by Noël Gagné, to the south in part by the fifth range and part by Nazaire Boucher, and to the north in part by the third range and part by Delphis Gaudreau, with the standing crope.

To be sold at the parochial church door of Saint-Paul-de-Montmini, WEDNESDAY, the SIXTH day of SEPTEMBER next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

J. C. LISLOIS,

Sheriff.

Montmagny, 2nd August, 1922.

[First publication, 5th August, 1922]

3340—31-2

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

Montréal, à savoir : } DAME PAULINE
No 2505. } LEVINE, épouse
séparée de biens de Henry Weinfeld, avocat, et
ledit Henry Weinfeld pour autoriser sadite
épouse aux fins des présentes, demanderesse;
vs SAMUEL ABRAHAM ET AL, défendeurs;
et DAVID ELMAN, curateur au délaissement.

Un emplacement situé dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, dans la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et libre de renvoi officiel du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste sous le No 409, moins la partie expropriée par la cité de Montréal pour élargir le boulevard Saint-Laurent; ledit emplacement s'étendant de la ligne nouvelle du boulevard Saint-Laurent jusqu'à la rue Clarke et ayant front sur le boulevard Saint-Laurent et la rue Clarke; ledit résidu dudit lot mesurant environ quarante-six pieds six pouces de largeur par cent quatre vingts pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; tout excédant ou déficit étant à l'avantage eu au désavantage de l'acheteur—avec les bâtisses dessus construites ainsi que les autres bâtisses dessus construites, les droits de mitoyenneté dans le mur du côté sud-est desdites bâtisses.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$175.00 sera exigé de tout enchérisseur, avec sa première offre, conformément à un jugement du juge Martineau en date du 12 juillet 1922.

Bureau du shérif.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 12 juillet 1922.

3057—28-2

[Première publication, 15 juillet 1922]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } ELLE ALEXANDRI-
No 1716. } NE TOURVILLE,
fille majeure, WILFRID MEUNIER ET DOLCE
FORGET, demandeurs en reprise d'instance; vs
MABEL CAIRNS, veuve de feu Albert J. Hughes,
défendeur en sa qualité de tutrice à ses quatre
enfants mineurs, nommée à cet effet le 5 novembre 1920, ladite Mabel Cairns, tant personnelle-
ment qu'en sa qualité susdite, Beatrice Hughes,
épouse séparée de biens de Thomas S. Cooper,
défendeurs en reprise d'instance.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Montreal, to wit : } DAME PAULINE LE-
No. 2505. } VINE, wife separate
as to property of Henry Weinfeld advocate, and
the said Henry Weinfeld to authorize his said
wife for the purpose of these presents, plaintiff;
vs SAMUEL ABRAHAM ET AL, defendants;
and DAVID ELMAN, curator en délaissement.

An emplacement situate in Saint Jean Baptiste ward, in the city of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste under No. 409, less that part expropriated by the city of Montreal for the widening of Saint Lawrence Boulevard; said emplacement extending from the new line of Saint Lawrence Boulevard to Clarke street, and fronting on Saint Lawrence Boulevard and Clark street; said residue of said lot measuring about forty six feet six inches in width by one hundred and eighty feet in depth, English measure, more or less; any excess or deficiency being to the benefit or loss of the purchaser—together with the buildings thereon erected, and other buildings thereon erected, with all the rights of mitoyenneté in the southeast gable wall of said buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$175.00 shall be enacted from each and every bidder, with his first bid, pursuant to a judgment of Hon. Justice Martineau dated 12th July, 1922.

Sheriff's office.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 12th July, 1922.

3058—28-2

[First publication, 15th July, 1922]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } MISS ALEXANDRINE
No. 1716. } TOURVILLE,
spinsters, WILFRID MEUNIER AND DOLCE
FORGET, plaintiffs in continuance of suit; vs
MABEL CAIRNS, widow of the late Albert J. Hughes, defendant in her quality of tutor to her four minor children, appointed for this purpose November 5, 1920, the said Mabel Cairns, both personally as well as in her aforesaid quality Beatrice Hughes, wife separate as to property of Thomas S. Cooper, defendants in continuance of suit:

Tous les lots ci-dessous mentionnés sont situés dans la paroisse de la Rivière-des-Prairies et sont des lots de subdivision du lot originaire No 141, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Rivière-des-Prairies.

Lots numéros 1 et 2, faisant front sur le chemin public;

Lots numéros 77, 78, 85, 86, 242, 243, ayant front sur le chemin public;

Lots numéros 3 à 22, inclusivement; 24 à 75, inclusivement; 79, 80, 81, 83, 84, 94 à 113, inclusivement; 135 à 154, inclusivement; 176 à 195, inclusivement; ayant front rue des Chasseurs;

Lots numéros 87 à 92, inclusivement; 114 à 133, inclusivement; 155 à 172, inclusivement; 196 à 215, inclusivement; 244 à 313, inclusivement, ayant front rue des Pêcheurs.

Lots numéros 217 à 220, inclusivement, ayant front sur une rue portant le numéro de cadastre de la subdivision 216.

Lots numéros 221 à 239, inclusivement; 314 à 334, inclusivement, ayant front sur la rue de la Source.

Lot numéro 93 rue Larose.

Lot numéro 134 rue Kieffer.

Lot numéro 175 rue Vilbon.

Lot numéro 216 (rue sans nom).

Lot numéro 76 rue des Chasseurs.

Lot numéro 241 rue des Pêcheurs.

Lot numéro 240 rue de la Source.

Toute cette partie de la partie non-subdivisée du lot numéro 141 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Rivière-des-Prairies, bornée comme suit:

A une extrémité par les lots numéros 239, 240 et 334, de la subdivision du lot numéro 141, à l'autre extrémité par la ligne des terres de la Côte Saint-Léonard, d'un côté par partie du lot numéro 140 et de l'autre côté par partie du lot numéro 142 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

Avec droit en commun sur une partie non divisée du lot numéro 141, située entre le chemin public et la rivière des Prairies, ce passage devant être de trente pieds à partir du chemin public sur toute la profondeur qu'il peut avoir de cet endroit pour atteindre la rivière des Prairies.

Cette partie étant bornée en front par le chemin public, en arrière par la rivière des Prairies, par partie du lot numéro 142, de l'autre côté par une autre partie non-divisée du lot numéro 141, appartenant à Dame veuve L. Maillet ou représentants.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

Tous les lots saisis en la présente cause sur les défendants en reprise d'instance seront vendus en bloc.

Un dépôt d'une somme égale au dixième de l'évaluation municipale desdits lots saisis sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant de recevoir son enchère, suivant jugement de l'hon. juge Lafontaine daté le 7 juillet 1922.

Bureau du shérif.

Le shérif,

Montréal, 12 juillet 1922. L.-J. LEMIEUX.

[Première publication, 15 juillet 1922]

3059-28-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } WILLIAM ROCHON,
No 2051. } demandeur; vs LA
CIE CINEMA MAISONNEUVE, corps légale-
ment constitué, ayant sa principale place
d'affaires à Montréal, dit district, défenderesse.

All the lots mentioned below are situated in the parish of Rivière-des-Prairies and are subdivisions of the original lot No. 141, of the official plan and book of reference of the parish of Rivière-des-Prairies.

Lots Nos. 1 and 2, fronting on the public highway;

Lots numbers 77, 78, 85, 86, 242, 243, fronting on the public highway;

Lots numbers 3 to 22, inclusive; 24 to 75, inclusive; 79, 80, 81, 83, 84 and 94 to 113, inclusive; 135 to 154, inclusive; 176 to 195, inclusive, fronting on des Chasseurs street;

Lots Nos 87 to 92, inclusive; 114 to 133, inclusive; 155 to 172, inclusive; 196 to 215, inclusive; 244 to 313 inclusive, fronting on des Pêcheurs street.

Lots Nos 217 to 220, inclusive, fronting on a street bearing cadastral subdivision number 216.

Lots Nos 221 to 239, inclusive; 314 to 334, inclusive, fronting on de la Source street.

Lot No. 93 Larose street.

Lot No. 134 Kieffer street.

Lot No. 175 Vilbon street.

Lot No. 216 (unnamed street).

Lot No. 76 des Chasseurs street.

Lot. No. 341 des Pêcheurs street.

Lot. No. 240 de la Source street.

All that part of the unsubdivided portion of lot number 141 of the official plan and book of reference of the parish of Rivière-des-Prairies, bounded as follows:

At one extremity by lots Nos 239, 240 and 334 of the subdivision of lot number 141, on the other extremity by the boundary of the lands of la Côte Saint Léonard, on one side by part of lot No. 140 and on the other side by part of lot number 142 of the official plan and book of reference of the parish of Montreal.

With rights in common on an unsubdivided part of lot No. 141, situated between the public highway and the des Prairies river, this passage to be thirty feet wide starting from the public highway by the whole depth that there may be from this spot to the des Prairies river.

This part being bounded in front by the public highway, to the rear by the des Prairies river, by part of lot No. 142, on the other side by another unsubdivided part of lot No. 141, belonging to Dame widow L. Maillet or representatives.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the EIGHTEENTH day of AUGUST next at TEN o'clock in the forenoon.

All the lots seized in the present cause on defendants in continuance of suit will be sold *en bloc*.

A deposit of a sum equal to one-tenth of the municipal valuation of the said seized lots shall be required from all bidders before receiving his bid, according to a judgment of the Hon. Judge Lafontaine, dated July 7, 1922.

Sheriff's office.

L. J. LEMIEUX,

Montréal, July 12, 1922.

Sheriff.

[First publication, 15th July, 1922]

3060-28-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit: } WILLIAM ROCHON,
No. 2051. } plaintiff; vs LA
CIE CINEMA MAISONNEUVE, body politic
and corporate duly incorporated, having its
principal place of business at Montreal, said
district, defendant.

Un emplacement ayant front sur la rue Ontario, en la cité de Montréal, et composé:

a. D'une partie du lot de terre connu sous le numéro trois cent quarante-huit de la subdivision officielle du lot numéro huit des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant cette partie vingt-quatre pieds de largeur par une profondeur de soixante-seize pieds dans une ligne et de soixante-quinze pieds et onze pouces dans l'autre ligne, mesure anglaise, et plus ou moins; tenant en front cette partie à ladite rue Ontario, en arrière à une ruelle portant le numéro trois cent cinquante (350) de ladite subdivision, d'un côté à partie du lot numéro 8-349 ci-après décrit et de l'autre côté à partir du lot numéro 8-347 des mêmes plan et livre de renvoi officiels; et

b. D'une partie du lot numéro trois cent quarante-neuf de la subdivision officielle du dit lot numéro huit des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga; contenant cette dernière partie vingt-quatre pieds et cinq pouces de largeur par une profondeur de soixante-seize pieds, mesure anglaise et plus ou moins; tenant cette même partie en front à la dite rue Ontario, en arrière à ladite ruelle d'un côté à partie du lot No 8-348 et de l'autre côté à partie du lot No 14-427 des mêmes plan et livre de renvoi officiels—avec bâtisses dessus érigées et droit de passage en commun dans la ruelle en arrière dudit emplacement.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$450.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'hon. juge Martineau, daté le 11 juillet 1922.

Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 12 juillet 1922.

[Première publication, 15 juillet 1922]

3061—28-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } EDWARD W. PAYNE
No 3518. } NE ET JOHN E. STANDISH, tous deux en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu Richard Burkin Shaw, demandeurs; vs DELLE W. G. SCOTT, défenderesse.

L'emplacement situé sur le chemin Lasalle, dans la cité de Verdun, étant la partie sud-ouest de partie du lot de subdivision numéro quatre-vingt-seize sur le plan de subdivision dûment dressé et de record du lot numéro quatre mille six cent soixante-onze des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, (S.-O. pt. 4671-96).

Ladite partie de ladite subdivision quatre-vingt-seize contient une largeur rectangulaire de dix-neuf pieds par la profondeur entière de ladite subdivision; étant bornée en front au sud-est par le chemin Lasalle susdit, en arrière par une ruelle en commun, d'un côté au nord-est par la partie nord-est dudit lot de subdivision quatre-vingt-seize; laquelle contient une largeur rectangulaire de cinq pieds et de l'autre côté au sud-ouest par une partie du lot numéro quatre mille six cent soixante-douze dudit plan officiel ou ses subdivisions—avec la bâtisse lambrissée en briques divisée en deux logements dessus construits, dont le mur nord-est est mitoyen avec les lieux adjacents, avec le droit de passage en voiture et les animaux en tout temps dans la ruelle en arrière de ladite propriété

An emplacement fronting on Ontario street, in the city of Montreal, and composed:

a. Of a part of the lot of land known under number three hundred and forty eight of the official subdivision of lot number eight of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, this part containing twenty four feet in width by a depth of seventy-six feet on one line and seventy-five feet eleven inches in the other line, English measure, more or less; this said part fronting on Ontario street, to the rear by a lane bearing number three hundred and fifty (350) of the said subdivision, on one side by part of the lot number 8-349 hereinafter described and on the other side by a part of the lot number 8-347 of the same official plan and book of reference; and

b. Of a part of lot number three hundred and forty-nine of the official subdivision of the said lot number eight of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga; this last part containing twenty-four feet and five inches in width by a depth of seventy-six feet, English measure, more or less; this same part fronting on the said Ontario street, to the rear by the said lane, on one side by part of the said lot No. 8-348 and on the other side by part of lot No. 14-427 of the same official plan and book of reference—with buildings thereon erected and the right of way in common in the lane to the rear of the said emplacement.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SEVENTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the morning.

A deposit of \$450.00 shall be exacted from any bidder before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Judge Martineau, dated 11th July, 1922.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX.
Sheriff.

Montreal, 12th July, 1922.

[First publication, 15th July, 1922]

3062—28-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } EDWARD W. PAYNE
No. 3518. } AND JOHN E. STANDISH, both in their quality of testamentary executors of the late Richard Burkin Shaw, plaintiffs; vs MISS W. G. SCOTT, defendant.

That certain emplacement being and situate on Lasalle road, in the city of Verdun, being the south westerly part of lot subdivision number ninety six on the subdivision plan duly made and filed of lot number four thousand six hundred and seventy one on the official plan and book of reference of the parish of Montreal (S.W. pt. 4671-96).

The said portion of the said subdivision ninety six containing a rectangular width of nineteen feet by the entire depth of the said subdivision; being bounded in front to the south east by Lasalle road aforesaid in rear by a lane in common, on one side to the north east by the north easterly part of said lot subdivision ninety six, which contains a rectangular width of five feet and on the other side to the south west by a part of lot number four thousand six hundred and seventy two of the said official plan or its subdivisions—with the brick encased building divided into two dwellings thereon erected, of which the north east wall is mitoyen with the adjoining premises, with the right of passage with vehicles and animals at all times in over and upon the lane in

étant la subdivision quatre-vingt-dix-huit dudit lot officiel quatre mille six centsoixante - onze (4671-98).

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$447.50 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'hon. juge Martineau, daté le 10 juillet 1922.

Bureau du shérif, Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 12 juillet 1922. 3063—28-2
[Première publication, 15 juillet 1922]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } EDWARD W. PAYNE
No 2617. } ET JOHN W. STANDISH, tous deux en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu Richard Burkin Shaw, demandeurs; vs DELLE W. G. SCOTT, défenderesse.

L'emplacement situé dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce, de la cité de Montréal, ayant front sur l'avenue Madison susdite et formant partie du lot numéro cent soixante-deux aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et particulièrement connu et désigné sur le plan de subdivision dûment dressé et de record dudit lot officiel comme étant le numéro de subdivision cent trente-huit (162-138), contenant vingt-cinq pieds de largeur par une profondeur de cent trois pieds, avec une étendue de deux mille cinq cent soixante-quinze pieds carrés, ses dimensions sont d'après la mesure anglaise et plus ou moins—avec la bâtisse dessus construite, portant le numéro civique 166 de l'avenue Madison.

2. Une lisière de terre faisant la partie sud-est du lot de subdivision numéro cent trente sept au plan de subdivision dûment fait et de record dudit lot numéro cent soixante-deux (162-137 pt), contenant ladite lisière une largeur de six pouces en front et en arrière par toute la profondeur du lot de subdivision, et bornée en front au nord-est par l'avenue Madison, en arrière au sud ouest par le lot officiel cent cinquante-six desdits plan et livre de renvoi officiels, d'un côté au nord-ouest par la plus grande et résiduaire partie de ladite subdivision cent trente-sept, la propriété de Joseph-Albert Russell et de l'autre côté au sud-est par ladite subdivision cent trente-huit en premier lieu sus-décrite. Toutes les dimensions sont d'après la mesure anglaise et plus ou moins.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT prochain à UNE heure de l'après-midi.

Un dépôt de \$700.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'hon. juge Martineau daté le 10 juillet 1922.

Bureau du shérif, Le shérif,

Montréal, 12 juillet 1922. L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 15 juillet 1922]
3065—28-2

rear of said property, being subdivision ninety eight of the said official lot four thousand six hundred and seventy one (4671-98).

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SEVENTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$447.50 shall be enacted from each and every bidder with his first bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Martineau, dated the 10th July, 1922.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montréal, 12th July, 1922. 3064—28-2
[First publication, 15th July, 1922]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: } EDWARD W. PAYNE
No. 2617. } AND JOHN W. STANDISH, both in their quality of testamentary executors of the late Richard Burkin Shaw, plaintiffs; vs MISS W. G. SCOTT, defendant.

That certain emplacement situate in the Notre-Dame-de-Grâce ward, of the city of Montreal, fronting on Madison avenue aforesaid and forming part of lot number one hundred and sixty two on the official plan and in the book of reference of the parish of Montreal, and particularly known and designated on the subdivision plan duly made and filed of said official lot as being subdivision number one hundred and thirty eight (162-138), containing twenty five feet in width by a depth of one hundred and three feet, and having a superficial area of two thousand five hundred and seventy five square feet, the above measurements are English measure and more or less—with the building thereon erected and bearing the civic number 166 in said Madison avenue;

2. A strip of land forming the south easterly part of lot subdivision number one hundred and thirty-seven on the subdivision plan duly made and filed of said lot number one hundred and sixty two (162-137 pt), containing said strip a width of six inches in front and in rear by the entire depth of the subdivision lot, and being bounded in front to the north east by Madison avenue, in rear to the south west by a portion of official lot one hundred and fifty six on the said official plan and book of reference, on one side to the north west by the remaining and greater portion of said subdivision one hundred and thirty seven, the property of Joseph Albert Russell and on the other side to the south east by the said subdivision one hundred and thirty eight firstly above described. All measurements are English measure and are more or less.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SEVENTEENTH day of AUGUST next, at ONE o'clock in the afternoon.

A deposit of \$700.00 shall be exacted from each and every bidder, with his first bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Martineau dated the 10th July, 1922.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,

Montreal, July, 12th, 1922. Sheriff.
[First publication, 15th July, 1922]
3066—22-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **CREDIT FONCIER**
 No 2308. } **FRANCO - CANA-**
DIEN, corporation légalement constituée ayant son principal bureau d'affaires dans la cité et le district de Montréal demanderesse; vs **DAME MARY HELEN O'BRIEN**, veuve de William Joseph Harrington, en sa qualité de tutrice dûment nommée à ses trois enfants mineurs, Mary Helen Harrington, William Joseph Harrington et Joseph Thomas Harrington, issus de son mariage avec ledit William Joseph Harrington, et héritiers de ce dernier, défenderesse.

1. Un terrain situé dans le quartier Sainte-Anne, cité de Montréal, faisant partie du lot numéro six cent soixante-treize (673) des plan et livre de renvoi officiels dudit quartier; borné en front par la rue Centre, en arrière par la rue Grand Trunk, d'un côté par une autre partie dudit lot (No 673), appartenant à John Rutherford ou représentants et de l'autre à une autre partie dudit lot No. 673, appartenant à Hugh Connor ou représentants, mesurant vingt-neuf pieds et trois pouces sur la rue Centre, vingt-neuf pieds sur la rue Grand Trunk et sur la profondeur existant à cet endroit entre les dites rues, le tout mesure anglaise et plus ou moins—avec bâtisses y érigées;

2. Un terrain situé dans le quartier Saint-Gabriel, cité de Montréal, étant le coin nord-ouest des rues Ropery et Manufacturers, connu et désigné sous le numéro deux mille huit cent huit (No 2808) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif. Le député-shérif,
 Montréal, 2 août 1922. O. BELANGER.
 [Première publication, 5 août 1922]
 3383—31-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **DAME MARIE-**
 No 2027. } **LOUISE BRIS-**
SETTE, épouse judiciairement séparée de biens de J.-Théodore Lajoie, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, demandeurs; vs **ISRAEL ZELNIKER ET ISRAEL SPERKER**, défendeurs.

Un lot de terre portant le numéro quarante-un de la subdivision du lot numéro deux A (2a-41) des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation; borné en front par la rue Chapleau—avec maisons et dépendances ci-dessus construites, avec usage de la ruelle en arrière en commun avec d'autres.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le député-shérif,
 O. BELANGER.
 Montréal, 2 août 1922.
 [Première publication, 5 août 1922]
 3385—31-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **LA VILLE DE MONT-**
 No 3488. } **REAL-EST**, corpo-
 ration municipale ayant son bureau d'affaires

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **CREDIT FONCIER**
 No. 2308. } **FRANCO - CANA-**
DIEN, a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office in the city and district of Montreal, plaintiff; vs **DAME MARY HELEN O'BRIEN**, widow of William Joseph Harrington, in her quality of duly appointed tutrix to her three minor children, Mary Helen Harrington, William Joseph Harrington and Joseph Thomas Harrington, issued from her marriage with the said William Joseph Harrington and heirs of the latter, defendant.

1. A piece of land situate in Saint Ann's ward, city of Montreal, forming part of the lot number six hundred and seventy three (673) on the official plan and book of reference of the said ward, bounded in front by Centre street, in rear by Grand Trunk street, on one side by another part of the said lot No. 673, belonging to John Rutherford or representatives and on the other side by another part of the said lot No. 673 belonging to Hugh Connor or representatives, measuring twenty nine feet and three inches on Centre street, twenty nine feet on Grand Trunk street by the depth existing at that place between the said streets, the whole English measurements and more or less—with the buildings thereon erected;

2. A piece of land situate in Saint Ann's ward, city of Montreal, being the northwest corner of Ropery and Manufacturers streets, known and designated under the number two thousand wight hundred and eight (No. 2808) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SEVENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. O. BELANGER.
 Montreal, August 2nd, 1922. Deputy-sheriff.
 [First publication, 5th August, 1922]
 3384—31-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **DAME MARIE**
 No. 2027. } **LOUISE BRIS-**
SETTE, wife judicially separated as to property of J. Théodore Lajoie, and the latter both personally and to authorize his said wife for the purposes hereof, plaintiffs; vs **ISRAEL ZELNIKER AND ISRAEL SHERKER**, defendants.

A lot of land bearing the number forty one of the subdivision of the lot number two A (2a-41) of the official plan and book of reference of the village of Côte-de-la-Visitation; fronting on Chapleau street—with the houses and dependencies thereon erected and with the use of the lane at the rear in common with others.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SEVENTH day of SEPTEMBER next, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
 Deputy-sheriff.
 Montreal, 2nd August, 1922.
 [First publication, 5th August, 1922]
 3386—31-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE TOWN OF MON-**
 No. 3488. } **REAL-EAST**, a
 municipal corporation having its place of business

dans la ville de Montréal-est, district de Montréal, demanderesse; vs C. DEROME, défendeur.

Deux lots de terre ayant front rue Notre-Dame, en la ville de Montréal-Est connus et désignés comme étant les ré-divisions vingt-trois et vingt-quatre de la subdivision numéro cinq du lot originaire numéro quatre-vingt-sept (87-5-23 et 24) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles;

Trois lots de terre ayant front avenue du Club, en ladite ville de Montréal-Est, et connus et désignés comme étant les ré-divisions seize, dix-sept et dix-huit de la subdivision officielle numéro cinq dudit lot originaire numéro quatre-vingt-sept (87-5-16, 17 et 18) desdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.
Bureau du shérif. Le député-shérif,
O. BELANGER.

Montréal, 2 août 1922.

[Première publication, 5 août 1922]

3387—31-2

PONTIAC

Cour supérieure.

Province de Québec, }
District de Montréal, } **FRANK LEVAS-SEUR & CO., LTD.,**
No 2449. } demandeurs; vs **ROBERT FOWLER,** défendeur.

Un lopin de terre qui fait partie du lot numéro huit A (8a) du premier rang du canton Bristol, dans le comté de Pontiac; borné comme suit: à partir de la limite nord-est de cette rue de Norway Bay, dans ledit canton, laquelle est connue comme étant l'avenue Strathcona, depuis son intersection avec la limite nord-ouest d'une certaine rue étant la première rue à l'ouest de la rue Cuthbertson, à Norway Bay susdit, et mesurant depuis ledit point quatre-vingt-dix-neuf (99) pieds dans une direction nord-est à angle droit avec ladite avenue Strathcona, jusqu'à un piquet planté; de là dans une direction nord-ouest jusqu'à un piquet planté; de là parallèlement à la limite d'abord susdécrite, et dans une direction sud-ouest jusqu'à la limite nord-est de l'avenue Strathcona, de là le long de ladite limite jusqu'à ladite avenue Strathcona, de là le long de ladite limite jusqu'à ladite avenue soixante-six pieds (66 pds) jusqu'au point de départ; ledit lot ayant un front le long de ladite avenue de soixante-six pieds (66 pieds) et une profondeur de quatre-vingt-dix-neuf pieds (99 pieds), et immédiatement adjacent au côté est du lot que possède actuellement ledit Robert Fowler—avec les bâties dessus construites.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Pontiac, dans le village de Bryson, le SIXIEME jour de SEPTEMBRE mil neuf cent vingt-deux, à DIX heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif. Le shérif,

BERNARD J. SLOAN.

Bryson, 31 juillet 1922.

[Première publication, 5 août 1922]

3343—31-2

in the town of Montreal-East, district of Montreal, plaintiff; vs C. DEROME, defendant.

Two lots of land fronting on Notre-Dame street, in the town of Montreal-East, known and designated as being the re-divisions twenty three and twenty four of the subdivision number five of the original lot number eighty seven (87-5-23 and 24) of the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles;

Three lots of land fronting on Club avenue, in the said town of Montreal-East, known and designated as being the re-divisions sixteen, seventeen and eighteen of the official subdivision number five of the original lot number eighty seven (87-5-16, 17 and 18) of the said official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SEVENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. O. BELANGER,
Deputy-sheriff.

Montreal, 2nd August, 1922.

[First publication, 5th August, 1922]

3380—31-2

PONTIAC

Superior Court.

Province of Quebec, }
District of Montreal, } **FRANK LEVAS-SEUR & CO., LTD.,**
No. 2449. } plaintiffs; vs **ROBERT FOWLER,** defendant.

A certain lot or parcel of land forming part of lot number eight A (8a) in the first range of the township of Bristol, in the county of Pontiac; bounded as follows: Commencing at the northeasterly boundary of that street in Norway Bay in said township, known as Strathcona avenue, from its intersection with the northwesterly boundary of a certain street being the first street west of Cuthbertson street, in said Norway Bay, and measuring from said point ninety nine feet (99 feet) in a direction northeasterly at right angle to said Strathcona avenue, to a post planted; thence in a direction northwest to a post planted; thence parallel to the first above described boundary, and in a direction southwest to the north easterly boundary of Strathcona avenue, thence along the said boundary to said Strathcona avenue; thence along the said boundary to said avenue sixty six feet (66 feet) to the point of commencement; the said lot having a boundary along the said avenue of sixty six feet (66 feet) and a depth of ninety nine feet (99 feet), and immediately adjoining the east side of the lot now held by the said Robert Fowler—with the buildings thereon erected.

To be sold at the registrars office for the county of Pontiac, in the village of Bryson, on the SIXTH day of SEPTEMBER, one thousand nine hundred and twenty two, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. BERNARD J. SLOAN,
Sheriff.

Bryson, 31st July, 1922.

[First publication, 5th August, 1922]

3344—31-2

QUÉBEC

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **THE ART LITHO CO.,**
 No 225. } **LIMITED,** corps poli-
 tique ayant son principal siège d'affaires à Lon-
 don, Ontario, et un bureau d'affaires à Montréal,
 P. Q.; contre E.-J. AUCLAIR, de La Tuque,
 à savoir:

Le lot No 23-A 141 (vingt-trois-A cent qua-
 rante-un, du cadastre officiel pour le premier
 rang du canton Mailhot, comté de Champlain,
 étant un lot de terre situé rue Gouin, en la ville
 de La Tuque—avec les bâtisses dessus construites,
 circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
 de La Tuque, comté de Champlain, le HUITIÈ-
 ME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heu-
 res du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
 Québec, 3 août 1922. CLEOPHAS BLOUIN
 [Première publication, 5 août 1922]
 [Seconde publication, 19 août 1922]
 3371—31-2

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **THE ART LITHO CO.,**
 No. 225. } **LT'D,** a body politic
 and corporate, having its head office at London,
 Ontario, and a business office at Montreal, P. Q.;
 vs E. J. AUCLAIR, of La Tuque, to wit:

The lot No. 23-A-141 (twenty-three A, one
 hundred and forty one) of the official cadastre for
 the first range of the township of Mailhot, county
 of Champlain, being a lot of land situated on
 Gouin street, in the city of La Tuque—with the
 buildings thereon erected, circumstances and
 dependencies.

To be sold at the parochial church door of La
 Tuque, county of Champlain, the EIGHTH day
 of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the
 forenoon.

Sheriff's office. CLEOPHAS BLOUIN,
 Québec, 3rd August, 1922. Sheriff.
 [First publication, 5th August, 1922]
 [Second publication, 19th August, 1922]
 3372—33-2

Québec, à savoir : } **HERMAN YOUNG &**
 No 1111. } **ALBERT J. TEA-**
KALE, tous deux de la cité de Québec, et y fai-
 sant affaires sous les nom et raison sociale de la
 Compagnie Herman Young; contre A. LAFRAN-
 CE, de la cité de Québec.

La partie du No 434 (quatre cent trente-qua-
 tre) de la subdivision No 94 (quatre-vingt-
 quatre) du cadastre officiel pour la paroisse de
 Saint-Roch-Nord, maintenant quartier Jacques-
 Cartier, de la cité de Québec, étant un terrain
 situé sur la rue d'Assise—avec les bâtisses dessus
 construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de
 Québec, le NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE
 prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
 Québec, 3 août 1922. CLEOPHAS BLOUIN.
 [Première publication, 5 août 1922;
 [Deuxième publication, 19 août 1922]
 3373—31-2

Quebec, to wit : } **HERMAN YOUNG & AL-**
 No 1111. } **BERT J. TEAKALE,**
 both of the city of Quebec, and doing business
 under the firm name and style of Herman Young
 Co.; vs A. LAFRANCE, of the city of Quebec.

The part of No. 434 (four hundred and thirty
 four) of the subdivision number ninety four (94)
 of the official cadastre for the parish of Saint-
 Roch North, now Jacques-Cartier ward, of the
 city of Quebec, being a piece of land situated on
 d'Assise street—with the buildings thereon
 erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec,
 the NINTH day of SEPTEMBER next, at
 TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. CLEOPHAS BLOUIN,
 Québec, 3rd August, 1922. Sheriff.
 [First publication, 5th August, 1922]
 [Second publication, 19th August, 1922]
 3374—31-2

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **EPHREM LESAGE,**
 No 271. } marchand, du village
 de Macamik; contre EXISTE GUERTIN, égale-
 ment de Macamik, à savoir:

Le lot No 18 (dix-huit) du bloc No 89 (quatre-
 vingt-neuf) du village de Macamik—avec les
 bâtisses dessus construites, circonstances et
 dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
 de Macamik, comté de Témiscamingue, le
 HUITIÈME jour de SEPTEMBRE prochain,
 à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
 Québec, 3 août 1922. CLEOPHAS BLOUIN.
 [Première publication, 5 août 1922]
 [Deuxième publication, 19 août 1922]
 3375—31-2

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **EPHREM LESAGE,** mer-
 No. 271 } chant, of the village of
 Macamik; vs EXISTE GUERTIN, also of
 Macamik, to wit:

The lot No 18 (eighteen) of block No 89
 (eighty nine) of the village of Macamik—with the
 buildings thereon erected, circumstances and
 dependencies.

To be sold at the church door of the parish
 of Macamik, county of Temiscamingue, the
 EIGHTH day of SEPTEMBER next, at TEN
 o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. CLEOPHAS BLOUIN,
 Québec, 3rd August, 1922. Sheriff.
 [First publication, 5th August, 1922]
 [Second publication, 19th August, 1922]
 3376—31-2

Quebec, à savoir : } **HARRY FOUCAULT**,
No 527. } de la paroisse du
Perpétuel-Secours-de-Notre-Dame-de-Charny; vs
ADELARD POULIOT, de la paroisse de Saint-
Etienne-de-Lauzon.

Le No 227 (deux cent vingt-sept) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Etienne-de-Lauzon, comté de Lévis, étant une terre contenant trois arpents de largeur sur trente arpents de longueur—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Etienne-de-Lauzon, comté de Lévis, le HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif,

Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.

Quebec, 3 août 1922.

[Première publication, 5 août 1922]

[Deuxième publication, 19 août 1922]

3377—31-2

Quebec, to wit : } **HARRY FOUCAULT**, of
No. 527. } the parish of Perpetuel-
Secours-de-Notre-Dame-de-Charny; vs
ADELARD POULIOT, of the parish of Saint-Etienne-
de-Lauzon.

The lot No. 227 (two hundred and twenty seven) of the official cadastre for the parish of Saint-Etienne-de-Lauzon, county of Lévis, being a piece of land containing three arpents in width by thirty arpents in length—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint-Etienne-de-Lauzon, county of Lévis, the EIGHTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.

Quebec, 3rd August, 1922.

[First publication, 5th August, 1922]

[Second publication, 19th August, 1922]

3378—31-2

FIERI FACIAS

Quebec, à savoir : } **DANS** une cause où
No 2479. } **THOMAS SIMARD**
et **JACQUES SIMARD**, de La Tuque, contrac-
teurs, étaient demandeurs; **DONAT DUFOUR** et
JOHNNY VILLENEUVE, faisant affaires en
société comme contracteurs sous le nom de Du-
four et Villeneuve, tous deux de La Tuque,
étaient défendeurs, les dits défendeurs contre les
dits demandeurs, à savoir:

La subdivision No 24-A (vingt-quatre-A) du lot No 241 (deux cent-quarante-un) du cadastre officiel pour le premier rang du canton Mailhot, comté de Champlain, étant un emplacement situé coin des rues Joffre et Saint-Georges, en la ville de La Tuque—avec maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de La Tuque, comté de Champlain, le HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochains à DIX heures du matin.

Bureau du shérif,

Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.

Quebec, 3 août 1922.

[Première publication, 5 août 1922]

[Deuxième publication, 19 août 1922]

3379—31-2

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **IN** a cause where **THOMAS**
No. 2479. } **SIMARD** and **JACQUES**
SIMARD, of La Tuque, contractors, were plaintiffs;
DONAT DUFOUR and **JOHNNY VILLENEUVE**, both of La Tuque, doing business in partnership as contractors under the name of Dufour & Villeneuve, both of La Tuque, were defendants, the said defendants vs the said plaintiffs, to wit:

The subdivision 24-A (twenty-four-A) of the lot No. 241 (two hundred and forty one) of the official cadastre for the first range of the township of Mailhot, county of Champlain, being an emplacement situated on the corner of Joffre and Saint Georges streets, in the town of La Tuque—with the house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of La Tuque, county of Champlain, the EIGHTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.

Quebec, 3rd August, 1922.

[First publication, 5th August, 1922]

[Second publication, 19th August, 1922]

3380—31-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Rimouski, } **ETIENNE LEVES-**
No 7957. } **QUE**, Saint-Marcel-
lin; vs **ALPHONSE VIGNOLA**, Sainte-Blandine,
savoir:

Une maison et grange érigées sur partie du lot No trente-un-B (31b) au cadastre officiel du premier rang du canton Macpès, paroisse de Sainte-Blandine, avec les droits au terrain contenant 100 pieds de front sur 150 de profondeur; borné au nord à Jos. et Ths Levesque, au sud à X. Lepage, à l'est à la route, à l'ouest à la terre de la Fabrique, suivant bail sous seing privé de la Fabrique de Sainte-Blandine et à charge du loyer du terrain.

Pour être vendues à la porte de l'église de

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } **ETIENNE LEVES-**
No. 7957. } **QUE**, Saint Marcel-
lin; vs **ALPHONSE VIGNOLA**, Sainte Blandine,
to wit:

A house a barn erected on part of lot No. thirty one B (31b) of official cadastre of the first range of the township of Macpès, parish of Sainte Blandine, with rights to the lot of land containing 100 feet in front by 150 feet in depth; bounded to the north by Jos. and Thos Levesque, to the south by X. Lepage, to the east by the road, to the west by the land of the Fabrique, according to lease under private seal of the Fabrique of Sainte Blandine and subject to the ground rent.

To be sold at the church door of Sainte Blan-

Sainte-Blandine le DIXIEME jour de SEPTEMBRE, à DIX heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif. Le shérif,

Rimouski, 2 août 1922.

[Première publication, 5 août 1922]

3369—31-2

dine, the SIXTH day of SEPTEMBER, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. CHS DANJOU, Sheriff.

Rimouski, 2nd August, 1922.

[First publication, 5th August, 1922]

3370—31-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Rimouski, } DAME Veuve CHAR-
No 8012. } LES SINCLAIR;
vs NAPOLEON TURCOTTE, de Saint-Damase, savoir:

Les lots Nos trente-un C et trente-deux A, au cadastre officiel du huitième rang du canton McNider, paroisse de Saint-Damase.

Le lot No trente-deux F au cadastre officiel du huitième rang du canton McNider, paroisse de Saint-Damase.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Damase, le DIX-SEPTIEME jour du mois d'AOUT prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif,

Le shérif,

CHS DANJOU.

Rimouski, 12 juillet 1922.

3071—28-2

[Première publication, 15 juillet 1922]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } DAME WIDOW
No. 8012. } CHARLES SIN-
CLAIR; vs NAPOLEON TURCOTTE, of Saint-Damase, to wit:

The lots Nos. thirty one C and thirty two A of the official cadastre of the eighth range of the township of McNider, parish of Saint-Damase.

The lot No. thirty-two F of the official cadastre of the eighth range of the township of McNider, parish of Saint Damase.

To be sold at the church door of Saint Damase, the SEVENTEENTH day of the month of AUGUST next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

CHS DANJOU, Sheriff.

Rimouski, 12th July, 1922.

3072—28-2

[First publication, 15th July, 1922]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Rimouski, } P.-H.-A. CARON; vs
No 7894. } Dame ELIZA-
BETH WATTS ST-PIERRE, veuve de Pierre Deschênes, savoir:

La partie est du lot No deux cent quarante-un, au cadastre officiel de la ville de Saint-Germain-de-Rimouski, étant un terrain d'environ 45 pieds de front sur environ 45 de profondeur; borné au nord au fleuve, à l'est à Melle A. Caron, actuellement révérend M. Noel, au sud à la rue Saint-Germain, à l'ouest à Wm Doyle, actuellement Dr L.-T. Lavoie—avec les bâtisses sus-construites et dépendances.

Pour être vendue au bureau du shérif, en la ville de Rimouski, le SEIZIEME jour d'AOUT prochain, 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif,

Le shérif,

CHS DANJOU.

Rimouski, 12 juillet 1922.

3073—28-2

[Première publication, 15 juillet 1922]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } P.-H. A. CARON,
No 7894. } vs DAME ELI-
ZABETH WATTS ST-PIERRE, widow of Pierre Deschêne, to wit:

The east part of lot No. two hundred and forty one, of the official cadastre of the town of Saint-Germain-de-Rimouski, being a lot about forty-five feet in front by about 45 feet in depth bounded to the north by the river, to the east by Miss A. Caron, now Reverend M. Noel, to the south by Saint Germain street, to the west by Wm Doyle, now Dr L. T. Lavoie—with the buildings thereon constructed and dependencies.

To be sold at the sheriff's office, in the town of Rimouski, the SIXTEENTH day of AUGUST next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

CHS DANJOU, Sheriff.

Rimouski, 12th July, 1922.

3074—28-2

[First publication, 15th July, 1922]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Rimouski, } LOUIS JULIEN; vs
No 7875. } LOUIS DE GONZA-
GUE RIOUX, ci-devant de Matane, maintenant de lieux inconnus, savoir:

Un terrain de 72 pieds de front sur 97 de profondeur, mesure anglaise; borné au nord au chemin du Roi, au sud à Hubert Ruest, à l'est à Louis Julien, à l'ouest à Abel Ruest, étant partie du lot No cent cinquante-sept et les lots Nos cent cinquante-huit et cent cinquante-neuf au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Anaclet—avec bâtisses sus-construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Anaclet, le SEIZIEME jour d'AOUT prochain 1922, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

CHS DANJOU.

Rimouski, 12 juillet 1922.

3075—28-2

[Première publication, 15 juillet 1922]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } LOUIS JULIEN; vs
No. 7875. } LOUIS DE GON-
ZAGUE RIOUX, heretofore of Matane, now of unknown parts, to wit:

A piece of land 72 feet in front by 97 feet in depth, English measure; bounded to the north by the King's highway, to the south by Hubert Ruest, to the east by Louis Julien, to the west by Abel Ruest, being part of lot No. one hundred and fifty seven and lots Nos. one hundred and fifty eight and one hundred and fifty nine of the official cadastre of the parish of Saint-Anaclet—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of Saint Anaclet, the SIXTEENTH day of AUGUST next, 1922, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

CHS DANJOU, Sheriff.

Rimouski, 12th July, 1922.

3076—28-2

[First publication, 15th July, 1922]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Saint-François.

No 186. } **MAURICE T. STOKES**, du
 } canton Bury, district de
 Saint-François, entrepreneur et agent, deman-
 deur; vs **JAMES RUDD**, du canton Bury, dans
 le district de Saint-François, défendeur.

Saisi sur ledit défendeur:

Les lopins de terre sis et situés dans ledit canton Bury, connus aux plan et livré de renvoi cadastraux dudit canton comme étant:

1. Partie du lot numéro deux A (2a), dans le rang A dudit canton Bury, décrits comme suit: commençant au coin sud-est du lot numéro deux B dudit rang; de là vers l'est en prolongement de la ligne sud du dernier lot mentionné, cinq verges; de là vers le nord en parallèle au chemin ou à la rue conduisant de Robinson à Lingwick, dix-sept verges et quatre pieds; de là vers le nord-ouest deux verges et dix pieds; de là à l'ouest par deux A en second lieu décrit ici; de là vers le sud en suivant la ligne est dudit lot numéro deux A (2a) ici décrit en second, quatre verges; de là vers l'ouest en suivant la ligne sud de ladite partie dudit lot numéro deux A ici décrit en deuxième lieu, dix verges jusqu'au côté est de ladite route ou rue; de là vers le sud en suivant le côté est de ladite route ou rue, quatre verges; de là vers l'est à angle droit avec ladite route ou rue, dix verges; et de là vers le sud à angle droit avec la dernière ligne mentionnée et parallèlement à ladite route ou rue, onze verges et quatre pieds jusqu'au point de départ; bornée à l'ouest partiellement par ladite route ou rue, la partie dudit lot numéro deux A ici décrit en second lieu, et partie dudit lot numéro deux A possédée par Thomas Stokes & Sons, et ledit lot numéro deux B possédé par Orange S. Coates, à l'est et au nord-est par une autre partie dudit lot numéro deux A, possédée par lesdits Thomas Stokes & Sons et au nord ainsi qu'au sud par partie du dernier lot mentionné, possédée par lesdits Thomas Stokes & Sons, selon sa contenance;

2. Partie dudit lot numéro deux A dans ledit rang A dudit canton Bury, décrite comme suit: à partir d'un piquet sur le côté est de la rue directement vis-à-vis la ligne entre les lots numéros deux "I" et deux "H" du même rang; de là à l'est en ligne droite, ligne prolongée de ladite ligne entre les lots deux "I" et deux "H", dix perches; de là vers le sud à angle droit avec la dernière ligne mentionnée et parallèlement à ladite, rue quatre perches; de là vers l'ouest à angle droit avec la dernière ligne mentionnée, dix perches avec le côté est de ladite rue; et de là vers le nord en suivant le côté est de ladite rue, quatre perches jusqu'au point de départ; bornée à l'ouest par ladite rue, au nord-est et au sud par une autre partie dudit lot numéro deux A, possédée par Thomas Stokes & Sons, et mesurant le quart d'un acre en superficie—avec la bâtisse et les améliorations faites sur lesdits terrains.

Pour être vendues au bureau d'enregistrement du comté de Compton, à Cookshire, MARDI,

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Saint Francis.

No 186. } **MAURICE T. STOKES**, of
 } the township of Bury,
 district of Saint Francis, undertaker and agent,
 plaintiff; vs **JAMES RUDD**, of the township of
 Bury, in the district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

Those certain tracts or parcels of land lying and being situate in the said township of Bury, known on the cadastral plan and book of reference for the said township, as:

1. Part of the lot number two A (2a), in the A range of the said township of Bury, described as follows: commencing at southeasterly corner of the lot number two B in the said range; thence running easterly in continuation of the southerly line of the last mentioned lot, five rods; thence running northerly parallel to the road or street leading from Robinson to Lingwick, seventeen rods and four feet; thence running northwesterly, two rods and ten feet; thence running westerly by two A herein secondly described; thence running southerly in following the easterly line of the said lot number A herein secondly described, four rods; thence running westerly in following the southerly line of the said part of the said lot number two A herein secondly described, ten rods to the easterly side of the said road or street; thence running southerly in following the easterly side of the said road or street, four rods; thence running easterly at right angle with the said road or street, ten rods; and thence running southerly at right angle with the last mentioned line and parallel to the said road or street, eleven rods and four feet to the place of commencement; bounded westerly partly by the said road or street, the part of the said lot number two A herein secondly described, and part of the said lot number two A, owned by Thomas Stokes & Sons, and the said lot number two B owned by Orange S. Coates, easterly and northeasterly by other part of said lot number two A, owned by the said Thomas Stokes & Sons and northerly and southerly by part of the last lot mentioned, owned by the said Thomas Stokes & Sons, and containing what it may;

2. Part of the said lot number two A in the said range A of the said township of Bury, described as follows: commencing at a post on the easterly side of the street directly opposite the line between the lots number two "I" and two "H" in the same range; thence easterly in a straight line and being a continued line of the said line between the said lots two "I" and two "H", ten perches; thence running southerly at right angle with the last mentioned line and parallel to the said street, four perches; thence running westerly at right angle with the last mentioned line, ten perches with the easterly side of the said street; and thence running northerly in following the easterly side of the said street, four perches to the place of commencement; bounded westerly by the said street, northerly, easterly and southerly by other part of the said lot number two A, owned by Thomas Stokes & Sons, and containing one quarter of an acre in superficies—together with the building and improvements made and erected on the said lands.

To be sold at the registry office of the county of Compton, at Cookshire, on TUESDAY, the

le CINQUIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif. Le shérif,

C.-E. THERRIEN.

Sherbrooke, 1er août 1922

[Première publication, 5 août 1922]

3363—31-2

FIFTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. C. E. THERRIEN,

Sheriff.

Sherbrooke, 1st August, 1922.

[First publication, 5th August, 1922]

3364—31-2

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit du comté de Champlain—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } N E R E E MASSI-
No 256. } COTTE, deman-
deur; vs JOSEPH ROUSSEAU, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

Un emplacement situé à Saint-Georges-de-Champlain, faisant partie du lot numéro mille vingt-trois du cadastre hypothécaire de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, et partie du numéro de subdivision numéro seize dudit lot officiel mille vingt-trois (ptie 16-1023), suivant plan fait par Pamphile du Tremblay, borné comme suit: en front par la rue Saint-Henri, en profondeur par Alphonse Gonneville, au sud-ouest par la rue Gonneville, au nord-est par le dit Gonneville ou lot No 15 dudit plan—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Georges-de-Champlain, dans le comté de Champlain, le SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain 1922, à DIX heures du matin (heure solaire).

Bureau du shérif.

Le shérif,

PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 2 août 1922.

[Première publication, 5 août 1922]

3361—31-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } T H E O D E R O M-
No 640. } P R E, deman-
deur; vs JOS. LESSARD, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

1. Deux emplacements situés en la cité des Trois-Rivières, au coin nord-est de la rue Cooke, étant la presque totalité des lots onze cent trente-un et onze cent trente-deux (ptie 1131 et 1132) au cadastre officiel d'enregistrement fait pour la cité des Trois-Rivières, et comprenant en outre une petite lisière du lot numéro onze cent trente-trois (pt. 1133) dudit cadastre, c'est-à-dire toute cette partie du susdit lot No 1133 qui se trouve au côté nord-ouest de la rue Cooke, contenant chacun de ces dits emplacements cinquante-neuf pieds de largeur au front sur ladite rue Cooke et cinquante-huit pieds et six pouces de largeur à la profondeur qui est de cent sept pieds dans la ligne sud et de cent six pieds et trois pouces dans la ligne nord desdits emplacements, le tout à mesure anglaise; bornés comme suit: en front par ladite rue Cooke, en arrière à la profondeur des lots treize et quatorze du plan de subdivision officielle du lot No 1130, fait par A.-B. Normandin, arpenteur géomètre, le 30 mai 1911, d'un côté vers l'ouest au No 1130-10 dudit plan de subdivision et de l'autre côté, vers le nord-est à un ancien chemin ou prolongement de la rue Saint-François-Xavier.

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court of the county of Champlain—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } N E R E E MASSI-
No. 256. } COTTE, plain-
tiff; vs JOSEPH ROUSSEAU, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

An emplacement situated at Saint-Georges-de-Champlain, being part of lot number one thousand and twenty three of the cadastre of Notre-Dame-du-Mont-Carmel, and part of the subdivision number sixteen of the said official lot one thousand and twenty three (pt. 16-1023), according to a plan made by Pamphile du Tremblay, bounded as follows: in front by Saint Henri street, in depth by Alphonse Gonneville, to the south-west by Gonneville street, to the northeast by the said Gonneville or lot No. 15 of the said plan—with the buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Georges-de-Champlain, in the county of Champlain, the SEVENTH day of SEPTEMBER next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon (standard time).

Sheriff's office.

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff.

Three Rivers, August 2, 1922.

[First publication, 5th August, 1922]

3362—31-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } T H E O D E R O M P R E,
No. 640. } plaintiff; vs JOS.
LESSARD, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

1. Two emplacements situated in the city of Three Rivers, at the northeast corner of Cooke street, being approximately the whole of lots eleven hundred and thirty one and eleven hundred and thirty two (app. 1131 and 1132) of the official cadastre for the city of Three Rivers, and comprising moreover a small strip of the lot number eleven hundred and thirty three (pt. 1133) of the said cadastre, that is to say all that part of the said lot No. 1133 lying to the north-west corner of Cooke street, containing each of the said emplacements fifty nine feet in width in front on the said Cooke street and fifty eight feet and six inches in width by a depth of one hundred and seven feet in the south line and one hundred and six feet and three inches in the north line of the said emplacements, the whole according to english measure; bounded as follows: in front by the said Cooke street, to the rear by the depth of lots thirteen and fourteen of the plan of the official subdivision of lot No 1130, made by A. B. Normandin, land surveyor, 30th May, 1911, on one side towards the west by No. 1130-10 of the said plan of subdivision and on the other side towards the north-east by the old highroad or extension of Saint François Xavier street;

Laquelle propriété est aujourd'hui connu sur un nouveau plan de subdivision desdits lots numéros onze cent trente-un, onze cent trente-deux et onze cent trente-trois comme étant les lots Nos un, deux, trois, quatre et cinq dudit lot numéro onze cent trente et un (1131-1, 2, 3, 4 et 5); les lots Nos un, deux, trois et quatre dudit lot numéro onze cent trente-deux (1132-1, 2, 3 et 4) et les lots numéros un, deux et trois dudit lot numéro onze cent trente-trois (1133-1, 2 et 3)—avec bâtisses;

2. Deux emplacements contigus situés au nord-est de la rue Saint-François-Xavier, en la cité des Trois-Rivières, contenant chacun vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-treize pieds et neuf pouces de profondeur, le tout plus ou moins et à mesure anglaise, connus et désignés comme étant les lots numéros huit et neuf de la subdivision officielle du lot numéro dix-sept cent cinquante-cinq (1755-8 et 9) avec en outre le terrain de la ruelle à la profondeur des dits emplacements sur toute la largeur d'iceux et une moitié de la largeur d'icelle, laquelle étant connue et désignée par le numéro vingt-cinq de ladite subdivision officielle dudit lot numéro dix-sept cent cinquante-cinq (1755-25) dudit cadastre, mais à la charge par l'acquéreur d'entretenir constamment ladite ruelle comme ruelle à l'usage de tous ceux pouvant avoir le droit de circuler en icelle, et de la maintenir constamment en bon ordre et état sans jamais pouvoir rien y déposer qui soit de nature à gêner la circulation en icelle—avec bâtisses.

Pour être vendus au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, le SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, 1922, à DIX heures du matin (heure solaire).

Bureau du shérif,

Le shérif,
PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 2 août 1922. 3359—31-2
[Première publication, 5 août 1922]

Which property is to-day known on the new plan of subdivision of the said lots number eleven hundred and thirty one, and eleven hundred and thirty two and eleven hundred and thirty three as being the lots Nos. one, two, three, four and five of the said lot No. eleven hundred and thirty one (1131-1, 2, 3, 4 and 5); the lots Nos. one, two, three and four of the said lot number eleven hundred and thirty two (1132-1, 2, 3 and 4) and the lots Nos. one, two and three of the said lot number eleven hundred and thirty three (1133-1, 2 and 3)—with buildings;

2. Two adjoining emplacements situated to the northeast of Saint François-Xavier street, in the city of Three Rivers, containing each twenty-five feet in width by ninety-three feet and nine inches in depth, the whole more or less, English measure, known and designated as being the lots numbers eight and nine of the official subdivision of lot number seventeen hundred and fifty five (1755-8 and 9) with moreover the land of the lane at the rear of the said emplacement for the whole width thereof by one half of the width of the said land, which is known and designated by number twenty of the said official subdivision of the said lot number seventeen hundred and fifty five (1755-25) on the said cadastre, the purchaser being charged with the constant upkeep of the said lane as a public lane for the use of those having the right to use the same, and the constant upkeep in good condition and order without ever being able to deposit anything of a nature to hinder circulation therein—with buildings.

To be sold at the sheriff's office, of the district of Three Rivers, in the Court House, city of Three Rivers, the SIXTH day of SEPTEMBER next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon (standard time).

Three Rivers, 2nd August, 1922.

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff.

[First publication, 5th August, 1922]
3360—31-2

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON, } ATTENDU que par la
Assistant-Procureur- } section 16 de la loi
Général-Suppléant. } 12 George V, chapitre 46,
il est décrété que la dite loi entrera en vigueur le jour qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en Conseil de fixer par proclamation;

ATTENDU qu'il y a lieu de fixer la date du premier jour de septembre, 1923, comme la date de l'entrée en vigueur de ladite loi.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil Exécutif et conformément aux dispositions de la section 16 de la loi 12 George V,

Proclamations

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of The United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON, } WHEREAS in and
Acting-Deputy- } by section 16 of
Attorney-General. } the Act 12 George V,
chapter 46, it is enacted that the said act shall come into force upon such day as the Lieutenant-Governor in Council may be pleased to fix by proclamation.

WHEREAS it is expedient to fix the date of the first day of September, 1923, as the date of the coming into force of the said act;

THEREFORE with the advice and consent of Our Executive Council and in conformity with the provisions of section 16 of Act 12, George V,

chapitre 46, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que la loi 12 George V, chapitre 46, intitulé: "Loi amendant la loi de l'instruction publique", soit en vigueur à compter du premier jour de septembre, 1923.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous nos fœux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable sir CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à QUEBEC, ce VINGT-NEUVIÈME jour de JUILLET, l'an de grâce mil neuf cent vingt-deux et de Notre règne la treizième.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province suppléant,
3347 ALEXANDRE DESMEULES.

Canada
Province de
Québec.
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:—

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT,)
Assistant-Procureur-)
Général.)
ATTENDU que le secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Saint-Germain-de-Rimouski, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité desdits statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse et aussi ledit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-Maurice, dans le comté de Gaspé, dans ledit diocèse susdit, comme suit, savoir:

Le territoire à être érigé en une paroisse, pour les fins civiles, sous le nom de "La paroisse de Saint-Maurice", dans le comté de Gaspé, est pris dans les cantons de Fox et de Sydenham, et ses bornes, en référence aux données du cadastre officiel d'enregistrement pour ces deux cantons, sont les suivantes, à savoir:

Vers le nord: le golfe Saint-Laurent;

Vers l'est: le lot numéro trente-sept (37) du rang I—ouest et le lot numéro trente-quatre (34) du rang II—ouest du canton de Fox;

chapter 46, we have proclaimed and directed, and, by these presents, do proclaim and direct that The Act 12 George V, chapter 46 intituled "An Act to amend the Education Act" shall come into force on and from the first day of September, 1923.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable Sir CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this TWENTY NINTH day of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two, and in the thirteenth of Our Reign.

By command,

ALEXANDRE DESMEULES,
3348 Acting Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT,)
Deputy-Attorney-)
General.)
WHEREAS the secretary to the duly appointed Commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Quebec, in and for the Roman Catholic Diocese of Saint-Germain-de-Rimouski, in Our Province of Quebec canonically acknowledged and erected by the Ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said Statutes transmitted to the Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint Maurice, in the county of Gaspé, in the said Roman Catholic Diocese, to be as follows, that is to say:

The territory to be erected into a parish for civil purposes, under the name of "The parish of Saint-Maurice" in the county of Gaspé, is taken in the townships of Fox and Sydenham and its boundaries, with reference to the date of the official cadastre for the two said townships, are as follows, to wit:

To the north: the Gulf Saint Lawrence;

To the east: the lot number thirty seven (37) of range 11—west of the township of Fox;

Vers le sud: le rang III—ouest du canton de Fox, et le rang III—nord du canton de Sydenham;

Vers l'ouest: le lot numéro quatorze (14) dans les rangs I et II—nord et le lot numéro un (1) dans le rang III—nord du canton de Sydenham; ladite paroisse de Saint-Maurice, ainsi bornée et délimitée, provenant—quant au territoire qu'elle prend dans le canton de Fox—de la paroisse de Saint-Martin-de-la-Rivière-au-Renard, dont elle se trouve détachée pour autant, et d'un territoire non encore organisé pour les effets civils de paroisse quant à celui qui lui est assigné dans le canton de Sydenham.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-Maurice ci-dessus décrites

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Maurice décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable sir CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUEBEC, ce TRENTE-UNIEME jour de JUILLET, en l'année mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre règne la treizième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

3353

To the south: the range III—west of the township of Fox, and the range III—north of the township of Sydenham;

To the west: the lot number fourteen (14) in ranges I and II—north and the lot number one (1) in range III—north of the township of Sydenham; the said parish of Saint Maurice, thus bounded and limited, proceeding—as regards the territory it takes in the township of Fox—from the parish of Saint-Martin-de-la-Rivière-au-Renard, from which the said territory is detached, and of a territory still unorganized for parochial civil purposes as regards the territory assigned to it in the township of Sydenham.

NOW KNOW YE, that we have confirmed, established and recognized and by these presents do confirm, establish and recognise the aforesaid limits and boundaries of the parish of Saint Maurice aforesaid;

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Saint Maurice to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable Sir CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this THIRTY FIRST day of JULY, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty-two, and on the thirteenth year of Our Regn.

By command,
C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

3354

Lettres patentes

"Point St. Charles Social Club, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huitième jour de juin 1922, constituant en corporation sans capital-actions, Ludger-Oram Fredette, commis, Arthur Fredette, charpentier, William Lamothe, jardinier, Auguste Legault, agent d'assurances, Adélard Lamothe, inspecteur, tous de la cité de Montréal, aux fins suivantes:

Organiser, maintenir et gérer un club pour accommoder les membres de la corporation; se procurer un local et généralement donner aux membres tous les privilèges, avantages, commodités et le confort d'un club:

Procurer aux membres les moyens de récréer et éduquer leur esprit, de reposer leur corps et entraîner d'autres choses, avoir un restaurant, des

Letters patent

"Point St. Charles Social Club, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eight day of June, 1922, as a corporation without share capital incorporating: Ludger Oram Fredette, clerk, Arthur Fredette, carpenter, William Lamothe, gardener, August Legault, insurance agent, Adélard Lamothe, inspector all of the city of Montreal, for the following purposes;

To organize, maintain and manage a club for the accommodation of the members of the corporation; to secure a Club House and generally to give its members all the privileges, advantages commodities and comforts of a club;

To procure its members means of recreation and education of the mind and relaxation of the body and among other things to provide a restaur-

échoppes de cirage et de barbiers, des salles de billard et de pools, des installations pour la vente des journaux, tabagies et confiseries;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, les droits ou privilèges que la corporation croira nécessaires ou appropriées à ses fins, pourvu que la valeur immobilière possédée par la corporation n'excède pas en aucun temps \$25,000.00;

Acquérir, recevoir, détenir, louer, échanger, aliéner les meubles et immeubles nécessaires et indispensables à la réalisation des objets de la corporation, disposer de ladite propriété d'aucune manière; hypothéquer et grever les immeubles de la corporation, gager les meubles de ladite corporation, pourvu que la valeur de la propriété immobilière possédée par la corporation ne puisse en aucun temps excéder la limite de \$25,000.00;

Construire, maintenir et altérer les bâtisses ou structures nécessaires ou avantageuses aux fins de la corporation;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la corporation;

Adopter une constitution, faire et passer des règlements, ordonnances et règles compatibles avec les lois publiques de la Province de Québec, pour la gestion et la régie interne des affaires et choses de la corporation et des sociétaires, pour l'admission, la gouverne, la suspension et l'expulsion de ses membres; concernant le nombre l'élection, les devoirs et les noms des officiers et directeurs, l'administration et la conduite des affaires du club en général, pourvu cependant que la corporation puisse de temps à autre amender, modifier, abroger en tout ou en partie cette constitution, ces règles et ordonnances, à la convenance de la corporation;

Imposer des honoraires d'entrée, des mensualités ou autres contributions aux membres, avec pouvoir d'emprunter de l'argent des membres ou d'aucune autre personne sur le crédit et aux conditions dont on conviendra de temps à autre;

Aucun membre de la corporation ne sera personnellement responsable d'aucune dette d'icelle;

Tout membre de la corporation, en règle, peut s'en retirer et cessera d'en être membre, sur avis à cet effet en la forme prescrite par la constitution, les règles et règlements, et sera dès lors entièrement libérée de responsabilité pour aucune dette ou obligation du club et tout membre expulsé ou retiré du club, dont le nom sera biffé de la liste des membres pour toute raison mentionnée dans la constitution, les règles et règlement du club, perdra ipso facto tous ses droits sociaux;

La corporation aura le pouvoir de nommer les comités, officiers, administrateurs et domestiques nécessaires à la bonne administration de ses affaires, de payer au président un traitement annuel de \$2,000.00 au trésorier, \$1,900. et au gérant, \$1,900; tous officiers ainsi nommés peuvent exercer tous autres pouvoirs et prérogatives, pour la bonne gestion et conduite générale des affaires de la corporation, qui seront requis d'eux par la constitution, les règles et règlements du club;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts

rant, shoe shining stand, barber shops, billiard and pool rooms, news stands, cigar stands and confectionneries;

To purchase, take on lease or in exchange hire or otherwise acquire any property, moveable or immoveable, and any rights or privileges which the corporation may think necessary or convenient for its purposes, provided that the value of the immoveable property possessed by the corporation does not at any time exceed the limit of \$25,000.00;

To acquire, receive, hold, lease, exchange and alienate the necessary and required moveables and immoveables to attain the objects of the corporation and dispose of the said property in any manner; to mortgage and encumber the immoveables of the corporation and pledge the moveables of the said corporation provided that the value of the immoveable property possessed by the corporation does not at any time exceed the limit of \$25,000.00;

To construct, maintain and alter any buildings or works necessary or convenient for the purposes of the corporation;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the corporation;

To adopt a constitution, make and enact by-laws, ordinances and rules not incompatible with the public laws of the Province of Quebec, for the administration and internal management of the affairs and things of the corporation and of its members for the admission, discipline, suspension and expulsion of its members; the number election, duties and names of the officers and directors and the management and conduct of the affairs of the club generally; provided however that the corporation may from time to time amend, modify, repeal and change in whole or in part such constitution, rules and ordinances as the corporation may think fit;

To charge initiation fees, monthly subscriptions or otherwise to members and also have power to borrow money from members or any other person on such credit and under such terms as from time to time be arranged;

No member of the corporation shall be personally liable for any of the debts thereof;

Any member of the corporation not being in arrears may retire therefrom and shall cease to be such member on giving notice to that effect in such form as may be required by the constitution, rules and regulations thereof, and thereafter shall be wholly free from liability for any debt or engagement of the club and every member expelled or retiring from the club and whose name shall have been struck off the list of members for any of the reasons mentioned in the constitution, rules and regulations of the club shall ipso facto forfeit all rights of membership;

The corporation shall have power to appoint such committees, officers, administrators and servants as may be required for the due management of its affairs and to pay the president a salary of \$2,000.00 per annum, the treasury a salary of \$1,900.00 per annum, and the manager a salary of \$1,900.00 per annum; all officers so appointed may exercise such other powers and authorities for the due management and conduct generally of the affairs of the corporation as may be required of them by the constitution, rules and regulations of the club;

To enter into partnership or any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-ope-

à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne firme, compagnie, exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genres d'affaires qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, ou aucun commerce ou genre d'affaires propres à être exercé de manière à profité directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne, société, ou compagnie, aussi couvrir ou autrement acquérir et détenir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie ou autrement en disposer;

Conclure, avec aucunes autorités municipales, locales ou autres, aucuns arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie, ou à aucun d'iceux, et obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, aussi exécuter, exercer et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle moyennant le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, après autorisation de ce faire par le vote d'une majorité numérique des membres présents ou représentés par procureur à une assemblée générale dûment convoquée pour en délibérer;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées et des objets mentionnées dans les lettres patentes originaires et supplémentaires, sous le nom de Point St. Charles Social Club, Incorporated". Le montant de la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est limitée à \$25,000.00.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de juin 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
3323 C.-J. SIMARD.

"Les Usines Frappier, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1922, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatrième jour de juillet 1922, constituant en corporation: Adrien Frappier de Raignau, scientifique, Odessa Paquette, marchand et Amédée Allard, manufacturier, tous trois domiciliés en la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, réparer, fabriquer, manufacture des appareils pour chauffer l'eau à l'électricité et faire le commerce de moteurs de tous genres et de leurs accessoires, d'engins, machines, outils, appareils et machineries de tous genres pour l'industrie, le commerce, l'agriculture et les besoins domestiques;

ration, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any transaction capable of being conducted so as directly or indirectly benefit the company, and to lend to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To enter into any arrangement with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the Corporation's objects, or any of them, and obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the Corporation may think it desirable to obtain, and carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To lend money to customers and others having dealings with the corporation and guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, discount execute and issue, promissory notes, bills of exchange, of leading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the corporation or any part thereof for such consideration as the corporation may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the corporation, if authorized so to do by the vote of a majority in number of the members present or represented by proxy at a general meeting duly called for considering the matter;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and of the objects set out in the letters patent and supplementary letters patent, under the name of Point St. Charles Social Club, Incorporated". The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess is to be limited is \$25,000 00

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eight day of June, 1922

C J ISMARD,
3324 Assistant Provincial Secretary

"Les Usines Frappier, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1922, incorporating: Adrien Frappier de Raignau, scientist, Odessa Paquette, merchant, and Amédée Allard, manufacturer, all three domiciled in the city of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, repair, fabricate, manufacture apparatuses for the heating of water by electricity and to deal in motors of every kind and the accessories thereof, engines, machines, tools, apparatuses and machinery of all kinds for industry, business, agriculture and domestic uses;

Acquérir, exploiter et disposer, à quelque titre que ce soit de tous brevets d'invention ayant rapport auxdits objets et particulièrement acheter le brevet d'invention accordé par le gouvernement du Dominion du Canada à Adrien Frappier de Raignau, de Montréal, pour un certain réchaud à l'électricité "Electric Heater" sous le No 246840 des patentes du Dominion du Canada le dix décembre mil neuf cent vingt et un;

Acquérir, à quelque titre que ce soit, toute autre ou toutes autres industries, manufactures, ou tous autres commerces identiques à ceux que la présente compagnie est appelée à exercer, y compris l'achalandage, (good will,) et tout l'actif mobilier et immobilier, et ce, aux termes, prix et conditions qui pourront être convenus, et payer avec des actions acquittées, des débentures, des actions-obligations (debenture-stock), des obligations ou autres valeurs de la compagnie, toute telle acquisition;

Faire avec toute autre ou toutes autres compagnies, personnes, associations ou sociétés, tous arrangements concernant l'exploitation, l'acquisition ou contrôle de leur industrie, manufacture ou commerce respectifs, et contrôler soit par l'acquisition des actions, des intérêts ou autrement tout autre ou toutes autres compagnies, associations ou sociétés;

Employer en tout ou en partie ses actions, fonds, débentures, obligations ou autres valeurs pour l'achat de débentures ou d'actions d'autres compagnies ou d'intérêts dans toute association ou société;

Acquérir par achat, sur vente privée, judiciaire, publique ou tout autre, échange, donation, dation ou paiement, ou de quelque manière et à quelque titre que ce soit louer, recevoir à titre de prêt, de nantissement, de dépôt, de garantie, posséder, détenir, retenir, exploiter et occuper à quelque titre et de quelque manière que ce soit tous droits et biens, tant corporels qu'incorporels, qu'ils soient meubles ou immeubles et sans aucune exception quelconque;

Vendre, donner à bail, en nantissement, en dépôt, en garantie, en échange, en paiement, et généralement aliéner, céder, transporter, ou disposer de quelque manière à quelque titre que ce soit, des droits et biens mentionnés dans la clause précédente;

Grever de servitude et hypothéquer tous immeubles quelconques et consentir, soit comme bailleur ou preneur, tout bail emphytéotique;

Exercer tous les pouvoirs mentionnés dans les trois clauses précédentes chaque fois, aussi souvent et dans tous les cas, circonstances et conditions où la compagnie jugera qu'il est de son intérêt, utile, avantageux ou nécessaire à ses entreprises, d'exercer aucun desdits pouvoirs;

Emprunter tous montants que la compagnie jugera utile ou nécessaire d'emprunter pour les fins de ses entreprises ou l'exercice d'aucun de ses pouvoirs et ce, en aucun temps et aussi souvent qu'elle le jugera à propos, et faire lesdits emprunts aux termes et conditions, et en donnant les garanties et hypothèques que la compagnie trouvera raisonnables;

Emettre, en aucun temps et aussi souvent que la compagnie le jugera utile ou nécessaire, des actions-obligations (debenture-stock) et en disposer pour les montants et aux termes et conditions que la compagnie croira raisonnables;

Hypothéquer, garantir ou mettre en gage par acte authentique pour garantir le paiement des

To acquire, exploit and dispose of, under any title and in any manner whatever, all patents relating to the aforesaid objects, and especially to buy the patent of invention granted by the Dominion Government to Adrien Frappier de Raignau, of Montreal, for a certain electric heater, under the No 246840 of the patents of the Dominion of Canada the tenth of December, one thousand nine hundred and twenty one.

To acquire under any title whatever, any other industry or industries, manufactory or manufactories, business of businesses identical to those which the present company is authorized to operate, including the custom and goodwill, the moveable and immoveable assets, upon such terms and conditions and for such a price as may be determined, and to pay for the above in paid up shares, debentures, debenture-stock, bonds or other securities of the company;

To enter into any arrangement with any other company or companies, person or persons, association or associations, society or societies, respecting the exploitation, acquisition or control of their respective industry, factory or business and to control either by acquiring the shares and interests or otherwise, any other company or companies, association or associations, society or societies;

To invest the whole or part of its shares, funds, debentures, bonds, or other securities in the purchase of debenture or shares of other companies or interest in any association or society;

To acquire by purchase, at private, judicial, public or any other sale, by exchange, gift, the giving in payment or in any other manner and under any title whatever, to lease, receive as loan, lien, deposit, security, own, hold, retain, exploit and occupy under any title and in any manner whatever, any rights or property both corporeal and incorporeal, moveable or immoveable, and without any exception whatever;

To sell, give on lease, or as lien, deposit, security, in exchange and payment and generally alienate, transfer, convey or in any other manner and under any title to dispose of the rights and property mentioned in the foregoing paragraph;

To charge with servitude or hypothecate any immoveables whatsoever and to be a party either as lessor or lessee to any emphyteotic lease;

To exercise all the powers mentioned in the three preceding paragraphs, each time, as often and in all cases, circumstances and conditions wherein it may appear to the company to be in its interest or useful, advantageous or necessary for its undertaking, to exercise any of the said powers;

To borrow any amounts which the company may think useful or necessary to borrow for the purposes of its undertaking or the carrying on of any of its powers, and that, at any time and as often as it may think proper, and to contract the said loans upon such terms and conditions and by giving such guarantees and hypothecs as the company may think fit;

To issue at any time and as often as the company may think useful or necessary, debenture-stock, and to dispose thereof, for such amount and upon such terms and conditions as the company may think fit;

To hypothecate, mortgage or pledge by authentic deed, to guarantee the payment of the bonds,

obligations, débentures et actions-obligations (debenture-stock) qu'elle est autorisée à émettre par la loi ou sa charte, les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, que la compagnie possède ou possèdera dans la province;

Distribuer en nature parmi ses actionnaires tous les biens de la compagnie, et, en particulier, toutes les actions ou autres valeurs d'autres corporations, corps publics ou compagnie que la compagnie peut posséder;

Émettre ou distribuer des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations, obligations-actions (debenture-stock) ou autre valeurs de la compagnie, et payer avec icelles pour tous services, toutes dettes et obligations de la compagnie;

Faire tous contrats de louage, de service, de cautionnements autres que les cautionnements qui doivent être donnés par des compagnies de garantie, de mandat, d'agence, de transaction et généralement tous contrats et conventions quelconques, dont est capable une corporation sans aucune exception;

Vendre, aliéner, transporter et céder en bloc pour valable considération, qui pourra consister en actions, obligations, actions-obligations (debenture-stock) émises par d'autres compagnies, les biens, l'actif, l'entreprise, la clientèle de la compagnie comme une exploitation en cours (as a going concern) sur un vote d'au moins les deux tiers en nombre et en valeurs, des actionnaires présents ou représentés à l'assemblée convoquée pour décider de la transaction en question, sous le nom de "Les Usines Frappier Limitée", avec un capital total de cent mille piastres (\$100,000.), divisé en mille (1,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de juillet 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

3337

C.-J. SIMARD.

debentures and debenture-stock which it is by law or under its charter authorized to issue, the property, moveable or immoveable, present or future, which the company now own or may own in the Province;

To distribute in kind, among its shareholders all the property of the company, and in particular any shares or other securities of other corporations, public bodies or companies which this company may own;

To issue and allot paid up and non-assessable shares, bonds, debenture-stock or other securities of the company in payment of any services rendered, debts or liabilities of the company;

To make any contracts respecting leases, services, sureties, mandates, agencies and transactions and generally all contracts and agreements which a corporation may enter into, without any exception;

To sell, alienate, transfer and assign *en bloc* for lawful consideration, which may consist of shares, bonds, debenture-stock issued by other companies, the property, assets, undertakings and goodwill of the company as a going concern, on a vote of no less than two thirds in number and value of the shareholders present or represented at a meeting called to decide the transaction in question, under the name of "Les Usines Frappier, Limitée", with a total capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourth day of July, 1922.

C. J. SIMARD,

3338

Assistant Provincial Secretary.

Action en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2092. Dame Frieda Aluf, de la ville et du district de Montréal, épouse commune en biens de Phillip Dubrovsky, marchand, du même lieu, demanderesse; vs Phillip Dubrovsky, de la ville et du district de Montreal, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

Montréal, 21 juillet 1922.

Le procureur de la demanderesse,

3349-31-5

I. POPLIGER.

Action for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2092. Dame Frieda Aluf, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Phillip Dubrovsky, merchant, of the same place, plaintiff; vs the said Phillip Dubrovsky, merchant, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has, this day been instituted in this cause.

Montreal, 21st July, 1922.

I. POPLIGER.

3350-31-5

Attorney for plaintiff.

Charte—abandon de :

Province de Québec, district de Montréal. "The St. Lawrence Dairy Company, Incorporated", compagnie constituée en corporation sous l'empire des Statuts de la province de Québec, le 26 mars 1914, dûment autorisée aux présentes:

Donne ici avis qu'elle entend, le ou après le douze août 1922, solliciter, du lieutenant-gouverneur en Conseil ou d'une autre autorité, l'autori-

Charter—Surrender of :

Province of Quebec, district of Montreal. "The St. Lawrence Dairy Company, Incorporated", a company incorporated under the Statutes of the Province of Quebec, of date the 26th day of March, 1914, hereunto duly authorized:

Hereby gives notice that it intends, on and after the twelfth day of August, 1922, to apply to the Lieutenant-Governor in Council or other authority for permission to surrender its charter

sation de renoncer à sa charte, de l'annuler et de parfaire la dissolution de la compagnie laquelle a cessé ses activités depuis le 31 décembre 1920.

to cancel the same and complete the dissolution of the company, the said company not having been in operation since the 31st December, 1920.

Montréal, 1er août 1922.

Montreal, 1st August, 1922.

Le secrétaire,
THOMAS I. MORGAN.

THOMAS I. MORGAN,
Secretary.

3355

3356

Vente—Loi de faillite

Sale—Bankruptcy Act

Dans l'affaire de Antonio Gagné, épicier et boucher, 74 rue d'Aiguillon, Québec, cédant autorisé.

In the matter of Antonio Gagné, grocer and butcher, 74 d'Aiguillon, Quebec, authorised assignor.

Avis est par le présent donné que VENDREDI, le HUITI SEPTEMBRE 1922, à ONZE heures a.m., sera vendu à mon bureau, 44 rue Dalhousie, Québec, l'immeuble ci-après décrit, savoir:

Notice is hereby given that on FRIDAY, the EIGHTH day of SEPTEMBER, 1922, at ELEVEN o'clock a. m., there will be sold at my office, 44 Dalhousie street, Quebec, the following immoveable, to wit:

Un lot de terre étant le numéro vingt et la moitié de vingt-un (20 et $\frac{1}{2}$ de 21), subdivisions du lot originaire quatre cent trente-cinq (435), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Roch-Nord; ladite moitié du lot 21 étant la moitié sud-est dudit lot vingt-un, et est borné au nord-ouest par le résidu dudit lot vingt-un, au nord-est par le chemin de Charlesbourg, au sud-est à la subdivision 20 du lot 435 et au sud-ouest par la subdivision 57 dudit lot 435, et étant d'une profondeur moyenne de 762 pieds—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

A parcel of land being the subdivision number twenty and the half of subdivision twenty-one, (20 and $\frac{1}{2}$ of 21) of the original lot four hundred and thirty-five (435) of the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Roch North; the said half of lot 21 being the southeast half of the said lot twenty one, and is bounded to the northeast by the Charlesbourg road, to the southeast by subdivision 20 of lot 435 and to the southwest by subdivision 57 of the said lot 435, and being of a mean depth of 762 feet with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

The titles and certificates may be examined at my office at any time.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3, de la Loi de faillite, 9-10 George V, chapitre 36, et a les mêmes effets que la vente du shérif.

This sale is made in conformity with article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chap. 36, and has the same effect as a sheriff's sale.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Terms of payment: Cash.

Pour plus amples informations s'adresser au soussigné.

For further particulars apply to the undersigned.

Le syndie autorisé,
J.-P.-E. GAGNON.

J. P. E. GAGNON,
Authorised trustee.

Bureau: 44 rue Dalhousie.

Office: 44 Dalhousie street,

Bâtisse Canada Steamship Lines Ltd.
Québec, 2 août 1922. 3381—31-2

Canada Steamship Lines Ltd., bldg.
Quebec, 2nd August, 1922. 3382—31-2

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 31

Index of the Quebec Official Gazette, No 31

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Aluf vs Dubrovsky.....	1919
" Briand vs Archambault.....	1886
" Fortin vs Poirier.....	1886
" Lafantaisie vs Ouellette.....	1886
" Magid vs Kreatchman.....	1887
" Parisien vs Fournier.....	1886
" Poupart vs Marcille.....	1886
" Roy vs Dudemaine.....	1885
" Savard vs Bouchard.....	1885
" Savaria vs Newton.....	1885
" Thibeault vs Aubé.....	1886
" Thomas vs Turcotte.....	1886

Dme Aluf vs Dubrovsky.....	1919
" Briand vs Archambault.....	1886
" Fortin vs Poirier.....	1886
" Lafantaisie vs Ouellette.....	1886
" Magid vs Kreatchman.....	1887
" Parisien vs Fournier.....	1886
" Poupart vs Marcille.....	1886
" Roy vs Dudemaine.....	1885
" Savard vs Bouchard.....	1885
" Savaria vs Newton.....	1885
" Thibeault vs Aubé.....	1886
" Thomas vs Turcotte.....	1886

ANNONCEURS :—Avis aux :—..... 1873

ADVERTISERS :—Notice to :—..... 1873

AVIS DIVERS :—

MISCELLANEOUS NOTICES :—

La Cie électrique de Rockland, ltée.... 1887
Morin, Charles..... 1887

La Cie électrique de Rockland, ltée.... 1887
Morin, Charles..... 1887

CHARTER—ABANDON DE:—

The St. Lawrence Dairy Company, Inc. . . 1919

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

Demande d'annexer mun. scol.: Saint-Thomas-de-Pierreville à Saint-Thomas-de-Pierreville, village. 1884

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR:—

La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Michel-Archange. 1884
 L'Union Saint-Pierre. 1884
 Order of Scottish Clans. 1885

LETTRES PATENTES:—

✓ Dominion Iron & Foundry, Limited. . . . 1882
 ✓ Faucher & Fils, limitée. 1879
 ✓ Forest Products & Construction Co., Ltd. 1876
 ✓ La Compagnie Baril d'Immeubles, Ltée. 1881
 ✓ Les Usines Frappier, limitée. 1917
 ✓ Point St. Charles Social Club, Inc. . . . 1915
 The Bell River Pulp Co., Lt'd. 1877
 ✓ Tom Duggan Amusement Enterprises, Limited. 1874

LIQUIDATION—AVIS DE:—

International Specialties Co., Lt'd. 1888

MINUTES DE NOTAIRE :—

En faveur de Louis-Auguste Sirois. . . . 1888
 En faveur de M. Louis Bergeron. 1888
 En faveur de M. Z. Rivard. 1888

NOMINATIONS:—

Commissaires d'écoles. 1883

ORDRE DE COUR:—

Ames Holden McCready vs Bouchard. . . 1888

PROCLAMATIONS:—

La paroisse de Saint-Maurice. 1914
 Loi amendant la loi de l'Instruction Publique. 1913

SOUMISSIONS:—

Cité des Trois-Rivières. 1889

VENTES—LOI DE FAILLITE :—

Chicoine, Arthur 1894
 De Grandmaison, Albert. 1895
 Gagné, Antonio. 1920
 La compagnie Manufacturière de Lévis, Ltée. 1890
 Miousse & Frères. 1894
 Pérusse, Adolphe. 1893
 Rivard, Hector. 1902

VENTE PAR LICITATION:—

Poulin vs Dame Robillard. 1895

CHARTER—SURRENDER OF:—

The St. Lawrence Dairy Company, Inc. . 1919

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

Application to annex school mun. of St. Thomas-de-Pierreville to Saint-Thomas-de-Pierreville, village. 1884

TREASURY DEPARTMENT:—

La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Michel-Archange. 1884
 L'Union Saint-Pierre. 1884
 Order of Scottish Clans. 1885

LETTERS PATENT:—

Dominion Iron & Foundry, Limited. . . . 1882
 Faucher & Fils, limitée. 1879
 Forest Products & Construction Co., Ltd. 1876
 La Copagnie Baril d'Immeubles, Ltée. . 1881
 Les Usines Frappier, limitée. 1917
 Point St. Chrles Social Club, Inc. . . . 1915
 The Bell River Pulp Co., Lt'd. 1877
 Tom Duggan Amusement Enterprises, Limited. 1874

WINDING UP NOTICE:—

International Specialties Co., Lt'd. 1888

NOTARIAL MINUTES :—

In favor of Louis-Auguste Sirois. 1888
 In favor of Mr. Louis Bergeron. 1888
 In favor of Mr. Z. Rivard. 1888

APPOINTMENTS:—

Schools commissioners. 1883

RULE OF COURT:—

Ames Holden McCready vs Bouchard. . . 1888

PROCLAMATIONS:—

The parish of Saint-Maurice 1914
 Act to amend the Education Act. 1913

TENDERS:—

City of Three Rivers. 1889

SALES—BANKRUPTCY ACT :—

Chicoine, Arthur. 1894
 De Grandmaison, Albert. 1895
 Gagné, Antonio. 1920
 La compagnie Manufacturière de Lévis, Ltée. 1890
 Miousse & Frères. 1894
 Pérusse, Adolphe. 1893
 Rivard, Hector. 1892

SALE BY LICITATION:—

Poulin vs Dame Robillard. 1895

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ARTHABASKA:—

Drouin vs Roy	1896
Laurendeau vs Roy	1896

BEAUCE:—

Dme Bolduc vs Poulin	1897
----------------------------	------

BEAUHARNOIS:—

Pulling <i>et al</i> vs Wood	1898
------------------------------------	------

CHICOUTIMI:—

Le Prêt Hypothécaire vs Lavoie	1898
--------------------------------------	------

GASPÉ:—

Gaudreau vs Rioux	1899
La Banque de la Nouvelle-Ecosse vs Ross <i>et al</i>	1900

KAMOURASKA:—

Alden vs Dubé	1901
Dionne vs Desgagné	1900
Dubé vs Rioux	1901

MONTMAGNY:—

Boucher vs Boucher	1901
--------------------------	------

MONTREAL:—

Brissette vs Zelniker <i>et al</i>	1906
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Dme O'Brien	1906
La ville de Montréal-Est vs Dérôme	1906
Levine (Dme) vs Abrahama <i>et al</i>	1902
Payne <i>et al</i> <i>èsq</i> vs Delle Scott	1904
Payne <i>et al</i> <i>èsq</i> vs Delle Scott	1905
Rechon vs La Compagnie Cinéma Mai- sonneuve	1903
Tourville (Delle <i>et al</i>) vs Dme Cairns	1902

PONTIAC:—

Levasseur vs Fowler	1907
---------------------------	------

QUÉBEC:—

Foucault vs Pouliot	1909
Lesage vs Guertin	1908
Simard <i>et al</i> vs Dufour & Villeneuve	1909
The Art Litho Co., Lt'd, vs Auclair	1908
Young Co. vs Lafrance	1908

RIMOUSKI:—

Caron vs Dme St-Pierre	1910
Julien vs Rioux	1910
Levesque vs Vignola	1909
Sinclair (Dme) vs Turcotte	1910

SAINT-FRANÇOIS:—

Stokes vs Rudd	1911
----------------------	------

TROIS-RIVIÈRES:—

Massicotte vs Rousseau	1912
Rompré vs Lessard	1912

SHERIFFS' SALES:—

ARTHABASKA:—

Droin vs Roy	1896
Laurendeau vs Roy	1896

BAUCE:—

Dme Blduc vs Poulin	1897
---------------------------	------

BEAUHARNOIS:—

Pulling <i>et al</i> vs Wood	1898
------------------------------------	------

CHICOUTIMI:—

Le Prêt Hypothécaire vs Lavoie	1898
--------------------------------------	------

GASPÉ:—

Gaureau vs Rioux	1899
La Banque de la Nouvelle-Ecosse vs Ross <i>et al</i>	1900

KAMOURASKA:—

Alden vs Dubé	1901
Dionne vs Desgagné	1900
Dubé vs Rioux	1901

MONTMAGNY:—

Boucher vs Boucher	1901
--------------------------	------

MONTREAL:—

Brissette vs Zelniker <i>et al</i>	1906
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Dme O'Brien	1906
The town of Montreal-Est vs Derome	1906
Levine (Dme) vs Abrahama <i>et al</i>	1902
Payne <i>et al</i> <i>èsq</i> vs Delle Scott	1904
Payne <i>et al</i> <i>èsq</i> vs Delle Scott	1905
Rechon vs La Copagnie Cinéma Mai- sonneuve	1903
Tourville (Delle <i>et al</i>) vs Dme Cairns	1902

PONTIAC:—

Levasseur vs Fowler	1907
---------------------------	------

QUÉBEC:—

Foucault vs Pouliot	1909
Lesage vs Guertin	1908
Simard <i>et al</i> vs Dufour & Villeneuve	1909
The Art Litho Co., Lt'd, vs Auclair	1908
Young Co. vs Lafrance	1908

RIMOUSKI:—

Caron vs Dme St-Pierre	1910
Julien vs Rioux	1910
Levesque vs Vignola	1909
Sinclair (Dme) vs Turcotte	1910

SAINT FRANCIS:—

Stokes vs Rudd	1911
----------------------	------

THREE RIVERS:—

Massicotte vs Rousseau	1912
Rompré vs Lessard	1912